



**entretiens
préalables au Forum des
associations d'élus :**

**“pour une république
culturelle décentralisée,
l'engagement solidaire
des collectivités
territoriales”**

**quelle place
pour l'art dans la
construction de
notre civilisation**



avignon, 16 juillet 2010



AVIGNON 2010

*Entretiens réalisés par Vincent Rouillon
Coordination et secrétariat de rédaction : FNCC - Saint-Etienne*





EDITORIAL

LA MAGIE DU PARTAGE constitue la matière même de l'art et de la culture. Les artistes, dans leur exploration poétique du monde, nous rappellent que sans la mise en commun des sensibilités par l'émotion, par le sensible, la vie sociale serait livrée au seul affrontement des égoïsmes et que son avenir ne se conjuguerait que sur le mode sombre de la désignation.

Depuis sa création, le Festival d'Avignon témoigne avec une force inégalée de cette magie du partage esthétique. Elle est d'ailleurs si vive que les associations d'élus traditionnellement présentes à Avignon ont ressenti la nécessité et l'opportunité de joindre leurs forces, leurs espoirs mais aussi leurs interrogations quant à l'avenir des politiques culturelles tant territoriales que nationales. Elles ont été rejointes par d'autres et ainsi est née l'idée de tenir un forum commun. Que la question de l'art unisse ainsi une grande partie des associations d'élus, c'est une première ! Encore l'un des effets de la magie du sensible...

Conscientes de leurs responsabilités, les collectivités disent donc, solidairement, la force de leur engagement commun en faveur de l'art et de la culture, un engagement d'autant plus nécessaire que l'avenir apparaît incertain pour leurs capacités financières et que les milieux de la culture sont confrontés à des difficultés croissantes. Mais la volonté des collectivités, pour tenace qu'elle soit, serait vaine si elle n'était à l'écoute des attentes de chacun, si elle ignorait les malentendus que ne peuvent manquer de faire naître des conditions d'existence où le souci de la survie prend parfois le pas sur l'enthousiasme de la vie.

Tel est l'objectif des vingt-six entretiens contenus dans ce petit recueil. Ce n'est ni un sondage ni une enquête au sens sociologique du terme mais, pour ainsi dire, les "minutes" des attentes et un florilège des espoirs d'acteurs de la vie culturelle : artistes, professionnels, publics aussi, puisque ces derniers sont *in fine* les destinataires de l'activité artistique comme de la volonté politique, – et bien entendu élus.

Au nom de toutes les associations d'élus, le comité de pilotage remercie ici le rédacteur de la FNCC, Vincent Rouillon, à qui a été confié ce travail de "recueillement", et celles et ceux qui ont accepté de participer à ces entretiens de vive voix.

Chacun(e) a livré avec franchise et rigueur ses analyses sur un très large champ de pensée, passant du questionnement philosophique aux considérations politiques, explorant la valeur des mots comme la pertinence des idées, conjuguant les exigences du droit de chacun à la culture avec les devoirs de tous à veiller à ce qu'elle reste une force vive dans notre société, une force délicate mais aussi impérieuse car nécessaire mais menacée.

Un grand merci aussi au Festival d'Avignon, partenaire indispensable et fidèle sans lequel ni le Forum 2010 des associations d'élus ni ce présent recueil d'Entretiens préalables qui doit en nourrir les débats n'auraient été possibles.

le comité de pilotage

sommaire

Georges Buisson, administrateur Palais Jacques-Cœur et Maison Georges-Sand (18)	p. 8
Annie Genevard, maire de Morteau (25), représentant l'AMF	p.10
Madeleine Fève-Chobaut, maire adjointe à la culture de Saint-Dié (88), représentant la FMVM.....	p.12
Laurent Le Bon, Directeur du Centre Pompidou de Metz (57)	p.14
André Laignel, maire d'Issoudun (36), représentant l'AMF	p.16
Chantal Ernoult, maire adjointe à la culture du Havre (76), vice présidente de la FNCC.....	p.18
Corinne Sonnier, présidente de l'ADBDP, directrice de la BDP des Landes	p.20
Nadine Varoutsikos, directrice de la scène nationale de Saint-Nazaire (44)	p.22
Christophe Blandin-Estournet, directeur de Culture O Centre.....	p.24
Frédéric Néraud, directeur général adjoint de la Fondation du patrimoine	p.26
Vanik Berberian, maire de Gargilisse-Dampierre (36), président de l'AMRF	p.28
Vincent Eblé, président conseil général Seine-et-Marne, représentant l'ADF	p.30
Jean-Pierre Vincent, metteur en scène	p.32
Benoît Lambert, metteur en scène, directeur artistique de La Tentative, Dijon (21)	p.34
Alain Maldonado, animateur du Groupe Miroir	p.36
Rémi Rebeyrotte, maire d'Autun (71), représentant l'APVF.....	p.38
Norbert Métairie, mairie de Lorient (56), président de la commission culture de l'AMGVF.....	p.40
Etienne Ollagnier, directeur de Jour2fête, distributeur indépendant.....	p.42
Marie-Agnès Sevestre, directrice du Festival Francophonies en Limousin (87), vice présidente du Syndeac...	p.44
Olivier Bianchi, maire adjoint à la culture de Clermont-Ferrand (63), représentant l'ADCF	p.46
Hubert Colas, metteur en scène	p.48
Jean-Noël Bruguière, directeur du secteur des pratiques culturelles des CEMEA.....	p.50
Frédéric Robbe, directeur de l'Astrolabe, SMAC d'Orléans (45)	p.52
Catherine Cullen, maire adjointe à la culture de Lille (59), représentant l'ACUF	p.54
Thierry Brault, spectateur.....	p.56
Farida Boudaoud, vice présidente du Conseil régional Rhône-Alpes, représentant l'ARF	p.58
Synthèse des entretiens	p.60

INTRODUCTION

Les vingt-six entretiens rassemblés ici donnent à lire et à réfléchir les réactions d'élus, d'artistes, de professionnels de la culture et de représentants des publics à un seul et même texte (*pages suivantes*). Un texte qui évoque la nécessité d'une refondation – d'une réécriture ou d'un renouvellement, chacun choisira le terme, plus ou moins radical, qui lui paraît le mieux approprié – des politiques publiques de la culture en France.

Méthodologiquement, cette "enquête" est un peu atypique. Au lieu de poser une même série de questions à chacun, le processus a été construit à l'inverse : les associations d'élus ont dressé pour ainsi dire le "portrait culturel" de ce qu'elles souhaitent devenir et l'ont proposé d'abord à elles-mêmes afin de juger si ce portrait était bien ressemblant (et bien des retouches y ont été apportées), puis à d'autres, pour mesurer si cette image leur donnait envie de faire davantage connaissance avec elles – et ici, les réponses vont de l'enthousiasme à une certaine défiance.

Ajoutons que, destinés à nourrir les débats d'un forum organisé en partenariat avec le Festival d'Avignon, les professionnels du théâtre sont particulièrement présents. Bien des voix manquent : danseurs, musiciens, plasticiens, artistes de cirque, poètes...

Il importe aussi de noter que les propos qui suivent émanent tous de personnes qui ont su trouver leur place dans le cadre d'une activité artistique ou culturelle reconnue. Ou encore d'élus qui, politiquement, sont en mesure de se faire comprendre et d'agir. Il en est bien d'autres dont la voix reste inentendue. Ceux-là sont les absents de ces pages.

*

Quoi qu'il en soit, et contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, ce mode d'interrogation à partir d'un texte unique a produit l'inverse d'une "pensée unique" l'inverse aussi d'une alternative où s'opposeraient deux, et seulement deux, opinions opposées, exclusives l'une de l'autre. Bien au contraire, la voix de chacun parcourt ses perspectives propres, parfois inconciliables, le plus souvent articulables et mutuellement enrichissantes.

Prendre aujourd'hui la parole sur les politiques publiques de la culture peut sembler à raison déplacé alors que l'espoir de beaucoup est en berne et les budgets de tous en baisse. Faudrait-il pour autant se taire ? Faudrait-il pour autant éviter d'écouter ?

Vincent Rouillon,
rédacteur de la FNCC

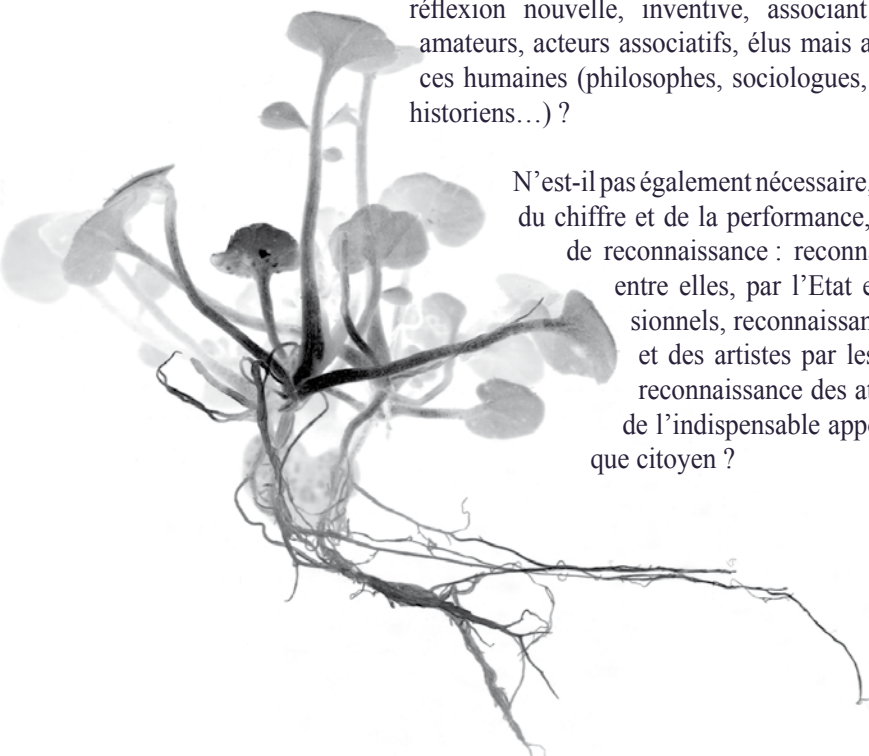
QUELLE PLACE POUR L'ART

NOUS PORTONS TOUS NOTRE PART D'ATTENTION À L'ART. A quelque niveau que cela soit, nous construisons ensemble notre environnement culturel. Longtemps portée par la volonté nationale, l'action publique pour la culture est aujourd'hui largement partagée par les collectivités territoriales. Dans cette période de bouleversement institutionnelle, les élus s'interrogent sur le sens de cette politique.

Aujourd'hui les collectivités sont conscientes de leurs responsabilités en matière culturelle. Elles sont désormais convaincues de la nécessité d'un dialogue équilibré entre elles, avec l'Etat et avec les professionnels de ce domaine. Aussi s'engagent-elles à porter réellement la culture au cœur de leurs politiques et à œuvrer à une recherche ouverte et sensible pour tracer les axes nouveaux des politiques culturelles de demain, dans l'esprit de l'intérêt général et du développement des territoires.

Cet engagement n'exige-t-il pas de construire les conditions d'une réflexion nouvelle, inventive, associant professionnels, artistes, amateurs, acteurs associatifs, élus mais aussi chercheurs en sciences humaines (philosophes, sociologues, spécialistes du politique, historiens...)?

N'est-il pas également nécessaire, au-delà de la seule culture du chiffre et de la performance, de promouvoir la notion de reconnaissance : reconnaissance des collectivités entre elles, par l'Etat et par les milieux professionnels, reconnaissance de la nécessité de l'art et des artistes par les responsables politiques, reconnaissance des attentes, des inquiétudes et de l'indispensable apport créatif que recèle chaque citoyen ?



DANS LA CONSTRUCTION DE NOTRE CIVILISATION ?

La reconnaissance, c'est aussi celle des politiques culturelles dans leur teneur poétique même, c'est-à-dire en ce qu'elles créent les conditions de possibilité d'un dialogue libre des valeurs qui donnent sens à la vie de chacun et à la vie de tous en nouant l'intelligence à la sensibilité. Cette déclinaison sensible de l'action politique, qui prend acte du rôle fondamental des artistes, n'est-elle pas le sens même que doivent porter les politiques culturelles de demain ?

Sur cette voie, les collectivités territoriales sollicitent l'approfondissement du processus de la décentralisation culturelle. L'autonomie de chaque échelon des pouvoirs territoriaux n'est-elle pas en effet la condition du respect de l'autre, de l'exigence envers soi-même et de la conscience de la portée nationale des choix de politique culturelle de chacun ?

Pour son avenir, notre société a besoin de l'invention des artistes dans toute leur diversité. Nos concitoyens ont besoin de participer, de s'enrichir, de se reconnaître dans un univers culturel partagé. Nos politiques publiques ont besoin des politiques culturelles dans toute leur transversalité. Pour construire une société fondée sur les valeurs de respect, de tolérance et d'imagination qui animent l'art, notre nation n'a-t-elle pas besoin de toutes les impulsions ? N'a-t-elle pas besoin, plus que jamais, de ses territoires ?

Ces propos soulignent l'importance de redéfinir le sens de l'action politique culturelle territoriale, supposent la légitimité des collectivités à les conduire de manière renouvelée par la voie d'une concertation accrue entre elles et avec l'Etat et insistent sur la nécessité de poser les bases d'une nouvelle étape de la décentralisation. Quels commentaires, attentes ou doutes vous inspirent-ils ?

Georges Buisson

administrateur du Palais Jacques Cœur et de la Maison Georges Sand

“

Sur les territoires,
une aventure
artistique n'est
légitime que si les
gens y trouvent leur
place autrement
qu'en achetant
un billet.

”

Pour le dire un peu schématiquement, ce qui m'intéresse dans ce texte émanant des associations d'élus est l'idée de la nécessité de retrouver le sens – le sens politique – de l'action culturelle. On assiste en effet, depuis plusieurs années, à une profonde dérive vers un consumérisme culturel qui délite peu à peu notre rapport aux arts et à la culture. On les consomme, comme tout le reste... Et dès lors, la légitimité de la dépense publique en leur faveur s'étiolle. Car sa seule raison d'être réside en la nécessité pour une société d'être interpellée par l'art. Tel est aussi le principe de l'indispensable présence de l'artiste dans la cité.

La transversalité. Le danger que porte la spécialisation de l'action culturelle au sein d'un ministère spécifique – même si, par bien des aspects, il est très précieux de disposer d'un ministère de la Culture – ainsi qu'au sein des services culturels des collectivités territoriales consiste à enfermer la dimension sensible dans une perception exclusivement artistique et professionnelle. Ce qui constitue aussi un facteur de consumérisme culturel, celle des œuvres. L'art doit concerner chacun de nous non seulement en tant que public mais comme personne. Et il faut ajouter que l'art n'est jamais plus pertinent que quand il s'occupe de ce qui ne le regarde pas : l'urbanisme, le social, l'éducation, etc. Les politiques culturelles ne relèvent pas de la seule responsabilité du ministère de la Culture.

La spécialisation génère un autre écueil, celui de traiter les choix politiques sous le seul prisme de l'affectation des crédits. Ce qui rend les choses inodores... Les politiques culturelles devraient être financées par l'ensemble des directions politiques : tourisme, économie... Alors seulement deviendrait possible une véritable réflexion à l'aune de l'inhérente transversalité des arts et de la culture. Il faut sortir du piège de "l'art pour l'art" et se débarrasser d'un vocabulaire gangréné par une terminologie essentiellement économique. Mais pour le moment, il faut bien constater qu'on a délaissé une vraie mission de service public pour pratiquer des "appels d'offre artistique" dont les artistes s'emparent, calant ainsi leur activité sur le principe de la concurrence marchande.

Par ailleurs – et c'est terrible de devoir le dire –, une profonde coupure s'est opérée pour ainsi dire naturellement entre les artistes et les politiques. L'artiste, dans sa pseudo-liberté, ne voit plus que le politique a profondément besoin de l'art et que, réciproquement, il a besoin de lui pour définir le cadre de son intervention.

Au-delà de la démocratisation. On en mesure aujourd'hui la limite. C'est en redonnant à l'art sa mission fondamentale de questionnement qu'on pourra ressentir combien il est indispensable, pour les personnes non pour les masses. Pour ma part, j'appelle de mes vœux un véritable dialogue entre les politiques et les artistes, car ce sont tout deux des acteurs décisifs de

nos territoires. Encore une fois, il faut revendiquer les arts comme répondant à un besoin vital d'interpellation, de questionnement. Or que fait-on aujourd'hui ? On enfile des projets. Puis, pour les gérer, on crée des dispositifs qui à leur tour enferment l'action et la pensée...

La reconnaissance des arts. Cette notion peut jouer un rôle essentiel pour toute perspective d'évolution de notre société. Les élus qui "reconnaîtraient" et se serviraient des propositions artistiques ne pourront s'en sortir que beaucoup mieux. Mais attention, l'art, lui, n'a pas à s'adapter et à servir à enjoliver un projet politique. Au contraire. Mais dans les débats d'aujourd'hui, où sont les artistes ? Ils sont majoritairement absents. Alors les interrogations se réduisent aux seules questions financières – ce qui est affligeant.

Légitimité des collectivités territoriales. Tout d'abord, la notion de territoire est essentielle. On ne fait pas de l'art pour la Terre entière. Il y a donc une réflexion nécessaire à entreprendre entre les différents niveaux de collectivités pour développer des actions perceptibles à l'échelle des territoires. Ensuite, il importe de clarifier les missions des uns et des autres, ce qui suppose à la fois une réflexion sur les financements (comment faire, alors que 80% des crédits de l'Etat sont fléchés ?), de leur redistribution (pourquoi ne pas les donner directement aux compagnies ?) et de l'emploi (pourquoi gérer le spectacle vivant dans le cadre du chômage – annexes 8 et 10 – et non du plein emploi ? pourquoi les artistes ne seraient-ils pas salariés ?). On est encore loin de tout cela.

Le bon moment ? Oui, c'est le moment de repenser les choses. Les dispositifs s'effiloquent. Et, par delà son aspect évidemment positif, le maillage du territoire en équipements de même type génère un formatage tant des manières de créer que des contenus de la création. Les mêmes parlent aux mêmes... Antoine Vitez parlait d'"abri" ou d'"édifice". Aujourd'hui, on devrait chercher davantage l'abri... Mais comment faire pour laisser vivre des projets différents ? Il faudrait laisser plus de temps à l'expérimentation.

Il y a eu une très forte professionnalisation des acteurs culturels. Là encore, le moment est venu de réinterroger les principes de politiques culturelles. Ceux qui, il y a cinquante ans, militaient pour l'éducation populaire, pour l'animation (dans ce vieux débat qui l'opposait à la création) sont paradoxalement devenus des professionnels. En faisant naître l'animateur, ils l'ont tué... Et le mot "amateur" est devenu un mot vulgaire.

La reconnaissance des personnes. Il n'y a pas qu'une manière de faire de l'art. Dépassons le critère, obsolète et pervers, de l'excellence, un critère vecteur de formatage. L'artiste a besoin de la vitalité esthétique de la population. L'émancipation doit prendre sa source dans le travail, dans le militantisme. Il serait extrêmement salvateur de remettre tout cela à plat – sans bien sûr "jeter le bébé avec l'eau du bain". Nous avons besoin de réinventer et que les jeunes générations s'emparent de ces problématiques. Ce que d'ailleurs elles font, en explorant des idées d'économie solidaire, de démocratie participative. Mais on ne leur laisse pas suffisamment de place. On les taxe d'amateurisme alors qu'on devrait les considérer comme l'avant-garde... Et de grands pans d'une réflexion nécessaire restent à l'abandon.

Vocabulaire... C'est aussi une question de langage. Avec toujours cette même question : est-ce ou n'est-ce pas de l'art ? Pour ma part, j'apprécie beaucoup le terme de "sensible", une notion ouverte qui, au-delà de l'art, renvoie aux relations humaines, à la qualité du regard... Il est nécessaire que les publics aussi aient la parole. Sur les territoires, une aventure artistique n'est légitime que si les gens y trouvent leur place autrement qu'en achetant un billet.

propos recueillis le 28 mai 2010

“

Une aventure artistique n'est légitime que si les gens y trouvent leur place autrement qu'en achetant un billet.

”

Annie Genevard

maire de Morteau, représentant

l'Association des maires de France (AMF)

Les politiques culturelles des collectivités territoriales. Longtemps, et à tort, on a considéré que la culture concernait surtout les pôles urbains, au titre de leur richesse en équipements et de leur densité de population : il ne faut plus reléguer les territoires ruraux à l'animation culturelle et à la kermesse... Et pour répondre à une demande culturelle de qualité, quatre conditions doivent être réunies.

- Une forte volonté politique, celle du maire et de son adjoint à la culture notamment.
- Des moyens. Dans ma ville, j'ai porté le budget culturel de fonctionnement de 1% à 7%. Pour le fonctionnement, la participation de l'Etat, du Département et de la Région est très marginale, et les communes assurent l'essentiel du financement. Mais pour l'investissement, ces partenaires sont indispensables. Sans lieux, une politique culturelle ne peut exister.
- L'aide méthodologique et artistique de l'Etat. Pour ma part, à l'occasion de la résidence d'une compagnie chorégraphique, les conseils de la DRAC ont été très précieux.
- Enfin, le travail avec des réseaux, par exemple les Jeunesses musicales de France, l'Union régionale des Fédérations d'œuvres laïques (URFOL), et d'autres acteurs régionaux. C'est en particulier nécessaire pour l'éducation artistique et culturelle à l'école.

Ces moyens existent et sont employés. On peut affirmer que le fait culturel fait désormais pleinement partie des politiques territoriales.

Vers une nouvelle réflexion... On ne peut pas refuser de se nourrir d'apports extérieurs, notamment philosophiques. Mais cette dimension de la pensée doit être croisée avec celle directement issue du terrain, si riche d'enseignements. Par exemple, quand toute une salle retient son souffle à tel ou tel moment magique d'une représentation théâtrale, alors les politiques culturelles prennent leur vrai sens. Aussi faut-il mener celles-ci dans la durée, l'imprégnation, le refus de l'élitisme dans nos territoires ruraux où la sociologie du public est variée, mais aussi le refus de la facilité. Une politique culturelle réussie, à mon sens, doit à la fois innover, susciter la curiosité et rassurer. Cette alternance est nécessaire. L'important réside dans la rencontre du public avec les artistes et les œuvres.

... et une refondation des politiques culturelles. Très certainement, et au vu des principaux constats qu'on peut faire sur ces vingt dernières années, un renouveau s'impose. Quels sont-ils ?

- Il y a l'extraordinaire réussite des politiques du livre et de la lecture publique.

“
Outre l'écueil de ne renvoyer la culture qu'à l'élitisme, le grand danger de notre temps est la standardisation, à tous les niveaux. Il faut y veiller..
”

- Pour le spectacle vivant, c'est plus nuancé, car il reste encore trop concentré dans les grandes villes. Avec ce résultat qu'en période de repli budgétaire, seules les grandes institutions conservent leurs moyens. Ici, la refondation est à opérer en direction des territoires.
- Pour la musique aussi, des progrès doivent être accomplis. Quand on compare par exemple ce qui se passe chez nous à l'incomparable dynamisme de la pratique vocale et orchestrale dans les écoles étrangères, notre retard s'avère immense...
- Quant à l'art contemporain, il souffre d'une évidente confidentialité et de préventions de la part des élus et du public. Un travail en profondeur avec les jeunes publics, extrêmement réceptifs, s'impose.
- Enfin, pour le cinéma, et grâce aux aides du CNC, des choses intéressantes ont été accomplies, notamment les dispositifs scolaires. Mais je suis très inquiète de l'attitude des distributeurs qui sacrifient les mono-salles au profit des multiplexes en ne leur donnant pas les copies.

Donc oui, une refondation générale semble indispensable, à condition d'avoir toujours en regard les territoires dans leurs spécificités. Une refondation qui passe nécessairement par la prise en compte d'une réflexion théorique fécondée par les enseignements du terrain.

Questions de vocabulaire. Les vieux mots se vident peu à peu. Par exemple, celui de "lien social". Il n'a plus de sens – alors que la réalité en a. Les mots sont essentiels. Il faut pouvoir désigner les choses avec précision. Mais ceux qui apparaissent dans ce texte – dimension esthétique, reconnaissance, politique poétique... – ne sont pas faciles. J'en aurai choisi de plus simples : émotion partagée, découverte, étonnement... Innocence aussi.

Y a-t-il un écho entre l'innocence et ce terme adornien de "réconcilié" que vous évoquez ? Oui, je crois. On y entend ce côté apaisant : après un spectacle, on constate chez les spec-

tateurs une forme d'apaisement, de sérénité, de bien-être ensemble, qui se traduit souvent par une envie de discuter. Ce terme pourrait aussi s'appliquer à l'urbanisme, aux paysages... En effet, quand on inscrit une programmation dans un beau lieu naturel, un enrichissement mutuel entre l'art et la nature se produit. La singularité des lieux fécondés par l'art apporte beaucoup de sens, de poésie. Car, outre l'écueil de ne renvoyer la culture qu'à l'élitisme, le grand danger de notre temps est la standardisation, à tous les niveaux. Il faut y veiller. Mettre en valeur la singularité des lieux est l'un des moyens de contrer l'uniformisation de la pensée et le populisme qu'elle engendre.

Le bon moment ? Dans l'actuel débat sur la réforme territoriale, pourquoi pas... Même si les communes portent l'essentiel des financements publics, nous sommes tous dans le même bateau. Oui, une concertation est nécessaire. D'ailleurs, aux Entretiens de Valois, j'ai toujours plaidé en faveur des conférences régionales du spectacle vivant. Nous devons trouver une nouvelle manière de travailler ensemble, avec une expertise commune. L'AMF, en particulier, a une vision très territoriale qu'il est intéressant de confronter avec d'autres.

Mais surtout, il faut aussi que la culture ne fasse pas les frais de querelles strictement politiques. Pour ce qui est de l'opportunité de ce colloque, tout dépend de l'objectif. Si la visée est politique, on aura raté l'enjeu. Le moment est très sensible. Tout le monde s'interroge forcément sur les conséquences de la réforme – à Avignon, il sera sans doute beaucoup question de cela. Il faut bien voir qu'en ce moment, c'est partout : "Haro sur l'Etat !"

Nous verrons. Sur le principe il est très intéressant que les collectivités se réunissent afin de dégager une vision globale et confronter leurs spécificités. De ce point de vue l'idée de ce colloque est pertinente.

propos recueillis le 28 mai 2010

Madeleine Fève-Chobaut

**adjointe au maire à la culture et à la jeunesse de Saint-Dié-des-Vosges,
représentant la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM)**

La place de l'art dans la cité. La culture est un élément essentiel qui contribue au bien "vivre ensemble". De nos jours, c'est une composante importante de la vie publique. Elle donne une couleur à la ville. Dans les villes moyennes, elle s'appuie beaucoup sur le réseau associatif. L'art participe à l'éducation, ouvre l'esprit du jeune citoyen, aide le senior à rester ouvert sur le monde. C'est là que les notions de beau et d'esthétique prennent tout leur sens. L'art peut aussi être l'expression d'une souffrance, de difficultés dans une société en crise : il devient alors exutoire mais, partagé avec celui qui regarde, il tient encore plus son rôle.

“

C'est certainement le moment pour insuffler une nouvelle dynamique territoriale à l'action culturelle. C'est le refus de la barbarie qui nous pousse. Aujourd'hui, nous devons faire face à l'échec d'une société qui ne serait basée que sur la consommation.

”

Transversalité de la culture. Les villes moyennes sont déjà les championnes de la transversalité et n'ont pas d'autres choix. Dans la mesure où nous ne bénéficions pas de la générosité de l'offre culturelle des grandes villes et que nos budgets sont restreints, la transversalité est le seul moyen pour dégager les investissements nécessaires. A Saint-Dié-des-Vosges (22 600 habitants), notre maire, Christian Pierret, nous a confié la mission de rélier un pôle culturel où se mêleront les arts – l'école de musique, un centre pour les musiques actuelles – et un autre pour les nouvelles technologies, dans l'idée de créer plus que des synergies entre ces structures. Oui, dans les villes moyennes, nous sommes déjà et par nécessité au cœur d'une approche transversale de la culture.

Cette mise en synergie doit se faire à la fois de manière pyramidale (ville, territoire, département, région, Etat) comme de manière transversale (rapprochement de villes de même strate, de villes voisines, de villes jumelées par l'histoire, la culture ou le sport...). Tel est le rôle essentiel que doivent se fixer nos villes en ces temps de crise. Ici, la culture répond à un profond besoin. L'héritage que nous laisserons sur cette terre passe par l'art et la culture.

Vocabulaire. La terminologie des politiques culturelles est, il est vrai, un peu désuète. Peut-être même faudrait-il un autre mot que celui de culture. La culture est partout et tout est matière à culture. La crise actuelle est peut-être le bon moment pour innover, sortir l'art des structures habituelles et l'amener au plus près des habitants, jusque dans la rue : concerts en plein air, expositions dans des lieux publics, autour de places repères, lieux de lecture dispersés dans la ville, manifestations autour des arts vivants, ouverture des lieux de vie et des quartiers à l'art...

L'art est affaire de regard et on ne peut dissocier l'art de la culture tout comme on ne peut dissocier création et formation. L'apprentissage artistique amène le citoyen à porter ainsi un regard nouveau sur le monde, le goût du beau conduit à l'art et... à l'art de vivre, à l'art du bien vivre ensemble,

à reconnaître la beauté d'un paysage, à regarder la ville autrement. On pose souvent la question : quelle planète laisserons-nous à nos enfants ? Il faut aussi se demander : "quels enfants laisserons-nous à la planète" !

Reconnaissance. L'expression artistique enrichit à la fois le spectateur et l'artiste qui se sentent reconnus, quelle que soit l'esthétique. Et là encore, les villes moyennes – par la proximité des élus aux citoyens – apparaissent comme un terrain privilégié. Nos villes, précisément, peuvent être un tremplin efficace pour mettre en valeur les jeunes talents. Elles peuvent ainsi devenir des "pépinières" artistiques. Former le regard du citoyen en lui proposant un art de qualité, c'est aider son regard à aimer le beau. Et ici l'enseignement artistique prend alors toute sa place (Plan territorial d'Education Artistique, centre d'éveil musical, médiathèque...).

La "reconnaissance" est alors possible. Mettre en avant les acteurs locaux de tout le territoire concerné, c'est à la fois leur permettre de se reconnaître entre eux et d'être reconnus par les instances dirigeantes ainsi que par le public. Mais cela va au-delà et conforte une reconnaissance individuelle qui nourrit et renforce les personnalités, donnant ainsi à l'artiste le pouvoir accru d'une citoyenneté agissante. Le spectateur formé à l'art devient alors un acteur politique à part entière, apte à comprendre les évolutions de notre société et en capacité d'agir pour elle.

Le bon moment ? C'est certainement le moment pour insuffler une nouvelle dynamique territoriale à l'action culturelle. D'ailleurs, que ce colloque des associations d'élus puisse se tenir en est un signe. Tous les échelons de collectivités ressentent ce besoin, car tous sont confrontés à de réelles difficultés. Je crois que, tout comme au moment de la création du ministère de la Culture, après-guerre, c'est le refus de la barbarie qui nous pousse. Aujourd'hui, nous devons faire face à l'échec d'une société qui ne serait basée que sur la consommation.

Cette initiative de le FNCC arrive à un moment-clé de l'évolution d'une certaine idée de la culture. Nous devons agir ensemble ou disparaître... Affronter la réalité et l'adversité ensemble sera source d'espoir et de progrès réels. Les villes moyennes sont en parfaite adéquation avec la volonté de solidarité territoriale qui préside à ce colloque, avec cet appel à approfondir le processus de décentralisation culturelle.

La décentralisation. Si la décentralisation est essentielle pour conférer aux collectivités une autonomie les rendant capables de s'adapter aux territoires, elle ne peut être efficace que si elle reste coordonnée, accompagnée de relais entre les différentes instances concernées. Il faut instaurer des relations régulières entre les élus des différentes collectivités. Nous nous devons d'initier un travail de fond, avec les autres villes, les intercommunalités, les départements, les régions, les DRAC... Notamment afin de construire des projets à long terme. C'est en particulier nécessaire vis-à-vis de l'Union Européenne, qui n'accorde de financements que pluriannuels pour des projets. Il faut également, afin de consolider le travail, mettre en place des outils d'évaluation qualitatifs et quantitatifs des actions menées.

Mais attention ! Méfions-nous des "grand-messes" qui n'aboutissent à rien... Nous devons innover, utiliser les nouvelles technologies de communication. Quoi qu'il en soit, la mutualisation des idées est indispensable afin que chacun, chez soi, puisse trouver les outils pour résister à la barbarie. Nous sommes obligés de nous épauler, de nous nourrir les uns les autres pour aborder l'avenir.

propos recueillis le 28 mai 2010

“

On pose souvent la question : quelle planète laisserons-nous à nos enfants ? Il faut aussi se demander : "quels enfants laisserons-nous à la planète" !

”

Laurent Le Bon

directeur du Centre Pompidou-Metz

“

Le succès s'incarne toujours : c'est là, et non ailleurs, qu'il se passe telle ou telle chose. Un musée reste avant tout une promenade poétique.

”

Le texte que vous proposez pour conduire cet entretien est riche de perspectives. On ne peut qu'acquiescer à l'ensemble de son contenu. Il suscite un immense espoir. En tout cas, il correspond avec précision à l'institution que je dirige, laquelle est, pour ainsi dire, un précipité juridique – par son statut d'EPCC – de cette volonté de coopération entre collectivités territoriales et avec l'Etat qui y est exprimée. Cette solidarité est essentielle.

J'irai encore plus loin. Depuis six ans qu'est en route le projet du Centre Pompidou-Metz, j'ai pu entendre des déclarations, venues de tous bords politiques, en faveur de cette expérience particulière. Avec comme résultat que chaque décision a été prise à l'unanimité. C'est assez merveilleux qu'en France on puisse assister à de tels moments de compréhension mutuelle à propos d'une initiative culturelle ! Et ce n'est pas purement déclaratif : de la Ville à l'Europe, tous les partenaires sont présents, avec leurs financements spécifiques. Cela se traduit également par le succès auprès du public – même si nous sommes encore tout proches de l'inauguration et que le plus difficile reste de “tenir” – puisque nous recevons 3000 visiteurs en moyenne par jour. Cette volonté d'agir ensemble répond d'évidence à une attente de la part de nos concitoyens.

Vous parlez aussi de la nécessité de l'autonomie des collectivités... Certes, c'est un indispensable gage de respect de chacun envers chacun. Mais il faut aussi des projets communs.

Pour moi, les prémices du Centre Pompidou de Metz remontent aux origines du Louvre, au moment où une collection monarchique devient une collection nationale. Deux siècles plus tard, voici donc un autre geste, objectif, de décentralisation. Ce qui ne peut que me conforter dans l'idée de la nécessité d'un dialogue équilibré entre l'Etat et les collectivités territoriales. Car ce musée n'a rien d'un OVNI descendu de Paris...

Le sens. Quant à l'importance d'une pensée du sens, qui aille au-delà des seuls critères quantitatifs, je ne peux là encore qu'y souscrire. Au départ, nous avons été assaillis d'approches de ce type : ferons-nous “autant” que le musée Guggenheim de Bilbao ? Finalement, le positionnement s'est révélé tout autre car, d'un seul point de vue mécanique, si l'on avait voulu “faire du chiffre”, mille autres endroits auraient été plus pertinents. Ce qui a primé a été la reconnaissance de la situation géographique et historique spécifique de la Lorraine, celle de sa dimension européenne. Chaque jour, ici, des milliers de gens traversent la frontière. Nous bénéficions donc de cette diversité géographique, laquelle se double d'une autre : sans prétendre toucher massivement ce qu'on a pu appeler le “non-public”, on constate la présence de gens qui sont loins d'être des férus de l'art contemporain. Ici on entend par exemple : “C'est la première fois que j'ai l'occasion de voir un Picasso en vrai...” Est-ce

un succès éphémère, lié à la période inaugurale ? Je ne sais pas.

Au-delà du chiffre, pour nous, l'essentiel est ce que nous appelons souvent la *Gemütlichkeit*, l'hospitalité : être un hôte, accueillir. Cette approche est d'autant plus centrale que, symboliquement, le lieu porte une très forte dimension politique. Ce musée, en effet, jouxte ce qu'on appelle le "Quartier allemand", un quartier construit pendant la période de l'annexion de la Lorraine par l'Allemagne et qui reste le seul témoignage d'une certaine homogénéité urbanistique ; les quartiers semblables construits en Allemagne ont tous été détruits pendant la guerre. Longtemps cette partie de la ville a été rejetée par les Messins. Aujourd'hui ils en sont fiers et souhaitent même la voir inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

La décentralisation. Vous écrivez que « *notre Nation a besoin de tous ses territoires* ». Oui, le sens doit s'incarner localement. Pour le Centre Pompidou-Metz, on a beaucoup parlé de "marque", "d'antenne". Mais les gens ne sont pas sensibles à l'idée d'une duplication. Ce qui les attire, c'est la volonté de vivre une expérience totale, unique. De mon point de vue, là réside l'une des clefs de la réussite d'un projet culturel ainsi que la force de notre pays grâce à la vitalité de la création contemporaine qui s'y déploie. Regardez l'identité de la Fondation Maeght, à Saint-Paul qui en fait son succès. On la visite, et pendant ce temps, il se passe tout autre chose de complémentaire à Avignon, à Nice, à Marseille...

En tout cas, dans mon domaine, le succès s'incarne toujours : c'est là, et non ailleurs, qu'il se passe telle ou telle chose. Pour reprendre votre terminologie, on pourrait aisément dresser une "carte poétique" de tous ces lieux différents où se crée du sens. Un musée reste avant tout une

promenade poétique. Et c'est pour cela que le Centre Pompidou de Paris reste un modèle qui n'a pas encore été dépassé.

Décentralisation. Enfin, à propos de la décentralisation dont le Centre Pompidou-Metz est pour ainsi dire une incarnation, elle est évidemment nécessaire, d'autant qu'aujourd'hui les collectivités territoriales – soit plus de 40 ans après leurs premières expériences – ont acquis une indéniable capacité d'expertise et un grand savoir-faire.

Pour autant, en faisant abstraction du fait que ma propre situation est éminemment plus confortable que celle de beaucoup d'autres, les artistes et les acteurs de la culture ont de nombreuses raisons d'être inquiets. Même si je vois mal comment on pourrait aujourd'hui faire abstraction de la culture, cette volonté d'engagement solidaire des collectivités dont témoigne le prochain colloque que vous allez tenir à Avignon est précieuse. Quels qu'en soient les résultats concrets, c'est toujours important de dire simplement ensemble les choses. Autrefois, j'ai travaillé sur le mouvement Dada, qui a procédé par manifestes successifs. On a pu voir que cela n'aura pas été sans portée... Aucun moment de structuration n'est inutile.

propos recueillis le 31 mai 2010

“
La volonté d'engagement solidaire des collectivités est précieuse. Quels qu'en soient les résultats concrets, c'est toujours important de dire simplement ensemble les choses.
 ”

André Laignel

maire d'Issoudun, président de la commission culture

de l'Association des maires de France (AMF)

La volonté de restaurer un vrai dialogue entre collectivités et le ministère de la Culture est, à l'évidence indispensable. Le dialogue mérite d'être approfondi avec les professionnels ; il se fait malheureusement de plus en plus mal avec l'Etat.

Les maires de France souhaitent que la culture soit au cœur de leurs politiques parce qu'elle est à la fois un élément du vivre-ensemble, mais aussi une condition du développement économique. Les collectivités locales assument près de 80% des financements publics, ce qui les rend totalement légitimes à s'exprimer sur ces sujets. Leurs politiques culturelles ont été largement développées ces dernières années et seul le maintien de l'action publique locale permettra au monde culturel, dans son ensemble et dans toutes ses disciplines, de continuer à créer et à diffuser.

“

La beauté sous toutes ses formes, sa transmission, c'est aussi une œuvre de pacification des esprits, pacification que permet l'accès à la poésie, au regard changé par l'œuvre, à l'écoute modifiée par le son.

”

Les politiques culturelles ne sont pas seulement un supplément d'âme, comme on le dit parfois, mais la condition d'un développement harmonieux des territoires. Qui peut imaginer l'apport d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres sur un territoire donné, si ces femmes et ces hommes ne peuvent y trouver les éléments de leur développement personnel ? C'est donc à une réflexion beaucoup plus vaste que doit conduire la situation difficile que nous connaissons. La culture ne relève pas du superflu. Ce n'est pas un luxe. Elle est au contraire au cœur de tout projet, de tout progrès, de tout épanouissement.

Rassembler professionnels, amateurs, monde associatif et élus locaux est la condition tout à la fois d'une meilleure communication, mais aussi de la diversité et de la richesse future de l'innovation. Dans une ville, sur un territoire, l'art et les artistes sont des acteurs importants de la capacité à créer du lien social. La beauté sous toutes ses formes, sa transmission, c'est aussi une œuvre de pacification des esprits, pacification que permet l'accès à la poésie, au regard changé par l'œuvre, à l'écoute modifiée par le son. C'est tout cela que l'on retrouve dans l'épanouissement des politiques culturelles, lesquelles donnent un rôle fondamental aux artistes et aux créateurs, même si beaucoup sont trop souvent ignorés.

Alors que les collectivités locales sont mises en cause, qu'un étouffement financier programmé est en œuvre, nous devons, à l'inverse tous nous mobiliser pour exiger un approfondissement de la décentralisation et notamment de la décentralisation culturelle. Mettre en cause, comme cela est fait, la pos-

sibilité des financements croisés, entre régions, départements, communes ou intercommunalités, c'est mettre en cause l'indispensable solidarité qui seule peut être porteuse de projets ambitieux. Pouvoir s'associer, de l'Etat à la plus petite commune, pour redonner tout son sens à l'action publique locale, en particulier dans le domaine culturel, nécessite la reconnaissance de l'action de chacun et la préservation de la capacité d'action de tous. Alors que l'Etat s'est mis en situation d'être incapable d'assurer à un niveau suffisant la vie culturelle sur l'ensemble des territoires de notre pays, il serait simplement décent qu'il laisse une pleine et entière liberté aux acteurs locaux.

Reconnaissance. C'est une véritable prise de conscience de la gravité de la situation qui doit toucher tous et chacun et qui doit prendre la forme d'une triple reconnaissance : reconnaissance par l'Etat du caractère indispensable de la présence culturelle en tous lieux ; reconnaissance des artistes, des femmes et des hommes de culture, par les élus locaux qui, même dans la difficulté, ne doivent pas faire de la culture une variable d'ajustement ; reconnaissance par les artistes et les professionnels du rôle décisif et central que jouent les collectivités locales, et tout particulièrement les communes, auprès de l'ensemble des acteurs du monde de la culture.

La décentralisation culturelle ne survivrait probablement pas à une ignorance mutuelle de la part de tous les acteurs, quand ce n'est pas une hostilité de mondes qui sont pourtant liés par le sentiment commun de l'intérêt général et de l'enrichissement individuel auxquels répond l'action culturelle.

On a trop souffert par le passé d'une séparation parfois forte entre un monde de la culture qui se méfiait des élus et des élus qui ne comprenaient pas toujours ce monde de la création. L'urgence, la véritable urgence que nous ressentons aujourd'hui, l'angoisse qui touche beaucoup de secteurs culturels mais qui touche aussi les élus locaux qui se voient les uns et les autres privés de moyens, ne doit pas conduire au fatalisme, au renoncement mais au contraire à la mobilisation, à l'imagination et donc à la création de modes d'action nouveaux pour des espaces nouveaux.

La culture, c'est comme l'air : c'est quand on en manque que l'on sait qu'elle est vitale. N'attendons pas de manquer de culture sur nos territoires pour réagir car alors nos territoires seraient probablement proches de l'asphyxie.

La mobilisation doit être générale. Et je souhaite que les maires de France répondent présents à cet appel.

propos recueillis le 31 mai 2010

“

La culture, c'est comme l'air : c'est quand on en manque que l'on sait qu'elle est vitale. N'attendons pas de manquer de culture pour réagir car alors nos territoires seraient probablement proches de l'asphyxie.

”

Chantal Ernoult

maire adjointe à la culture du Havre, vice présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC)

Ce texte met l'accent sur la nécessité d'instaurer un dialogue plus approfondi entre les différents types de collectivités territoriales. C'est vrai que les relations pâtissent de tensions politiques injustifiées au regard des attentes des acteurs de la culture et des populations. Aujourd'hui, les artistes et les professionnels ont une vision bien plus haute que les politiques de comment vivre ensemble.

“

Il est urgent d'instaurer un meilleur dialogue entre toutes les natures de collectivités et à tous les niveaux de responsabilité publique. Pour le moment, les collaborations sont efficaces partout mais avec une exception : dès qu'on atteint les hautes sphères de la décision politique, ça se bloque...

”

Ce forum est, il faut le souligner, une première dans l'histoire de nos associations d'élus : jamais auparavant, l'intégralité de ces fédérations ne s'était réunie et l'on ne peut que se réjouir que la culture soit le vecteur de cet engagement solidaire. S'il pouvait nous aider à concentrer nos efforts au bénéfice de tous, nous gagnerions beaucoup en efficacité et en sérénité.

Mais attention, ne nous enfermons pas pour autant. Les politiques culturelles ne sont pas le fruit du seul dialogue entre collectivités territoriales, ou entre elles et l'Etat. Il faut notamment prendre en compte le rôle des acteurs privés, qui va croissant. Les entreprises ont enfin pris conscience de l'importance de la culture, tant pour leur image que pour leurs employés et pour leur intégration dans les territoires. Pour bon nombre, le soutien à la culture constitue désormais une vraie responsabilité. Par exemple dans ma ville, au Havre, d'importantes compagnies maritimes font de ce point de vue un travail considérable – je ne parle pas seulement de mécénat mais d'engagement réel.

La place des arts et de la culture. La culture nourrit et se nourrit de l'ensemble du tissu social. Les expériences esthétiques sont nécessaires : éthiquement et économiquement nécessaires. La culture est indispensable à l'épanouissement de chacun : c'est un espace de liberté unique. Elle se révèle aussi être un facteur essentiel de jugement, de discernement, de lutte contre l'obscurantisme, de respect de l'autre et de dialogue. C'est une manière de sortir de soi-même et de mieux vivre ensemble.

Je suis récemment allée au Bhoutan, ce pays où l'on parle de “bonheur national brut” et non de PNB (ce dont on s'est longtemps moqué – mais cette notion est enfin prise au sérieux). Cette société s'appuie sur quatre piliers, le premier étant la culture et les traditions. Les gens sont heureux, bien ensemble. Depuis ce voyage, je vis sur un petit nuage... C'est un exemple à suivre. Et je suis persuadée que la cause de ce bonheur tient à la primauté accordée à la culture et à l'éducation.

La reconnaissance. La culture doit contribuer à la reconnaissance de chacun, pour qu'il puisse accéder au meilleur épanouissement de sa vie personnelle et collective. D'autant plus que pour beaucoup la vie est très difficile, propice au repli hostile ou désespéré. C'est pour cette raison qu'outre le sou-

tion à l'invention, il ne faut pas faire l'impasse sur la fonction de création de lien social des politiques culturelles. Elles sont indispensables pour assurer la cohésion des territoires, entre quartiers des villes, entre milieux urbains et espaces ruraux. La reconnaissance de la dignité de chacun trouve ses racines dans la dignité des conditions de vie, dans la fierté pour la beauté de la ville. De ce point de vue, par exemple, le classement du Havre au patrimoine mondial de l'Unesco a beaucoup apporté.

Culture et territoires. J'ai cité le Bhoutan – et d'ailleurs j'estime que, de manière générale, on ne s'inspire pas assez des modèles étrangers. Mais revenons en France, où l'on croit détenir un modèle de politique culturelle (ce dont je doute). Je prendrais l'exemple du Grand Paris, qui montre bien la force d'attractivité des territoires et de développement économique que porte la culture. Le 4 mai dernier, le maire du Havre, Antoine Rufenacht, a organisé un colloque réunissant notamment Jean-Paul Huchon, Bertrand Delanoé et Laurent Fabius. Tous étaient d'accord pour mettre la culture en avant.

Car l'attractivité d'un territoire passe obligatoirement par la culture. Chacun en est désormais persuadé. Je n'ai jamais autant entendu parler de culture qu'en ce moment – en permanence... La culture passe même avant le sport ! D'ailleurs, en temps de crise, c'est une valeur refuge, qui donne du sens à la vie. Du côté des territoires, je suis donc assez optimiste. En revanche, la réforme de l'enseignement m'inquiète beaucoup. De manière plus générale, si la conscience de l'importance de la culture progresse sur les territoires, il y a un réel problème au niveau national, ce qui est regrettable car nous avons vraiment besoin de l'expertise de l'Etat. Une autre inquiétude concerne la pérennité des financements croisés.

Une nouvelle réflexion. Il ne faut bien sûr pas se couper des apports de la pensée. Et peut-être, en effet, devrions nous nous y ouvrir davantage. La pensée est le fruit de l'éducation autant intellectuelle que sensible et il serait absurde de ne pas faire bénéficier la culture de

ses propres résultats... Mais attention à ne pas se contenter de brasser des idées de manière déconnectée du terrain. Les gens ne comprendraient pas. Ils n'attendent pas cela de nous. Il faut se méfier des discours trop techniques. Vue du terrain, la réalité est tout autre.

Le bon moment ? Oui, il est urgent de faire bouger les choses et d'instaurer un meilleur dialogue entre toutes les natures de collectivités et à tous les niveaux de responsabilité publique. Pour le moment, les collaborations sont efficaces partout mais avec une exception : dès qu'on atteint les hautes sphères de la décision politique, ça se bloque... Tout le problème tient aux clivages politiques, et c'est dommage. Pour moi, la culture n'est ni de droite ni de gauche et je suis prête à travailler avec chacun. Mais bien souvent nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde. Pour certains, la culture est leur domaine réservé. Les élus responsables ne sont pas assez ouverts. Même le milieu associatif finit par s'en rendre compte.

Alors, comment s'en sortir ? Je ne sais pas. Le dialogue reste difficile. On n'est vraiment pas au Bhoutan ! D'ailleurs, ce serait très utile que tout le monde passe quelques jours là-bas. Car quand on en revient, on s'aperçoit qu'ici on est totalement "à côté de la plaque". Peut-être la FNCC peut-elle donner l'exemple... Là, il m'arrive bien souvent d'oublier de quel bord sont ceux avec qui je parle. Oui, ce forum arrive sans aucun doute au moment opportun. Il sera utile à condition toutefois que nous sachions veiller à ce que ne soit pas qu'une grand messe ni un lieu de conflit. Et peut-être la culture pourrait-elle constituer un modèle, à condition qu'elle arrive à prendre la place qu'elle devrait...

propos recueillis le 1^{er} juin 2010

“

Les collaborations sont efficaces partout mais avec une exception : dès qu'on atteint les hautes sphères de la décision politique, ça se bloque...

”

Corinne Sonnier

présidente de l'Association des directeurs

de bibliothèques départementales de prêt

“

Nous sommes arrivés à un moment de maturité de chacun des échelons des pouvoirs locaux. Il a fallu 25 ans. Malheureusement, l'actuelle réforme reconfigure entièrement la donne, et ce alors même que nous avons atteint une belle qualité de travail.

”

Ce texte dresse un état des lieux qui correspond parfaitement au bilan que nous faisons de 25 ans de décentralisation culturelle, un processus dans lequel la lecture publique fait figure d'exemple. Le fait que chaque échelon des collectivités territoriales a choisi de s'engager, en cohérence, dans les politiques du livre et de la lecture publique montre combien l'engagement "croisé" ne génère aucune dispersion des moyens et des énergies, mais crée au contraire une concertation plus efficace.

Pour nous, une nouvelle étape serait celle qui saurait prendre en compte cette évolution positive. J'ai la sensation que nous sommes arrivés à un moment de maturité de chacun des échelons des pouvoirs locaux. Il a fallu 25 ans, car en effet cela a constitué un profond bouleversement tant pour les Régions que pour les Départements. Dans cette perspective, l'idée d'imaginer une "nouvelle étape" de la décentralisation s'avère très pertinente.

Inquiétudes liées à la réforme de collectivités. Malheureusement, l'actuelle réforme reconfigure entièrement la donne, et ce alors même que nous avons atteint une belle qualité de travail. Plusieurs points en sont particulièrement inquiétants. Notamment la situation des communes et des intercommunalités qui, jusqu'alors, bénéficiaient de la mutualisation des financements : ceux de l'Etat qui, via la dotation générale de décentralisation (DGD), aidait les collectivités dans leurs projets de création ou d'extension d'équipements, ceux de la Région ainsi que ceux des conseils généraux, puisque la lecture publique est une compétence obligatoire des Départements. Ces financements croisés – aujourd'hui remis en cause – ont suscité une forte dynamique de création de médiathèques, en toute cohérence.

Si ces financements devaient ne plus être possibles, les intercommunalités les plus importantes en nombre d'habitants verraient leurs capacités budgétaires diminuer considérablement. Et des équipements qui doivent être d'urgence adaptés aux mutations que connaissent les politiques de la lecture publique sont susceptibles de rencontrer des difficultés de mise à niveau, et donc de fréquentation.

Autres sujets d'inquiétudes, l'obligation d'établir des contrats entre Régions et Départements – pour la définition de leurs périmètres d'action respectifs – tout juste six mois après l'élection des conseillers territoriaux... Un délai infiniment court. Enfin, la formation des agents risque aussi de pâtir de la réforme. Jusqu'alors chaque échelon de collectivité intervenait, faisant bénéficier à tous de regards élargis – notamment de ceux de l'Etat et de la Région –, de manière là encore très complémentaire. Ces apports de perspectives différentes risquent d'être compromis.

Le bon moment ? On pourrait craindre qu'un colloque arrive trop tard... Mais non. Bien au contraire. Certes la réforme avance. Mais elle ne manquera pas de poser de réelles difficultés d'application. D'où l'intérêt majeur de croiser de nombreux points de vue. A titre d'exemple, même si toutes les collectivités gardent la compétence pour la création, il va falloir définir des "chefs de file" et réfléchir aux nouvelles modalités des financements croisés. Une remise à plat – une réflexion nationale – sera indispensable. Il va falloir parler du concret... Ce colloque peut donc remplir un rôle précieux, d'autant que vous avez pris soin de mobiliser l'ensemble des échelons des pouvoirs locaux.

Pour un lien avec la philosophie. Il faut prendre du recul. Ne pas oublier qu'au centre de tous ces débats, de tous ces dispositifs – qui ne sont pas une fin en soi – il y a l'Homme et l'avenir de son développement. On l'oublie quelque peu. On nous parle d'économies d'échelle, de suppression de doublons, de révision des politiques publiques... Et on perd de vue la finalité. Oui, ce serait très intéressant de travailler plus étroitement avec les sciences humaines. Des chercheurs sont actifs, mais on ne relaie sans doute pas suffisamment leurs travaux. Il faut leur donner une tribune. La question des collectivités est devenue l'arbre qui cache la forêt...

La reconnaissance. Tout d'abord, politiquement, la reconnaissance entre l'Etat et les collectivités est un fait. Nous ne ressentons plus l'Etat comme un censeur ou un prescripteur, mais comme un partenaire. Cette reconnaissance-là est mutuelle. D'ailleurs, les bibliothèques ne sont plus des équipements normatifs. On y sent à chaque fois la volonté, la vision particulière d'un élu. La difficulté,

maintenant, est de conforter cette reconnaissance..., peut-être même de la sauvegarder. C'est une nécessité. Et la réflexion initiée par les associations d'élus sera d'autant plus pertinente que l'Etat se considérera encore comme un partenaire. La clef est là : comment l'Etat va-t-il se positionner ?

Mais il y a un autre aspect dans la notion de reconnaissance. Vous me demandez si, grâce à la nouvelle vitalité de l'écrit suscité par l'usage d'Internet, les politiques de la lecture publique et, partant, les missions des bibliothèques ne devraient pas prendre en compte aussi "l'écriture publique"... Absolument. On a longtemps cru que le Net allait tuer la lecture et l'écriture. Or, c'est le contraire. Il y a évolution ou révolution, et non régression. Le fait de cette renaissance de l'écrit est là. Les pratiques mutent mais ne disparaissent pas.

D'ailleurs, les ateliers d'écriture commencent à reflleurir... Bien évidemment, cela pose la question de l'accompagnement et celle des nouvelles missions que devront remplir nos structures. Ainsi, les missions des bibliothèques se trouvent aujourd'hui accrues d'un domaine qui relève de la création. Mais attention, ce n'est pas là une fonction que peut remplir un bibliothécaire. Il faut des artistes. La reconnaissance n'est réelle qu'à cette condition, qui est celle du respect à la fois des personnes et de l'art.

propos recueillis le 1^{er} juin 2010

“

Ne pas oublier qu'au centre de tous ces dispositifs il y a l'Homme et l'avenir de son développement. On nous parle d'économies d'échelle, de révision des politiques publiques...

Et on perd de vue la finalité.

”

Nadine Varoutsikos

directrice du Fanal, scène nationale de Saint-Nazaire

“
L'accès au
symbolique
constitue une des
plus grandes
injustices. Si l'on
souhaite une
société plus juste,
un autre modèle
de société, il
faut défendre
ardemment la
possible perception
par tous du
poétique.

”

Le moment de crise que nous vivons est difficile. Mais c'est aussi un moment qui nous oblige à nous reposer la question du sens de nos actions de manière encore plus aiguë. Cela nécessite une réflexion commune : artistes, professionnels et politiques, réfléchir ensemble plutôt que subir les conséquences d'une déconstruction de notre environnement culturel. Ensemble, parce qu'on ne peut plus nier la place qu'ont pris les collectivités territoriales dans la vie culturelle.

Etat et collectivités. Pour ma part, je crois avec force au rôle de l'Etat et à l'intérêt d'une relation étroite entre Etat, collectivités, acteurs culturels. C'est par la reconnaissance de chacun que l'on peut bâtir des politiques fortes. D'ailleurs, c'est ce qui se fait sur le terrain même si en ce moment les tensions sont fortes. Mais on peut être en désaccord avec la politique d'un gouvernement et penser le rôle de l'Etat indispensable comme garant d'une équité envers les citoyens et les territoires.

On a d'ailleurs pu constater que certaines collectivités territoriales ont pris des décisions injustes à l'encontre de structures culturelles. Quand advient un problème d'argent, pourquoi est-ce toujours la culture qui doit voir ses moyens réduits ? Nous sommes toujours trop souvent considérés comme n'œuvrant qu'à un supplément d'âme. Dans les discours la main sur le cœur la culture est définie comme indispensable à un projet de société, mais dans les faits... Cela étant, je comprends parfaitement les difficultés financières que connaissent aujourd'hui les collectivités territoriales.

Vocabulaire : le poétique. Je partage complètement l'effort de ce texte pour trouver d'autres mots. Par exemple, "la nécessité du poétique" aujourd'hui, tant dans le réel que dans le politique. Les poètes – les artistes – éclairent le monde. Ils sont souvent en avance dans la perception et la compréhension des mouvements souterrains qui traversent une société. Là réside l'importance de leur présence, de leur travail. Et c'est grâce à la force des politiques culturelles en France que ce pays reste une terre des possibles.

En revanche, je suis dubitative quand j'entends parfois des discours qui réduisent la fonction de l'art au divertissement, à la communication ou bien à l'attractivité d'un territoire, au lien social... Toutes ces fonctions existent dans un acte artistique, mais il y a danger à tout vouloir instrumentaliser. Ce qui n'exclut aucunement que, comme tout un chacun, les artistes et les acteurs culturels remplissent une fonction sociale, et que toute action doit faire l'objet d'une évaluation quantitative et qualitative.

Mais ce qui compte, c'est, d'une manière têtue, obstinée, croire en l'action en profondeur. Car c'est alors que s'opère une réelle transformation des êtres et des territoires.

Va-t-il falloir sans arrêt se justifier ? Le théâtre a plus ou moins 2000 ans ; s'il n'était pas nécessaire en lui-même, il aurait déjà disparu. « Au commencement était le verbe... » On a besoin des poètes pour vivre, pour dire. Le terme de “politique poétique” porte cela, cette reconnaissance de l'autonomie de l'art.

La difficulté actuelle du politique tient à ce qu'il n'est plus en mesure d'énoncer un récit. Ce qui est un manque terrible. Si les gens ne viennent plus au spectacle, ils n'iront bientôt plus voter non plus...

Le poétique, ce n'est pas la mer et les petits oiseaux, mais la force de la révolte, la compréhension du monde : un acte artistique est aussi un acte politique.

L'accès au symbolique constitue une des plus grandes injustices. Si l'on souhaite une société plus juste, un autre modèle de société, il faut défendre ardemment la possible perception par tous du poétique.

La “reconnaissance”, quant à elle – la reconnaissance de chacun comme porteur de valeur esthétique – est également une notion intéressante (à condition de ne pas tout confondre et de ne pas prétendre que tout le monde est un artiste). Oui, il y a d'autres réalités esthétiques que l'art. L'effet de sidération ne vient pas des seules œuvres. Et ce point ouvre sur des perspectives de politiques croisées, entre culture et aménagement du territoire, entre artistes et éducation artistique et culturelle à l'école (un domaine dont tout le monde parle mais qui voit ses crédits diminuer inexorablement). Et aussi entre l'art et la pensée – la philosophie.

Peut-être le monde de la culture s'enferme-t-il trop... Nous devons croiser davantage le champ esthétique et le champ spéculatif. Même si nous le faisons déjà, bien souvent, ces rencontres doivent se multiplier dans nos Scènes. La pensée est aussi démocratique que la sensibilité, parfois plus. Et dans nos maisons, chaque fois qu'on organise une rencontre avec un philosophe, comme devant une œuvre la salle est pleine de monde. La demande de sens et la curiosité de nos concitoyens est immense.

Il me semble que les politiques n'ont pas pleinement pris en compte ce besoin de profondeur. Ils ont tendance à considérer qu'il faut toujours faire simple, que c'est cela que les gens attendent. Ils se trompent, une pensée juste et importante est forcément complexe.

Mais complexe ne veut pas dire compliquée au contraire. A l'égal de beaucoup d'artistes il faut savoir être savant et populaire et porter la notion de transmission comme un étendard. Si l'on re-connaît le public, il sait nous re-connaître. Il en est certainement de même pour un homme politique face aux citoyens.

L'engagement solidaire des collectivités. Les politiques semblent penser que nous sommes de doux rêveurs. Parfois les artistes les fascinent ou ils les craignent. En réalité, le rapport devrait être plus simple et serein. Nous sommes tous des citoyens, des gens intéressés par la chose publique et très souvent d'excellents gestionnaires, ce qui ne gêne rien.

Là encore, il reste un travail de reconnaissance mutuelle à accomplir. Pour ma part, j'ai toujours entretenu d'excellents rapports avec les politiques. Je suis très admirative de la fonction de maire. C'est une charge extraordinaire, qui demande beaucoup de courage, un courage que je n'aurais pas. Ce sont souvent des visionnaires et des bâtisseurs. Et j'ai beaucoup de plaisir à travailler avec eux. Il y a toujours eu envers moi une vraie reconnaissance dans les villes dans lesquelles j'ai travaillé.

J'imagine qu'à l'occasion de ce colloque, les élus vont s'engager sur un document proche de l'esprit du texte qui sert de préalable à cet entretien. Il est très équilibré et pose des enjeux fondamentaux. Cet engagement sera important. Si des élus signent ce texte, j'espère que cela se traduira par une réelle solidarité sur le terrain.

propos recueillis le 1^{er} juin 2010

Christophe Blandin-Estournet

directeur de Culture O Centre/Ateliers de développement culturel

“

Les pouvoirs locaux doivent acquérir les outils conceptuels et structurels pour assurer par eux-mêmes cette responsabilité et refonder localement leurs politiques d'intervention publique en matière de culture : il n'est plus l'heure de reproduire simplement des modèles conçus par l'Etat.

”

« *Ce que parler veut dire* » disait Bourdieu, alors le titre même de ce texte – “Quelle place pour l'art (et j'ajouterais : pour la culture) dans la construction de notre civilisation ?” – m'incite à réagir : il soulève beaucoup d'espoirs tant il est nécessaire de replacer les politiques culturelles en perspectives d'un projet de civilisation. Je suis aussi sensible à la précision de “notre civilisation”, car elle ouvre sur l'indispensable diversité. Il y a ici une double visée fertile, d'appartenance et d'action.

Reconnaissance et connaissance. Le texte déploie ensuite, de manière plus convenue, plusieurs principes, comme la nécessaire “reconnaissance” des différents acteurs les uns par les autres. Il me paraît important de compléter cette notion par un préalable à la reconnaissance : la connaissance ; entendue dans sa polyphonie propre, à la fois maîtrise des savoirs et expérience du sensible. Avant de *re*-connaître l'autre, il faut le connaître : de la culture comme sens commun, aux gestes artistiques comme lecture renouvelée du monde, cela constitue une irremplaçable expérimentation de la connaissance de l'autre, en rendant réellement possible sa prise en compte.

L'engagement des collectivités territoriales quant à la culture relève aujourd'hui d'une véritable responsabilité historique. En 2003, la crise dite “des intermittents”, au-delà de la légitime inquiétude sur l'avenir de l'assurance-chômage des artistes et techniciens, a traduit la fin d'un cycle, d'un certain rapport de l'Etat à la culture et de la culture à l'Etat, où ce dernier était en mesure d'impulser, d'orienter et de fédérer.

Aujourd'hui la grande responsabilité des collectivités territoriales est de se mettre en situation, à leur tour et selon leurs spécificités, d'impulser, d'orienter et de fédérer. Maintenant, les pouvoirs locaux doivent acquérir les outils conceptuels et structurels pour assurer par eux-mêmes cette responsabilité et refonder localement leurs politiques d'intervention publique en matière de culture : il n'est plus l'heure de reproduire simplement des modèles conçus par l'Etat. Dans cette perspective – et c'est là l'approche de Culture O Centre –, les projets culturels et artistiques doivent être envisagés comme des projets de territoire et de population.

Pour un renouveau de la réflexion. Je suis convaincu de la nécessité d'un apport accru de la pensée. Ce que j'ai lu récemment de plus pertinent sur la place de l'art et de la culture dans nos civilisations était des travaux de philosophes, d'économistes et d'historiens. Plusieurs raisons plaident pour cette ouverture.

Les arts et les cultures n'existent pas dans l'absolu mais à chaque fois dans un contexte de pensée particulier, qui les déborde et les nourrit, autant que les artistes débordent et nourrissent ce contexte. Ces champs de la pensée sont nécessaires au partage du savoir et du sensible. D'autre

part, cette réflexion plus globale ne doit pas relever de la seule sphère universitaire mais irriguer les projets culturels.

De manière plus concrète, il faut (ré)affirmer que les conditions de réception de l'œuvre sont aussi importantes que l'œuvre elle-même. La connaissance des processus de production et de réception des idées et des œuvres interrogent nos métiers et nos pratiques. Pour les élus, c'est un véritable défi, car on ne peut plus s'en tenir à ce que l'on maîtrise a priori : l'incertitude, la mise en danger, le déséquilibre... sont induits par cette posture. Pour ne pas perdre l'équilibre, je déplace l'autre jambe et donc... j'avance. Le décalage devient alors nécessaire.

Reconnaissance des personnes. Une fois encore, cela commence par la connaissance, ce qui vaut autant pour les artistes, que pour les élus. Bien souvent les premiers ont une approche stéréotypée de ce qu'est la vie publique, et les élus une vision très convenue de ce que doit être l'art. Des deux côtés, la prise en compte de la diversité reste à approfondir.

A l'image des travaux de Bernard Lahire, la reconnaissance de la densité culturelle de chacun doit être prise en compte dans sa diversité. Si on regarde ce qui se fait sur les "plateaux" (par exemple les Veillées de Guy Allouche) ou dans les galeries (par exemple le Musée des arts modestes d'Hervé Di Rosa et Bernard Belluc), on constate que des démarches de désacralisation du rapport à l'art se multiplient. Sans doute est-il nécessaire de refonder le périmètre de ce que l'on appelle "culture", de bousculer notre rapport à l'art. Une approche des projets artistiques et culturels par le territoire, la population, les conditions de réception permet une mise en partage et en débat du sens commun : l'habilitation (ou réhabilitation) de l'intégrité et de l'intégralité de chacun passe par là.

Vocabulaire. Il y a dans ce texte un effort louable de renouvellement du vocabulaire des politiques culturelles. Tout concept est le produit de son époque, aussi convient-il

de l'ajuster en permanence pour qu'il ait le plus de pertinence possible face aux nouvelles perspectives. Il y a par exemple un terme – lequel n'apparaît pas dans votre texte – que je trouve intéressant à travailler, sans encore être certain de sa pertinence : celui de "droits culturels". Ces droits doivent-ils exister ? Quel contenu ? Quel fondement ? Quelle formalisation ? Aujourd'hui, on parle comme d'une évidence de la "mission de service public de la culture" : entre fondement juridique et revendication politique, on fait souvent l'économie d'une définition objective de ce concept. Faute de cette clarification, on finit par penser que l'on est tous d'accord, alors que cela reste très approximatif. C'est ainsi que se créent des amalgames et de faux consensus.

Vous citez la notion du "réconcilié" du philosophe Adorno, ce sentiment de plénitude entre la pensée et le monde dont l'art garderait la trace et sur lequel il aurait charge de veiller. C'est une très belle idée. Réconcilier, c'est le rôle de la culture. Mais j'ajouterais que, si l'objectif du projet culturel est le "réconcilié", celui de l'art est de mettre à jour "l'irrécilié"... Pour ma part, je considère que la responsabilité de nos engagements consiste à travailler cette tension.

Le bon moment ? Je ne suis pas certain qu'Avignon soit le meilleur endroit pour tenir un tel colloque – là, tout est trop paroxystique... Cela étant, une collaboration à partir des identités propres de chaque échelon des collectivités territoriales dans le but de définir un socle commun constitue en soi une initiative positive, et nécessaire par les temps qui courent. Ensuite, l'ampleur du chantier demandera un approfondissement de la réflexion, sans doute dans d'autres conditions. Dans un premier temps, je perçois cette démarche comme la révélation d'une volonté commune. Après, le travail de fond reste à entreprendre, si possible de la manière la plus fédérative possible.

propos recueillis le 2 juin 2010

Frédéric Néraud

directeur général de la **Fondation du Patrimoine**

Les rapports entre l'Etat et les collectivités. Depuis 1840, les politiques publiques du patrimoine relevaient exclusivement de la sphère étatique. Il faudra attendre les lois de décentralisation pour que les collectivités s'y engagent résolument à leur tour. Depuis, leur rôle va croissant et elles sont devenues des acteurs indispensables de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine, qu'il soit protégé ou non.

Mais qu'en est-il dans l'actuel contexte de contraintes budgétaires que l'on connaît ? Pour ce qui est de l'Etat, nous estimons que le secteur du patrimoine n'est pas le moins bien doté, en particulier grâce à la "rallonge" de 100M€ pour 2010 au titre du plan de relance, dont nous espérons bien sûr qu'elle pourra être reconduite.

Quant aux collectivités, elles subissent elles-aussi des contraintes très fortes et nous sommes très inquiets pour la situation des conseils généraux. Déjà, par exemple, plusieurs départements de Bretagne ont décidé de supprimer toute aide au patrimoine... Dès lors, notre travail consiste à soulager autant que possible l'effort public – sans prétendre le remplacer – et aussi de mieux faire sentir l'intérêt économique et social de la préservation du patrimoine.

Quelques chiffres. Pour le patrimoine non protégé, une étude a établi que pour 1,5M€ de travaux sur du bâti ancien, 45 emplois sont créés ou maintenus dans le bâtiment, sans compter ceux dits "induits" (tourisme, hôtellerie...). Pour le patrimoine protégé, une récente étude du ministère de la Culture (2009) a estimé que sa réhabilitation et sa mise en valeur représentent un chiffre d'affaires annuel de 20 milliards d'euros et 500 000 emplois. C'est dire combien est grand pour les collectivités l'intérêt de maintenir leur effort budgétaire.

Pour un meilleur partenariat entre Départements et Régions. On a trop tendance à réduire le débat aux relations entre l'Etat et les collectivités. Un autre, non moins important, concerne les relations inter-collectivités, où il reste énormément à faire. Car si les conseils régionaux et généraux travaillent assez bien avec les communes, le ménage à trois fonctionne beaucoup moins bien. Il faut dire qu'en confiant, par exemple, l'inventaire aux Régions et les financements PRNP [patrimoine rural non protégé] aux Départements, le législateur n'a pas vraiment contribué à clarifier les choses... Dès lors, ces deux niveaux de collectivités se renvoient bien souvent la balle. Ici, la Fondation du Patrimoine en appelle à une clarification des compétences et à une plus grande concertation avec l'Etat et entre collectivités. Car, dans une situation de contrainte financière généralisée, la simple logique plaide pour une articulation et une rationalisation accrues en vue d'une meilleure utilisation des fonds publics. Sur ce point, d'ailleurs – mais il faudra voir à l'usage –, la création de conseillers terri-



Les choses sont claires : l'Etat ne pourra faire plus et on ne peut demander des miracles aux collectivités. Il faut donc absolument parvenir à une meilleure articulation de l'intervention des différents acteurs dans une « république culturelle décentralisée ».



toriaux semble devoir avoir des effets positifs, ces élus pouvant mieux favoriser une concertation qui, dans bien des cas, n'existe pas du tout entre Départements et Régions.

Pourquoi pas une conférence régionale du patrimoine avec tous les financeurs autour d'une même table (Etat, Régions, Départements, Fondation du Patrimoine)?

Les métiers de la Fondation du Patrimoine

- L'aide aux propriétaires privés. Notre fondation est la seule à disposer d'une délégation de compétence de l'Etat nous autorisant à décerner, avec l'aval de l'ABF, un label ouvrant droit à des déductions fiscales incitatives pour les travaux sur le patrimoine de proximité, non protégé et visible depuis les espaces publics (pour les propriétaires non imposables, nous attribuons des subventions). Dans ce cadre, nous sommes en étroite relation avec les trois-quarts des conseils généraux, lesquels apportent aussi des financements, et certaines Régions.
- L'aide au patrimoine des collectivités et des associations. Là, nous mobilisons le "mécénat populaire" en ouvrant des souscriptions publiques (recevant des dons de particuliers et d'entreprises). 97% du montant de ces collectes sont reversés aux maîtres d'ouvrage. C'est un mode d'action en plein essor et qui bénéficie essentiellement aux communes. Nous avons reçu 6,5 M€ en 2009 et lancé 613 nouvelles souscriptions.
- La recherche de grands mécènes pour des projets plus importants en termes de volume financier est notre troisième métier.

Au final, nous avons collecté, en 2009, près de 11M€, ce qui, comparé aux 6M€ des anciennes lignes PRNP des DRAC prouve que le financement privé n'a rien d'anecdotique. Après l'Acte I (exclusivité de l'Etat), puis l'Acte II (montée en puissance du rôle des collectivités), nous devons écrire maintenant l'Acte III où le privé s'engage, par la voie du mécénat, aux côtés de l'Etat et des collectivités territoriales en faveur du patrimoine dans une logique d'additionnalité et non de substitution.

Le rôle des associations d'élus. Si chaque dialogue avec une collectivité est nécessairement unique, une harmonisation s'avère indispensable. Les associations d'élus sont conviées à notre conseil d'administration, mais nous sommes très déçus : si l'AMF se fait toujours représenter, l'ADF et l'ARF presque jamais... J'espère que le partenariat avec la FNCC – qui a réellement pris corps depuis deux ans – permettra de progresser. Et, de ce même point de vue, la tenue de ce colloque inter-associations arrive au bon moment. Car les choses sont claires : l'Etat ne pourra faire plus et on ne peut demander des miracles aux collectivités. Il faut donc absolument parvenir à une meilleure articulation de l'intervention des différents acteurs dans une « *république culturelle décentralisée* ».

Patrimoine et démocratie. Remarquant l'actuel intérêt des Français pour le patrimoine de proximité, nous faisons l'hypothèse d'une réaction à la perte de repères que génère la mondialisation. C'est en fait une quasi-certitude. Par le mécénat populaire, nous avons collecté 6,5 M€ en 2009 soit près de 50% de plus qu'en 2008. Les cinq premiers mois de 2010 enregistrent une progression de plus de 60% par rapport à la même période de 2009. Peut-on trouver plus grande marque d'intérêt des citoyens pour le patrimoine ? N'est-ce pas un signe particulièrement probant – et ce d'autant plus dans une période difficile pour beaucoup – d'une appropriation citoyenne du patrimoine ?

J'ai d'ailleurs remarqué que les élus sont très sensibles à cette dimension démocratique et participative du patrimoine. Quand, une fois une souscription menée à terme, les maires nous remercient, ils ne manquent jamais d'insister – et c'est d'autant plus fort que la commune est petite – sur ce mouvement si particulier qui a permis de fédérer la population autour d'un projet.

propos recueillis le 3 juin 2010

Vanik Berberian

maire de Gargilesse-Dampierre,

président de l'Association de maires ruraux de France (AMRF)

“

L'Etat doit rester le garant de la péréquation. Parfois il se passe des initiatives excellentes ici et, quelques kilomètres plus loin, rien. C'est le talon d'Achille de la territorialisation. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une vision globale.

Dialogue inter-collectivités. Nous fonctionnons de manière trop cloisonnée et nous aurions de fait avantage à nous mettre autour de la table. De plus, les capacités financières de tous sont aujourd'hui contraintes. C'est la situation économique même qui plaide pour une répartition intelligente des actions et des domaines d'intervention. Donc oui, se concerter davantage et trouver la bonne procédure, avec des rendez-vous réguliers. L'idée de plateforme est singulièrement pertinente. Nous savons aujourd'hui que la réforme territoriale laisse la culture en partage à tous les échelons de collectivités – et c'est une bonne chose. Mais cela n'ôte rien à la nécessité de s'entendre sur qui fait quoi, afin que les actions soient complémentaires et non concurrentes.

Cela ne doit cependant surtout pas conduire l'Etat à se désengager davantage. Bien au contraire, il doit réaffirmer son rôle, celui d'assurer pour tous les territoires les moyens nécessaires à une véritable politique culturelle. Sinon, l'offre suivra l'argent, et ailleurs : rien. Ailleurs, c'est tout particulièrement les deux extrêmes de notre organisation territoriale : les territoires ruraux et les zones urbaines à forte densité.

De la nécessité de la philosophie. Sur le plan des idées, il y a une tendance à l'entre-soi. Un regard extérieur, beaucoup plus large, serait d'une grande richesse. Car, si le domaine culturel est en manque d'un renouvellement du sens, il n'est pas le seul. D'où l'importance de l'apport d'une pensée large, comme en effet la philosophie. Nous avons besoin de souffle.

”

Ici, une remarque. Votre texte suggère une réflexion « associant professionnels, artistes, amateurs, acteurs associatifs, élus mais aussi chercheurs en sciences humaines ». Vous oubliez les publics. Ce que nous faisons, nous le faisons pour les autres, pour les publics – au pluriel : avec leurs spécificités générationnelles, économiques et géographiques. N'oublions pas la finalité.

Reconnaissance. C'est une notion intéressante qui ne doit pas évacuer celle d'évaluation. Nous avons besoin de pouvoir montrer que l'action culturelle n'est pas menée de manière inconséquente. Par ailleurs, les politiques culturelles doivent être reconnues en tant que dimension ni accessoire ni futile de l'action publique. Car il serait dramatique que les économies se fassent au détriment de la culture, et par exemple de l'action dans les écoles. Si nous voulons des citoyens avertis, il faut qu'ils puissent s'éduquer, se former.

On en est loin. Aujourd'hui, le ministère de la Culture fonctionne un peu à la manière d'un syndicat d'artistes. Et encore, pas de tous les artistes. Or il n'y a pas que les arts qui nourrissent l'exigence de la sensibilité. Elle

transcende l'ensemble des activités humaines. C'est aussi important que de manger et de boire ! D'où l'impératif de politiques interministérielles. Malheureusement, ce ministère tend à se recroqueviller... Il doit assumer ses compétences régaliennes. J'ai déjà parlé de l'école, mais il y a aussi le patrimoine. Dans ma commune, nous avons été obligés de reporter des travaux de restauration d'église classée – c'est-à-dire d'un monument historique appartenant au patrimoine national...

Vocabulaire. Les mots sont la forme des idées. Si les premiers sont désuets, c'est peut-être que les secondes ont vieilli. Ou parfois l'idée est bonne – par exemple la “démocratie participative” – mais son terme si galvaudé qu'il fait fuir. Bref, si on veut renouveler la forme, il faut travailler aussi sur le fond et vice versa, et arrêter de ressasser toujours le même verbiage stéréotypé. Quand je me rends au CCTDC, je ne peux m'empêcher de sourire en observant ce monde clos, où tout le monde parle et pense pareil. J'exagère sans doute, car c'est vrai partout. Mais quand même, nous aurions intérêt à dépoussiérer et à revenir à l'essentiel. L'essentiel commence par le développement des sens. Il faut prendre les choses dans leur genèse, dès le plus jeune âge et à l'école.

Oui, vous avez raison de parler de *sensibilité* et non seulement d'art et de culture. Quoi qu'il en soit, la question du langage est sans doute l'un des sujets les plus délicats. Surtout que plus les termes sont employés, plus ils se mettent à recouvrir des réalités différentes pour les uns et les autres.

Approfondissement de la décentralisation. Une nation, c'est l'addition de ses territoires. Je suis assez d'accord que ces derniers doivent prendre – reprendre ? – la main. Mais, encore une fois, l'État doit rester le garant de la péréquation. Car il faut bien considérer ceci : on n'a jamais que les élus que l'on se donne. Parfois il se passe des initiatives excellentes ici et, quelques kilomètres plus loin, rien. C'est le talon d'Achille de la territorialisation. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une vision globale.

Par ailleurs si, de fait, les collectivités ont acquis de manière générale les compétences nécessaires, leur gros travers est l'attirance excessive pour la superficialité de la communication..., pour des grandes actions “crédivores” et inadaptées aux attentes des populations. Bien sûr, on met sans cesse en garde contre le “saupoudrage” pour préconiser la création de “pôles structurants” (encore ce verbiage...). Pour ma part, j'estime qu'il faut en priorité donner des moyens aux gens de terrain, même si ce qu'ils font est parfois un peu maladroit.

Le bon moment ? Très certainement. D'ailleurs, ce forum témoigne en lui-même d'une prise de conscience à un moment précis : celui de la réforme territoriale. Cette loi est le fruit d'une incroyable impréparation ! D'abord on supprime la taxe professionnelle sans même anticiper ses effets. Puis on met fin à la clause de compétence générale avant d'avoir réfléchi au partage des attributions. Après, tout à coup, on le fait, par voie d'amendement. Donc le patrimoine et la création reste un domaine partagé. Enfin, un autre amendement réintroduit in extremis le mot de culture... Oui, ce forum s'impose, car il pourra peut-être permettre de transmettre des propositions mieux construites à un État en panne d'inspiration.

Quant à une éventuelle récupération politique de ce forum, c'est bien sûr un écueil qui nous décrédibiliserait. Mais je n'y crois pas, puisque toutes les associations seront présentes, dans leur diversité. D'ailleurs, les origines de la situation actuelle remontent bien au-delà de ce gouvernement.

Pour autant, la crainte compréhensible d'un raidissement partisan ne doit pas conduire à ne pas dire les choses. Il faut être suffisamment fort pour regarder la réalité de manière objective et ne pas fuir le débat. Sinon, ce sera un colloque culturel de plus, mais non un acte de refondation.

propos recueillis le 7 juin 2010

Vincent Eblé

président du Conseil général de Seine-et-Marne,

représentant l'Assemblée des Départements de France (ADF)

“

La richesse d'une communauté humaine se mesure notamment à sa capacité à construire un réseau de communication – de partage du sensible, du symbolique – autour de la variété artistique.

”

Le bon moment ? Incontestablement – et c'est un paradoxe – le moment est propice pour revisiter le cadre des politiques culturelles publiques. Nous vivons en effet, et de manière concomitante, une crise économique puissante qui impacte nos recettes fiscales et une séquence du débat public invitant à réinterroger la répartition des rôles respectifs des collectivités territoriales. La raréfaction des moyens exige d'accroître l'efficacité de leur utilisation afin de limiter le recours aux prélèvements fiscaux. Certains estiment que, pour ne pas mettre à mal la cohésion des territoires, ils sont en droit d'économiser dans les domaines d'intervention qui sont à leurs yeux de l'ordre d'un “plus” : par exemple la culture. Je ne fais absolument pas cette lecture.

La culture fonde le sens de l'ensemble des politiques publiques. Elle touche à l'identité des territoires, à leur dynamisme, au vivre-ensemble et à la capacité de contrer les tensions vers le repli et vers la compétition exacerbée entre territoires. Dès lors, je ne vois pas bien comment il serait possible d'en spécialiser les compétences en attribuant l'une ou l'autre à tel ou tel pouvoir local, car elle touche à la fois au social, à l'éducation, à l'aménagement de l'espace, etc. N'importe quelle politique sur n'importe quel territoire rencontre la dimension culturelle. J'ajoute que les collectivités qui réussissent le mieux sont celles qui donnent un rôle important à la dynamique culturelle et à la présence des artistes. Par exemple aujourd'hui Nantes ou Lille.

La légitimité des collectivités à conduire les politiques culturelles.

Ce point relève de la responsabilité des grandes collectivités – Départements et Régions – et à leur capacité à agir de manière différenciée en fonction de la diversité des territoires. Elles doivent être en mesure de contribuer à ce que soit proposée à toutes les populations une offre de qualité. Ce qui renvoie à un problème délicat, car elles ne doivent pas dispenser une prime à l'inaction. Dans mon Département, nous avons mis en place un dispositif d'aide – “scènes rurales” – qui est conditionné à la mobilisation des communes, lesquelles doivent apporter une partie des moyens. Notre rôle n'est en effet pas d'aider ceux qui ne font aucun effort, mais de coordonner et d'impulser.

Pour une réflexion renouvelée ? Il est bien sûr toujours nécessaire de se nourrir de la pensée. Mais cela ne doit pas être un prétexte à l'absence de réponses concrètes. Je ne refuse pas cette exigence de refondation du sens. Cela seul, cependant, ne suffira pas à construire une volonté culturelle territoriale forte. Des choses très terre à terre sont également essentielles. Ceux qui ont à arbitrer des dépenses publiques le savent !

Vocabulaire : reconnaissance. Oui, certains termes s'épuisent. Cela renvoie à la diversité des disciplines artistiques et des vecteurs de l'action culturelle. L'aspiration au renouvellement du vocabulaire n'est-elle pas l'expression que, par essence, la "culture" est une donnée constamment revisitée par l'expérience humaine ? Une culture formatée n'est plus de la culture.

Si, par définition, la création coïncide avec la diversité, sa vocation même appelle la reconnaissance d'un public, plus ou moins large. Et la richesse d'une communauté humaine se mesure notamment à sa capacité à construire un réseau de communication – de partage du sensible, du symbolique – autour de la variété artistique. C'est d'ailleurs bien pour cette raison qu'aucun responsable politique des collectivités ne peut se désintéresser de la culture, car elle renvoie au sens même de l'action publique dans sa totalité. Elle doit mettre, en effet, les gens en situation d'être reconnus, d'être ensemble, parfois comme acteurs, parfois comme spectateurs. La culture est le ciment des territoires, leur élément d'ensemble.

Ce forum peut-il conforter l'action des élus à la culture ? Cette manifestation commune à Avignon, tout autant que la raison d'être de nos associations d'élus, n'a pas vocation à édicter des prescriptions. Restons prudents, ouverts et modérés dans nos attentes quant à ses effets. Cela étant, si nous ne prenons pas le temps de confronter nos analyses, tous échelons confondus, on court le risque que la contrainte budgétaire l'emporte sur la volonté politique.

Instrumentalisation des arts. C'est une crainte légitime des artistes. D'autant qu'il est incontestable que la culture est un outil essentiel de développement des territoires. Mais, finalement, cette problématique renvoie au rôle de l'Etat. En tant que responsable d'un Département, ma responsabilité est évidemment celle d'un territoire. En revanche, il revient à l'Etat d'assumer un rôle plus global. Par exemple pour l'émergence des nouvelles formes artistiques, qui n'ont par définition pas encore trouvé leur public et sont en phase de recherche... Sans s'en tenir à l'audimat,

les collectivités cherchent plutôt ce qui peut s'avérer bénéfique pour les territoires. Et si l'Etat considère lui-même son ministère de la Culture comme superflu, et ne voit les choses que sous l'angle du rendement économique, il manquera une séquence...

Le danger de l'électoratisme. En effet, le jeu de la démocratie nous impose un temps très rythmé, pas forcément adapté à celui de la culture. C'est là tout l'intérêt des financements croisés qui, finalement, apportent une garantie d'indépendance aux projets artistiques. Quant à la discontinuité engendrée par les alternances politiques, le rapprochement entre Départements et Régions risque de l'accroître en multipliant la succession rapprochée de phases d'élaboration des projets, de leur réalisation et de périodes "blanches", pré-électorales. Cela va poser des difficultés de respiration.

Un risque d'un conflit politique frontal ?

Je ne crois pas que le prisme de l'échiquier de la politique nationale soit le meilleur pour décrire les difficultés de la situation actuelle. Des collectivités de toutes sensibilités montrent beaucoup d'énergie pour leurs politiques culturelles. Et le constat est équivalent pour celles qui ont tendance à n'analyser la pertinence qu'en fonction du plus large écho public – ce qui est très dévastateur.

Bien au contraire, ce forum me semble un bon point de départ pour identifier dans chaque "camp" les vrais porteurs de la culture dans toute sa diversité, pour elle-même et aussi pour son apport quant au dynamisme des territoires.

propos recueillis le 8 juin 2010

“

Ce forum me semble un bon point de départ pour identifier dans chaque "camp" les vrais porteurs de la culture dans toute sa diversité, pour elle-même et aussi pour son apport quant au dynamisme des territoires.

”

Jean-Pierre Vincent

metteur en scène

“

La politique de soutien à l'art n'a jamais été majoritaire ! C'est une question – minoritaire au départ – de volonté historique : pas un hasard que cela soit sorti du CNR et de la Résistance ! Et aujourd'hui, on n'aurait pas de raison de dire "Plus jamais ça" ?

Il serait vain que chaque groupe de collectivités territoriales parle séparément. C'est tous ensemble, et avec l'Etat, qu'il faut s'engager. Pour ma part, il y a longtemps que j'ai ressenti et que j'affirme la nécessité absolue d'un accord sur une loi-programme, qui transcende les échéances électorales. On le sent pour la culture, mais c'est sûrement aussi vrai pour le reste : tout est trop lié à ces moments couperets, à commencer par le quinquennat, d'ailleurs. Tout est lié.

La décentralisation. La France avait su bâtir une politique culturelle « *que le monde nous enviait* »... Et nous avons vécu sur ce trésor sans voir qu'il fallait l'adapter et prendre en compte l'importance croissante des collectivités à tous les échelons de la décision.

Mais la décentralisation a entraîné une forte professionnalisation de la vie politique. La politique devient un "job" ; et un job, il faut le garder. On n'a pas été formé en tant que politique (comme en Allemagne), mais rapidement on ne sait plus rien faire d'autre... La grande question est de se faire réélire : ça prend du temps et de l'énergie. Cette professionnalisation a provoqué une déculturation progressive des élus : plus le temps de lire, d'aller au théâtre ou au concert, sinon pour des raisons "politiques". Même si les moyens ont perduré ou augmenté, on ne peut que constater une dégradation du lien de l' élu moyen avec l'art et la culture.

”

Le texte évoque quelque chose comme une refondation des politiques culturelles... Encore faut-il savoir ce que l'on entend par "culture". Au-delà de ses acceptions infinies, en France, les politiques de la culture ont pris deux formes : le soutien aux arts proprement dits (surtout à ceux du spectacle vivant, arts complexes et touchant de vastes publics) et la diffusion (démocratisation, action culturelle). Côté diffusion, les dirigeants sont à l'aise. En revanche, pour ce qui est de la création, ils ont des complexes : manque de temps et crainte parfois qu'un soutien trop affiché ne nuise à leur réélection. Par exemple, au conseil d'administration du Festival d'Avignon – auquel je participe – les grands élus sont trop souvent absents : il y a toujours quelque chose de plus important...

Pourtant, au Syndeac, nous apportons un soutien considérable aux collectivités dans ce contexte bien difficile du projet de réforme. Malgré cela, bien des Départements et des Régions fléchissent dans leur soutien à la culture : on pense que les gens s'en moquent un peu en fait. Mais sachez que la politique de soutien à l'art n'a jamais été majoritaire ! C'est une question – minoritaire au départ – de volonté historique : pas un hasard que cela soit sorti du CNR et de la Résistance ! Et aujourd'hui, on n'aurait pas de raison de dire "Plus jamais ça" ?

Artistes et élus, nous pouvons nous réunir à Avignon, en longue amitié. Mais ne nous leurrions pas : il faudrait que la classe dirigeante fasse un

effort pour se redonner de l'imagination. Il y a une crise du choix, dans les nominations par exemple. C'est bien quand un élu dit : je veux celui-ci ou celui-là pour mon théâtre. Mais la plupart ne savent pas, alors ils s'entourent de précautions, de fausse démocratie. Et ça donne un monde essoufflé.

Philosophie ? Il faut bien sûr chercher des idées, et les chercher là où elles sont. C'est le meilleur moyen de pouvoir en produire ensuite par soi-même... Cela étant, on pourra ajouter colloque sur colloque, ça ne remplacera pas la vie esthétique personnelle des dirigeants/responsables/etc. Ne plus fréquenter activement l'art (et donc la philosophie), c'est se couper d'une autre vision du monde – antagoniste et dérangeante, certes –, c'est rétrécir sa propre vision, se couper de l'utopie, de l'avenir humain. Et c'est ainsi être réduit à parer hâtivement aux accidents dits imprévisibles d'un présent indéchiffrable...

La fonction de l'art. On dit volontiers que l'art – le théâtre en particulier – est là pour réunir/rassembler. Rassembler certes, mais pour mettre en crise le regard, la vision dominante, rassurante : aggraver la crise, et non la réduire. Il ne s'agit pas de "réformer" : aujourd'hui réformer signifie massacrer. Il faut rénover, dirais-je. La *rénovation*, c'est que les gens, de gauche comme de droite, règlent un rapport positif entre l'Etat et les collectivités pour sauver la production artistique – et il existe des personnes qui sont à la hauteur de cette tâche.

Mais trop souvent, pour soutenir la production artistique, le "responsable" a besoin d'y adjoindre des béquilles pédagogiques, morales, voire de maintien de l'ordre, comme s'il fallait des justifications extérieures à une politique culturelle. Mais l'art est éducateur en tant qu'art, et non en tant qu'art éducateur ; car en tant qu'art éducateur il n'est rien, et le rien ne peut enseigner.

La reconnaissance de la valeur culturelle de chacun. L'important serait que les gens se ré-enchantent eux-mêmes. Le monde est triste. Les élus aussi. Je veux bien vous

reconnaître. Mais il faut faire des efforts pour être reconnu. Ce ne peut être le fruit d'une aumône : cela se conquiert. Les artistes font cet effort d'acquiescer un certain rayonnement social. Je crois aussi que la fonction des dirigeants exige d'eux qu'ils soient aussi un peu artistes – ô Mitterrand ! A mon sens, il faudrait plus parler de compréhension que de reconnaissance. La compréhension qu'on n'est pas là pour agir, mais pour trouver comment arriver à vivre sur ce caillou absurde perdu au milieu de milliards d'années lumière.

Le bon moment ? Pourquoi une Région ne déciderait-elle pas d'avoir les meilleurs artistes ? Qu'elle le fasse et, après, qu'elle en parle avec l'Etat, au lieu de lui demander avant la permission. Cette faiblesse de l'ambition territoriale pose un vrai problème. Pensons aux princes de la Renaissance : alors, la Bourgogne, c'était la Bourgogne. Il faut faire des choses pour être reconnu. Regardez Lille ou Nantes.

Oui, cette initiative des associations d'élus est vraiment nécessaire, pour porter l'idée d'une loi-programme – pour que tout le monde s'engage sur dix ans. Aujourd'hui, chacun attend, Etat, Régions, Départements. Par exemple, personne ne veut s'avancer sur l'intermittence... Alors on se refile les patates chaudes... et notre politique artistique devient peu à peu médiocre.

Pour moi, un tel forum doit être très ambitieux. Je ne le dis pas pour mes propres subventions, mais pour les autres, pour tout le monde. Pour les politiques aussi. Cela leur fera du bien d'avoir une politique culturelle rénovée. Car ce n'est pas seulement un problème de politique culturelle, mais de politique tout court.

Propos recueillis le 8 juin 2010

“

Ne plus fréquenter activement l'art (et donc la philosophie), c'est se couper d'une autre vision du monde – antagoniste et dérangeante, certes –, c'est rétrécir sa propre vision, se couper de l'utopie, de l'avenir humain.

”

Benoît Lambert

metteur en scène, directeur artistique du Théâtre de la Tentative

“

Les responsables et les élus ont une vraie difficulté à comprendre la nécessité de la permanence de la culture. Il faut que nous arrivions à faire admettre que nous travaillons aux marges, dans l'incertain.

”

La légitimité culturelle des collectivités. Les élus à la culture sont souvent très proches des acteurs culturels. Ils montrent une indiscutable bonne volonté et le dialogue avec leurs techniciens – qui viennent très souvent des milieux artistiques – s'avère avec eux parfois d'une aussi bonne qualité qu'avec les DRAC. Politiquement, cette initiative des associations d'élus éveille ma confiance. Peut-être contribuera-t-elle à aider les élus à la culture à se battre au sein de leurs assemblées, car j'observe parfois chez eux un certain découragement. C'est là que réside mon inquiétude, et aussi pour les moyens dont ils disposeront.

La reconnaissance. Ce terme, très intéressant, éveille une problématique concernant autant les élus que les responsables : nous sommes en permanence confrontés, malgré les meilleures intentions, à une tentative d'instrumentalisation. Sur le fond, je ne suis pas opposé à considérer les effets “externalisés” des actions en matière de culture. Pour les élus, c'est de bonne guerre pour défendre leurs budgets. Et pour les artistes, ce serait une très bonne nouvelle, de voir ainsi prouvée leur utilité.

Mais ces effets sont difficilement mesurables. Plus encore, cette exigence conduit à privilégier le plus visible au détriment du travail de fond, sur la durée. Les responsables et les élus ont une vraie difficulté à comprendre la nécessité de la permanence de la culture. Il faut que nous arrivions à faire admettre que nous travaillons aux marges, dans l'incertain. Rien plus que l'art n'est capable de transformer la vie d'une personne. Mais c'est comme la grâce : on ne sait jamais quand ni sur qui elle va tomber. L'essentiel consiste à créer les possibilités de la rencontre, donc à être dans une constante situation de prise de risque. Toute société a besoin de “miraculés sociaux” – des gens qui quittent leur ordre, vivent une déviation radicale (les milieux artistiques sont pleins de gens qui ne devraient pas être là, si l'on s'en tenait aux règles de la reproduction sociale). Il faut défendre une politique d'opportunité. Il est vrai que je suis incapable de dire ce qui se passe et quand, pour les gens qui voient mes spectacles. Parfois une œuvre ne déclenche rien. Ou des années plus tard... Et si j'écris dans un rapport d'activité : « *j'ai changé la vie de quelqu'un* », c'est évidemment moins bien reçu que si j'aligne des bons chiffres de fréquentation. Autre difficulté : la persistance de ce puritanisme philistin, la crainte de nourrir des crasseux, des fainéants...

La reconnaissance de la valeur esthétique des personnes. Le respect de la diversité des émotions et des genres esthétiques est absolument nécessaire. D'ailleurs, les élus sont parfois bien plus populistes que le peuple, toujours soucieux de savoir ce qu'on peut montrer, et à qui... Une plus grande confiance en la compétence de chacun conviendrait – plus de sérénité. Vous évoquez Jacques Rancière – oui, c'est la question du

“partage du sensible” et du “spectateur émancipé”. “Eteignez la télé, ils viendront tous au théâtre”, dit-on. Non, le théâtre n’est pas une modalité supérieure de la vie esthétique, simplement une façon particulière de construire le sensible, laquelle doit se composer avec d’autres.

La sensibilité, l’imaginaire sont intrinsèquement composites. Parfois on se nourrit des industries culturelles, d’autres fois des cultures savantes. Le politique doit maintenir cette hétérogénéité. L’art n’a pas l’apanage de l’émotion esthétique. Quant au théâtre, on peut même affirmer que sa proposition expressive est potentiellement anachronique. Disons qu’il travaille sur une visibilité en mode mineur. Ce qui est compliqué pour le politique qui, lui, construit sa visibilité de plus en plus sur le mode spectaculaire dominant...

Il faut maintenir les conditions de la dissonance culturelle et de l’entrée de chaque élément en composition avec d’autres. Donc il faut maintenir une culture publique. Sinon l’industrie finira par coloniser les imaginaires. Je ne crois pas en l’art pour l’art. Je suis convaincu de la valeur esthétique d’une promenade en forêt – mais c’est le cinéma, la peinture qui apprennent à voir la forêt.

Vocabulaire. Oui, il faut des mots nouveaux. Par exemple, en 2003, on s’est trouvé obligé d’expliquer l’intermittence. On a eu beaucoup de mal, jusqu’au jour où un élu a dit que cela faisait vivre les commerces et le tourisme. Cette assertion, c’est une catastrophe. N’importe quel spectacle peut faire vivre les commerces, et les plus commerciaux sans doute mieux que les autres... Prenons aussi ce mot : “territoire”... Il y a des collectivités qui acceptent un projet global, et d’autres qui n’acceptent un projet que “sur un territoire”, pour le “développement territorial”... Ce qui n’est pas du tout pareil. Faire appel au territoire, c’est toujours comptabiliser pour justifier les investissements. Un élu a dit un jour que la présence des artistes au travail “change l’air que nous respirons tous”. C’est un peu trop romantique, bien sûr... Mais il y a un peu de cela, non ?

Nouvelle étape de la décentralisation. On a parfois l’impression que l’Etat reste assez arrogant vis-à-vis des collectivités. Il se retire des financements et veut garder l’expertise, ce qui est intenable. En même temps, les grandes impulsions en matière culturelle se font désormais avec l’aval des élus – l’impulsion locale est désormais à l’œuvre. Après, il est vrai qu’au ministère, les techniciens sont à une plus grande distance du pouvoir et donc de la variation politique. Ils travaillent avec plus de constance... Parfois, on a envie que l’Etat casse les féodalités... Mais malgré des cas de concurrence absurde entre territoires, je reste plutôt confiant en la capacité de deux élus proches de ne pas construire deux cathédrales face à face. Et je suis convaincu que les élus à la culture, de droite comme de gauche, sont pour ainsi dire dans notre camp.

Le bon moment ? Nous souffrons de la volatilité des politiques culturelles, tant celles de l’Etat que des collectivités. Un jour tout doit être fait pour les quartiers, le lendemain vers les écoles... Si ce forum permettait de contribuer à stabiliser – entre collectivités et avec l’Etat – des politiques culturelles de fond, ce serait extrêmement utile.

Quoi qu’il en soit, c’est forcément le bon moment, puisque la situation est catastrophique. Il y a une réelle tentation de liquider le service public, au-delà de la seule culture. Ma crainte c’est cette incompréhension des libéraux sur l’importance de l’intervention publique : hormis la justice et la défense, en gros, tout a vocation à vivre par le marché. Il faut réaffirmer la nécessité de l’intervention publique. Si, lors de ce forum, les élus à la culture réussissaient à produire un discours commun en ce sens, ce serait un gain considérable. A condition qu’ils soient en mesure de se faire entendre par leurs exécutifs.

Propos recueillis le 8 juin 2010

“

Il faut maintenir les conditions de la dissonance culturelle. Donc il faut maintenir une culture publique.

”

Alain Maldonado

fondateur et animateur du Groupe Miroir d'Avignon

Le Groupe Miroir comprend une trentaine de personnes regroupées de façon informelle et sans contrainte, pour exprimer et échanger leurs ressentis après qu'elles aient assisté aux spectacles. L'ambition du Groupe Miroir n'est pas de faire la critique de ces spectacles ou de la politique culturelle, mais de dire pourquoi "il a aimé ou pas aimé". Finalement, il serait possible de prêter au Groupe Miroir, l'ambition d'offrir aux responsables, la possibilité d'évaluer l'impact de leurs choix en matière d'action culturelle.

Nécessité d'une réflexion nouvelle. Il semble en effet nécessaire de favoriser les conditions d'une réflexion nouvelle pour tenter de donner un nouveau souffle aux politiques culturelles existantes. Bien évidemment, cette réflexion doit associer les acteurs de la vie professionnelle et associative, aussi bien que les chercheurs et les universitaires. Mais il semble nécessaire de pouvoir donner *une place particulière aux spectateurs* qui semblent ne plus vouloir se cantonner dans le rôle passif du consommateur. Les responsables d'actions culturelles devront alors prendre appui sur ce qui fait le tissu socio-culturel de la région. Par exemple : ses particularités socioculturelles, ethniques, linguistiques ; son histoire ; la vie de certains hommes qui auront fait ou traversé l'histoire de la Région ; son patrimoine architectural ; ou encore associer ses universitaires et certaines de ses entreprises industrielles...

En clair, élaborer une politique culturelle ne consiste probablement pas à faire des opérations "coup de poing" qui ne se caractériseraient que par la venue temporaire d'artistes de talent. Bien entendu, il ne faudrait pas tomber dans l'excès qui serait synonyme d'enfermement et d'isolement.

La reconnaissance de l'apport créatif de chaque citoyen. Pour atteindre cet objectif, cela sera peut-être l'occasion pour les responsables d'actions culturelles ou d'associations de multiplier des initiatives. Les codirecteurs du Festival d'Avignon ont, pour leur part, institutionnalisé les rencontres mensuelles dites des "Curieux". Ces soirées d'échanges et de débats rassemblent généralement entre 300 et 500 personnes. A cette occasion, les metteurs en scène associés et les artistes exposent leur projet. Une discussion ouverte (et quelques fois sans concession) prolonge ces présentations.

Il faudrait évoquer également les rencontres organisées chaque jour à l'Ecole d'Art pendant le Festival. A cette occasion et après avoir présenté leurs spectacles, les artistes et les metteurs en scène répondent aux questions d'un public qui a vu le spectacle et qui veut approfondir certains aspects parce qu'il n'en aurait pas saisi tout le sens. L'Ecole d'Art est devenue en quelques années un incontournable point de rendez-vous du spectateur. L'idée de rencontre pour faire émerger des idées est particulièrement importante depuis même les premières heures du Festival initialisé par Jean Vilar qui voulait faire du Festival une manifestation populaire.

Décentralisation culturelle. Chacune des éditions du Festival est l'occasion de valoriser une thématique particulière et d'approfondir le processus de la décentralisation culturelle. Elle nous permet de nous interroger, par exemple, sur les esthétiques d'aujourd'hui dans une atmosphère d'engagement du temps présent. En faisant d'Avignon un espace propice au dialogue et aux débats entre les artistes et le public, ces éditions succes-

sives prouvent une fois de plus comme disait l'historien Marc Bloch, que « *les hommes sont plus les fils de leur temps que de leurs pères* ».

Est-ce sous cette rubrique qu'il convient de faire état de l'autonomie que doivent assumer les responsables des actions culturelles en matière de choix artistique ? Ne faudrait-il pas qu'il puisse y avoir une grande complicité entre les artistes et les responsables d'actions culturelles ? Les spectateurs du Festival ont énormément apprécié ce dialogue qui a été établi pendant deux ans entre Hortense Archambault, Vincent Baudriller et l'artiste associé Wajdi Mouawad pour réaliser la 63^e édition du Festival. Il s'agissait, pour ces responsables et finalement pour les spectateurs, de réaliser un véritable voyage à travers des territoires géographiques, artistiques et imaginaires pour que chacun puisse se nourrir de la culture de l'autre et faire du Festival une manifestation cohérente et exceptionnelle.

L'invention des artistes dans toute leur diversité. Le Festival d'Avignon n'est pas une succession de spectacles indépendants les uns des autres. Il devient au cours d'une traversée un discours humaniste dont les développements sont constitués par les spectacles, les conférences, les performances et les expositions. Si le Festival se réinvente tous les ans une fin, cette fin n'est pas dans l'esprit des spectateurs une conclusion susceptible de fermer leur imaginaire. Bien au contraire, car après avoir provoqué une forme de mobilisation de toutes les forces créatrices et pédagogiques de la région (Maison Jean Vilar, Université de Provence, entreprises et associations, etc.), de pays européens, méditerranéens et francophones, le Festival permet de "dépasser son objet" et de déborder son propre territoire pour le transfigurer.

Certes, notre société, pour construire son avenir, pour affirmer son besoin de liberté et pour évoluer, a sans aucun doute besoin de l'invention des artistes dans toute leur diversité. Le problème qui semble se poser aux collectivités publiques est d'élaborer un modèle de mani-

festation généralisable ou transposable. Bien que difficile à concevoir, ce modèle devra, à mon sens, s'appuyer sur les ressources socio-culturelles de la région tout en évitant les risques d'enfermement et d'isolement. Cette relation indispensable peut ou doit pouvoir se présenter sous différentes formes pour s'adapter à l'environnement culturel concerné. Il est toutefois fort probable que le modèle que constitue le Festival d'Avignon soit difficile à transposer sans aménagement, car c'est le résultat d'un travail de plusieurs dizaines d'années et il nécessite la mobilisation de moyens financiers très importants.

Il faut probablement combattre l'idée que l'innovation en matière d'art du vivant puisse s'inventer n'importe où. L'institution publique doit probablement poursuivre son effort d'incitation pour faire de certains lieux de véritables laboratoires de créativité artistique, ce qui ne veut pas dire que ces laboratoires, comme tous les laboratoires consacrés à la recherche, ne puissent pas faire l'objet d'une forme d'évaluation. Dans ce cas, comment alors ne pas porter une attention particulière à la façon dont s'établissent des relations entre les responsables d'actions culturelles, les artistes, le public et les spectateurs ? Rappelons que, sans aller jusqu'à la complicité, le spectateur souhaite pouvoir les solliciter ou les interroger directement. Le spectateur ne veut plus être un consommateur passif. Peut-être souhaite-t-il donner l'image d'une personne, comme chacun des membres du Groupe Miroir, qui veut exprimer un besoin de réflexion et dont le ressenti est d'une certaine façon à prendre en compte. La confiance et la fidélité de ces spectateurs est probablement à ce prix.

Disons pour conclure que l'enjeu, pour les responsables, ne semble pas de proposer une manifestation politique dont l'objectif serait de transformer chaque spectateur en un Gramophone, mais de faire en sorte qu'en interaction avec les artistes et les spectateurs, cette manifestation soit l'occasion d'une réflexion qui conduise à une démarche citoyenne.

rédigé le 12 juin 2010

Rémy Rebeyrotte

maire d'Autun, représentant

l'Association des petites villes de France (APVF)

Ce forum est une excellente initiative. Tout ce qui peut sensibiliser à l'importance des politiques culturelles ne peut qu'aider. Car l'inquiétude est grande. En plus de ma fonction de maire d'Autun, je suis vice président à la culture du conseil général de Saône-et-Loire, l'un des vingt-cinq départements qui connaissent actuellement la situation la plus difficile. Dans ce contexte, il a été contraint à des choix, qui sont les suivants : conforter avant tout l'emploi culturel dans les structures de création et de diffusion et favoriser les réseaux pour renforcer le travail en commun et les mutualisations. En revanche, on a beaucoup coupé sur le patrimoine – par choix, non par goût – et diminué le soutien aux manifestations associatives et non professionnelles.

“

Ce forum sera-t-il utile ? La réponse est oui. Il constitue

un moment-clef pour prendre conscience de l'importance du rôle des collectivités territoriales et de la nécessité de travailler en réseau, ensemble, par delà les différences de sensibilité.

”

La fragilité financière des grandes collectivités m'inquiète beaucoup, surtout si elle devait durer. Cela étant, si la même situation de crise était advenue il y a vingt ans, cela aurait été bien plus dur pour la culture... Aujourd'hui, elle n'est plus considérée comme un luxe : nous avons réussi à faire prendre conscience à nos collègues élus qu'elle n'est pas la dernière roue du carrosse, que son rôle s'avère capital pour l'animation globale du territoire. Et les chefs d'entreprises l'ont également compris. Lors de récentes Assises du développement économique organisées sur l'Autunois, à la question : “pourquoi choisissez-vous de vous installer ici ?”, j'ai recueilli cette double réponse : pour la sécurité et pour l'attractivité que représente la possibilité de pratiquer de nombreux sports, ainsi que pour la richesse de l'offre culturelle... Voilà pourquoi, aujourd'hui, tout ce qui peut mettre en avant la culture dans nos stratégies de développement est important. Ce forum en particulier.

Décentralisation. Il est nécessaire que les collectivités territoriales s'affichent comme des acteurs importants de la culture, de manière solidaire. On a un peu trop tendance à agir isolément – d'ailleurs, nous réfléchissons ici à la création d'un réseau des villes pour la culture. Tant que nous agissons en ordre dispersé, nous aurons du mal à nous faire entendre. Or il y a des messages que nous pouvons porter en commun.

Ensuite, il faut que l'Etat soit un partenaire, en particulier pour corriger les inégalités de territoires. Il doit assumer son rôle de péréquisiteur. Donc oui, un partenaire : dans les logiques actuelles – qui fonctionnent par réseaux – il n'est plus en mesure de décider seul. Nous devons travailler davantage à la fois entre nous et avec l'Etat. J'ajoute qu'à Autun, nous venons d'inaugurer une “rue de la Décentralisation”...

Réflexion nouvelle. Nous avons sans aucun doute besoin d'une présence intellectuelle plus forte. De ce point de vue aussi, un réseau de villes peut s'avérer intéressant, car chacune, isolément, n'a pas toujours les moyens

de s'offrir l'intervention de vrais professionnels. Ce pourrait aussi être le rôle des Départements : venir en appui, en conseil, aux porteurs de projets.

Et puis de nouvelles perspectives se font jour. Par exemple, le développement durable. Le plus souvent, il n'est pris en compte que dans ses dimensions sociales, économiques et environnementales. On oublie son quatrième volet : la culture. Il faut reconnaître que le monde de la culture est passé à côté de cela et que ce sont d'autres secteurs qui ont été les plus innovateurs. Il en va de même pour l'idée de diversité : elle est beaucoup plus présente dans les politiques de coopération Nord/Sud, par exemple, que dans celles concernant la culture. Si, sur des notions comme la décentralisation ou la démocratisation, le milieu culturel a été inspiré, c'est moins le cas aujourd'hui.

Vocabulaire. Sans doute mériterait-il d'être rénové, car la crise est loin d'être seulement économique : elle est aussi culturelle. Ce terme de "reconnaissance", rapporté à la valeur des citoyens eux-mêmes, est assez pertinent, car il fait écho à la nature transversale de la réalité esthétique. On ne peut pas isoler la culture. Par exemple, nous menons des politiques de quartier, avec l'idée de rendre les gens acteurs, qu'ils se saisissent de l'histoire de leur quartier, de sa mémoire, de sa "poésie"... Cette approche n'est d'ailleurs pas neuve, mais on l'a un peu laissée de côté, sans doute à cause de l'irruption de la télévision qui a transformé tout le monde en spectateurs. Une rénovation s'avère donc indispensable. Nous nous sommes trop livrés à des logiques de consommation – consommer de la culture ne suffit pas à devenir cultivé.

Ce n'est pas un hasard si ces idées reviennent aujourd'hui, alors qu'on est en train de

détricotier les fondamentaux du programme du Conseil national de la Résistance. Sans doute s'aperçoit-on qu'il importe de les garder : service public, liens sur les territoires, dépassement des logiques de compétition... Quoi qu'il en soit, je préfère le terme de refondation à celui de reconnaissance, car ce dernier suppose une opposition entre celui qui reconnaît et celui qui est reconnu.

Le bon moment ? Oui, nous devons prendre conscience de la nécessité d'approfondir le dialogue entre collectivités – sans évacuer l'Etat. La raréfaction des moyens l'impose de toute façon. Car si nous perdons la possibilité de proposer une offre – différente – à la création, nous risquons d'en tuer une part. Le moment est bon aussi car la sensibilité à l'importance des enjeux culturels s'est beaucoup affirmée depuis vingt ans. Je suis assez optimiste : la culture a gagné son statut d'élément important dans l'animation globale des territoires. Ainsi, à Autun, le budget de la culture est de 17%, et à Issoudun de 20%... Des choix politiques forts sont donc faits pour soutenir la culture en tant que moteur du développement. C'est aussi un vrai levier – je pense à l'Année du Japon que nous avons organisé ici – pour booster l'ouverture des territoires.

Quant à un risque de raidissement politique entre l'Etat d'une part et les collectivités de l'autre, je n'y ai même pas pensé. La vraie question est : ce forum sera-t-il utile ? Et la réponse est oui. Ce forum constitue un moment-clef pour prendre conscience de l'importance du rôle des collectivités territoriales et de la nécessité de travailler en réseau, ensemble, par delà les différences de sensibilité.

propos recueillis le 14 juin 2010

Norbert Métairie

**maire de Lorient, président de Cap l'Orient agglomération,
président de la commission culture de l'Association des
maires des grandes villes de France (AMGVF)**

Je partage globalement l'ensemble des idées exprimées dans ce texte, mais il me semble un peu trop généraliste, trop flou dans la mesure où, à l'issue du forum des associations d'élus à Avignon, il serait de l'intérêt de tous de formuler des propositions concrètes. Ce n'est qu'ainsi que cette initiative pourra être vraiment utile.

Le thème général est celui de la place des collectivités territoriales dans les politiques de la culture. En effet, leur rôle est désormais irremplaçable. Sans elles, la vie culturelle ne serait pas au niveau où elle est. Ce sont essentiellement les collectivités qui financent le fonctionnement des équipements. Elles soutiennent aussi de multiples initiatives culturelles, et cela au fur et à mesure qu'au fil des ans, les dotations de l'Etat stagnent, voire baissent. De ce point de vue, il serait intéressant de faire un bilan partagé des expérimentations que les collectivités ont menées avec les acteurs de la culture. Ce serait aussi une bonne manière de manifester leur ambition pour le développement culturel.

Le contexte politique. Nous sommes aujourd'hui placés dans une situation un peu compliquée avec la suppression de la taxe professionnelle, puis la réforme en territoriale en cours. C'est donc une période d'entre-deux un peu particulière. Les Départements et les Régions risquent de se retrouver devant des difficultés sachant que leurs ressources seront alimentées, pour une bonne partie, par les dotations de l'Etat et donc que leurs choix budgétaires seront contraints. Comment ne pas être inquiets pour la suite ? Ces collectivités vont perdre une grande part de leur autonomie financière, d'autant que l'augmentation des charges liées aux compétences obligatoires ne cesse de s'accroître. Mon inquiétude porte notamment sur l'avenir des financements croisés, car ils sont indispensables, singulièrement dans le champ culturel.

Nous assistons à un processus de recentralisation de l'Etat dans tous les domaines et aussi pour la culture. Il concentre nettement ses politiques tout en restant prescripteur... Tel est en particulier le bilan qu'on peut faire des relations entre les associations d'élus et le ministère de la Culture au cours des derniers mois, dans le cadre du Conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel. Ce dialogue constitue certes l'occasion d'échanges et de partages d'informations intéressants. Mais cela reste insuffisant. La concertation devrait déboucher par exemple sur de réelles expérimentations. Ce qui, pour le moment, n'est pas le cas...

On constate également un manque de transversalité entre les différents ministères. Entre celui de la Culture et celui de l'Education nationale notamment, alors que leur action conjointe s'avère nécessaire pour

“
Ce serait faire
fausse route que
de pointer du doigt
les responsables
locaux. Bien au
contraire, on peut
s'appuyer sur
l'expérience de très
nombreuses villes :
l'innovation viendra
des collectivités
territoriales.

”

l'éducation artistique et culturelle à l'école. Ou encore avec l'Enseignement supérieur et la Recherche pour que la culture scientifique puisse se mettre au diapason européen dans le cadre du système LMD. Sans compter que certaines décisions ne sont même pas discutées, comme par exemple l'organisation des Assises du livre. Il est parfois difficile de parler de dialogue : la relation reste très "descendante", que ce soit sur le bilan des entretiens du spectacle vivant, sur la réforme de l'enseignement supérieur de la musique, sur celle des écoles d'art, sur la nouvelle carte de mise à disposition de conservateurs d'Etat dans les bibliothèques classées, etc. Et partout, les collectivités territoriales sont mises en situation de devoir accroître leurs financements.

Le rôle de l'art et de la culture. Plus fondamentalement, ce forum doit poser la question de l'universalité de la culture et de ses enjeux. C'est d'autant plus nécessaire que la période est difficile. L'affirmation de la place centrale de l'art et de la culture n'est cependant qu'un préalable. Après, il faudra s'interroger sur la pérennité des conditions permettant à l'art d'accomplir ses finalités. Et là, les questions se posent de manière très concrètes au niveau local quant au repositionnement inévitable du secteur culturel dans les politiques publiques : comment faire mieux avec autant ou moins ? Comment soutenir les projets sans financements croisés ? Quoi qu'on en dise, cela dépend des réalités financières.

La reconnaissance. Les grandes villes ont la volonté de poursuivre leurs politiques culturelles et sont très attentives à leur dimension économique et sociale. Vous parlez de "reconnaissance" des artistes et des personnes. C'est

bien ce que nous faisons, et pas seulement en finançant les équipements. Il s'agit plus largement de répondre concrètement aux enjeux de la démocratie culturelle, il faut prendre en compte l'apport créatif de chaque citoyen. Il est essentiel que chacun devienne un acteur de la culture. Et bien sûr, l'apport d'une réflexion aussi large que possible ne peut qu'enrichir notre travail en ce sens.

Le bon moment. Ce forum constitue indéniablement une bonne occasion pour construire les conditions d'un nouveau dialogue entre collectivités et bien redéfinir les enjeux et les actions des politiques de la culture. Mais, encore une fois, ce serait faire fausse route que de pointer du doigt les responsables locaux. Bien au contraire, on peut s'appuyer sur l'expérience de très nombreuses villes : l'innovation viendra des collectivités territoriales. Donc oui, c'est le bon moment de se manifester. Ne rien faire serait laisser faire. Ce forum s'avère donc utile, mais il faudra qu'il se prolonge par d'autres temps forts et que l'on construise un travail régulier pour que la concertation puisse se poursuivre.

propos recueillis le 15 juin 2010

“ C'est le bon moment de se manifester. Ne rien faire serait laisser faire. Ce forum s'avère donc utile, mais il faudra qu'il se prolonge par d'autres temps forts et que l'on construise un travail régulier pour que la concertation puisse se poursuivre. ”

Etienne Ollagnier

directeur de Jour2fête, distributeur indépendant

“

Plus que jamais – et dans l'urgence ! – les collectivités doivent s'engager concrètement, à la fois pour la période de transition des salles de cinéma vers le numérique mais également au-delà, afin que ces salles puissent survivre et poursuivre dans leur mission de service public.

”

En tant que distributeur, je n'ai que peu de contacts avec les collectivités territoriales. Dans la filière du cinéma, ce sont les exploitants – notamment les salles “art et essai” – qui travaillent le plus directement avec elles. Et là, oui, le rôle des villes est essentiel. L'un de nos soucis majeurs concerne le vieillissement des spectateurs de ces salles. Les jeunes fréquentent massivement les multiplexes, alors que les salles indépendantes voient leur fréquentation fortement baisser. Dès lors, dans le cadre de la mission de service public qui les lie aux villes, il serait possible de créer des dispositifs forts pour inciter les enfants à se rendre dans les cinémas et à délaisser un instant les écrans de substitution. Un engagement croissant des collectivités – qui existe déjà avec les dispositifs “collège au cinéma” et “lycée au cinéma” – s'avère d'autant plus nécessaire qu'avec l'arrivée du numérique, les petites et moyennes salles sont entrées dans une phase dangereuse qui risque d'accroître le fossé entre grands et petits exploitants. Plus que jamais – et dans l'urgence ! – les collectivités doivent s'engager concrètement, à la fois pour la période de transition vers le numérique mais également au-delà, afin que ces salles puissent survivre et poursuivre leur mission de service public.

La légitimité des collectivités. La compétence des élus et de leurs services culturels quant au cinéma varie bien entendu d'une ville à l'autre. Cela étant, il faut bien distinguer compétence et volonté politique. Car des conflits existent entre les responsables politiques et certaines salles projetant des films engagés, organisant des débats. Le cinéma est souvent perçu, à raison, comme un lieu de critique, voire de contestation. D'où des cas d'absence totale de soutien public. En revanche, côté compétence, les collectivités semblent majoritairement au fait de leurs possibilités d'intervention. Et elles sont souvent très attachées à leurs salles, car ce sont des lieux de rencontre essentiels à la vie sociale.

En revanche, je soulignerais une méconnaissance générale du *business model* du cinéma. Le grand public ne se rend pas compte, par exemple, que les projections organisées dans le cadre des dispositifs de l'éducation à l'image non seulement ne sont pas rentables, mais le plus souvent déficitaires. Et certains élus s'étonnent de cette absence de rentabilité – comme s'il n'allait pas vraiment de soi que le cinéma a un coût. Ils ne se rendent pas non plus toujours compte du caractère indispensable du métier de distributeur indépendant. Avant ses grands succès, un réalisateur a bien dû commencer, faire un premier film... Et c'est notre fonction : défricher le terrain, repérer les auteurs. Il serait vraiment très utile que les élus suivent quelques petits cours sur le fonctionnement de la chaîne du cinéma...

La reconnaissance. Il est vrai que l'on néglige trop la formation de la sensibilité et de la compréhension de l'image pour se concentrer essentiellement sur le fait de montrer les films. Dans ce qu'on appelle l'éducation

à l'image, les élèves doivent pouvoir rencontrer des réalisateurs et discuter avec eux des sujets traités par les films. Certes certains sont accompagnés de "dossiers pédagogiques", mais cela ne remplace pas la rencontre réelle.

Pour notre part – et là je parle au nom de mon engagement dans le Syndicat des distributeurs indépendants –, nous essayons de le faire. Ce n'est pas toujours facile et l'appui des collectivités présenterait un double intérêt, à la fois financier et politique. Tout d'abord, dès qu'on programme une projection avec débat, la salle se remplit. D'autre part, la mutualisation des coûts – transport, hébergement des réalisateurs ou des conférenciers, etc. – pourrait donner plus d'ampleur à ces événements et assurer une irrigation en profondeur des territoires. Sans aucun doute, une action concertée des collectivités serait bénéfique de ce point de vue. D'ailleurs, cela existe déjà de manière associative. Par exemple à l'Association du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID), où un groupe de réalisateurs sélectionne un certain nombre de films assez exigeants. Puis chaque réalisateur s'engage à accompagner le film d'un autre et à prendre en charge au moins deux débats. Non seulement c'est une initiative artistiquement très généreuse mais en plus cela garantit rapidement 30 à 40 séances...

L'éducation à l'image. Par ailleurs, tout comme chaque collège devrait disposer d'un atelier de théâtre, il faudrait que tous les établissements scolaires soient convaincus que l'éducation à l'image est une urgence. Les enfants sont abreuvés d'images. Ils ont besoin de pouvoir élaborer leurs propres "filtres". Et pour cela, non seulement il faut voir des films divers – pas seulement des grandes productions mais aussi du cinéma d'auteur, des documentaires, des films d'animations, du court-métrage –, mais aussi être capables d'analyser les films et enfin de construire des images par eux-mêmes.

La renaissance des cinémathèques ? S'il existait un cadre légal, respectueux des droits d'auteur, une renaissance du principe des cinémathèques intéresserait beaucoup les distributeurs indépendants. Mais pour le moment, les choses restent bien floues et la notion de gestion des droits très mal connue. Par exemple, il n'est pas rare qu'un collège veuille acquérir un DVD à un prix FNAC pour le diffuser dans une classe – ce qui est absolument illégal. De ce point de vue, nos pires interlocuteurs sont les professeurs ! Il faudrait créer des lieux où l'on puisse acquérir des films en payant les conditions d'une diffusion légale. Après tout, ce n'est pas grand-chose : entre 60 et 100€ au lieu de 15€. Là encore une dynamique concertée des collectivités territoriales pourrait s'avérer très efficace. A vrai dire, rien n'empêche d'imaginer un canal de distribution et de diffusion simple, comme cela existe pour l'édition scolaire.

Le bon moment ? Oui, ce forum des collectivités territoriales tombe à un moment crucial – celui du passage au numérique. Il est capital qu'elles prennent conscience du grand danger qui menace une bonne partie de l'industrie du cinéma. Cela étant, cette concertation ne nous intéresse que si elle est rapidement suivie d'effets concrets. Car dans un an, il sera trop tard : les grosses salles seront équipées et les petites seront mortes...

propos recueillis le 15 juin 2010

“

Cette concertation ne nous intéresse que si elle est rapidement suivie d'effets concrets. Car dans un an, il sera trop tard : les grosses salles seront équipées et les petites seront mortes...

”

Marie-Agnès Sevestre

directrice du festival Les Francophonies en Limousin,

vice présidente du Syndeac

Dans le contexte actuel, nous sommes rassurés par le maintien de la compétence culturelle pour toutes les collectivités – mais moins sur leurs moyens de l'exercer. Tout ce qui peut témoigner de l'engagement des élus en faveur de la culture est donc utile. Car nous ressentons qu'au niveau politique, il n'y a pas vraiment de consensus. Il faudrait des positions claires, en particulier pour l'avenir des financements croisés. Les collectivités doivent parler de cela, et aussi de la nécessité d'une loi d'orientation pour la culture que défend le Syndeac.

“

En ce moment, l'Etat impose des restrictions budgétaires fortes et détricote tout un réseau de structures sans que ce retrait soit compensé par les collectivités qui nous regardent d'un air désolé en nous disant qu'on ne peut rien y faire. Une espèce de fatalisme semble s'être emparé des élus à la culture.

En ce moment, l'Etat impose des restrictions budgétaires fortes et détricote tout un réseau de structures sans que ce retrait soit compensé par les collectivités – dont nous comprenons évidemment les difficultés financières et qui nous regardent d'un air désolé en nous disant qu'on ne peut rien y faire. Une espèce de fatalisme semble s'être emparée des élus à la culture, qui nous entraîne dans une spirale descendante.

Après avoir été, dans les années 80, sur-intéressés par la culture – les villes se battaient pour avoir les meilleurs artistes ! – on a le sentiment que nos institutions leur pèsent. Le charme s'est rompu. On nous a d'abord reproché de ne pas être assez efficaces pour la démocratisation culturelle, sans nous en donner les moyens. Et aujourd'hui, les malentendus s'accumulent. Pour notre part, nous souhaitons un dialogue clair, voire rude, avec les élus, alors que, de leur côté, ils semblent lassés de nous. Comme si l'on gênait pour s'engager sur autre chose, sur des actions de proximité, par exemple. D'où une sorte de suspicion mutuelle. Les rapports sont sympathiques, mais on apprend, au détour d'une conversation, que leur subvention va baisser de 10, 20, 30%... Je préférerais un discours de vérité et que les élus engagent une réflexion pour définir et nous faire connaître avec clarté leurs objectifs.

”

Et puis il y a une manifeste méconnaissance du fonctionnement d'une structure culturelle. Nous sommes des entreprises, gérant des emplois, des entreprises inscrites dans la ville. Mais non, notre trésorerie est considérée comme modifiable à merci et n'importe quand. Bien souvent on ne sait même pas quand on va pouvoir commencer la prochaine saison. Un rapport de respect s'est délité. Il y aurait soi-disant trop de spectacles... Mais chacun veut quand même un festival à sa boutonnière...

La fin du prestige de la culture. Vous dites qu'un metteur en scène met en cause la déculturation des élus dont la charge serait devenue un métier... Sans doute, mais ce n'est pas propre aux politiques. Il s'agit d'un changement global du rapport de la société à la culture. Avant, l'accès à l'art était l'apanage d'une élite sociale ; un notable se devait d'y être sensible. Maintenant, d'autres pôles ont pris cette place de signe de réussite sociale. Il est même devenu de bon ton de s'en moquer. Du coup, notre activité appa-

raît presque comme culpabilisante... Nous ne sommes plus une priorité. On le sent au fait qu'on nous laisse plus tranquilles : ce retour au calme dans la relation élus/artistes est plus sain. Mais de là à passer de l'indifférence à l'hostilité...

De l'excellence à l'instrumentalisation.

Notre travail a probablement été empoisonné par le culte de l'excellence – auquel l'Etat nous encourageait. Avec cette dérive que nos structures n'étaient jugées qu'à l'aune nationale. Et beaucoup ont laissé aux compagnies régionales le travail "de terrain", avec les amateurs, dans les lycées, dans les quartiers sensibles... Nous nous sommes retrouvés prisonniers de cette dichotomie, dans quelque chose qui n'était pas tout à fait juste.

Puis, à l'inverse, nous avons été instrumentalisés à l'excès, pour le "lien social", l'attractivité du territoire... Donc on s'y est mis, mais sans obtenir aucune reconnaissance. Cela n'intéressait pas l'Etat et les collectivités nous disaient qu'il était encore heureux que nous fassions ce travail puisque c'était la condition de leurs subventions. Cette idée de "retour sur investissement" peut se comprendre. Mais encore faut-il que cela soit dit de manière acceptable... Aujourd'hui, on est au stade terminal du malentendu : on fait des bilans séparés, l'un pour l'Etat, d'autres pour chaque échelon de collectivités, alors que l'intérêt de financements croisés réside en leur convergence vers un objectif commun.

Art, douleur et légitimité. L'art a plutôt tendance à être dérangeant, incongru, donc peu en phase avec la dictature du divertissement, ce côté "décoration urbaine" qu'a imposé par exemple Lille 2004. Vous regrettez que les responsables politiques refusent de prendre en compte combien l'art puise son impact dans sa capacité à parler de la douleur, de la mort... Oui, la douleur d'être est sans doute l'un des creusets majeurs de l'expressivité artistique. Parfois même cela produit des œuvres drôles, ou d'autres qui renvoient à des blessures personnelles ou collectives qui ont besoin d'être extériorisées et mises en partage.

Le travail de Wajdi Mouawad – des spectacles à se taper la tête contre les murs, qui durent quatre heures et parlent de guerre, du viol des mères – connaissent un succès immense. On l'acclame comme une star de rock ! Bien sûr, on peut ne pas aimer, mais il y a là comme une déflagration d'énergie indispensable et totalement transversale, qui touche toutes les générations, toutes les classes sociales. Oui, il y a une nécessité à l'expression de la douleur.

Et pourtant, les élus s'obstinent à nous dire : mettez-nous en plein la vue, faites-nous de la fête et montrez-nous où va notre argent... Nous en sommes là, dans ce grand hiatus.

Avignon, le bon moment ? Dans le spectacle vivant, notre travail est éminemment fongible dans l'instant et ne laisse que des traces immatérielles. D'où notre fragilité et notre très grande sensibilité au soutien des élus. Sans eux nous ne pouvons pas vivre : s'ils remettent en cause notre légitimité, le système s'effondre. Donc oui, le moment est le bon. Alors que les dotations aux collectivités sont gelées et que le gouvernement annonce l'objectif d'une baisse de 10% sur trois ans des dépenses du ministère de la Culture, c'est le moment d'affirmer quelque chose. Après tout, les collectivités, mises bout à bout, c'est la Nation toute entière. On ne progressera pas sans les collectivités. Après, ce dont je me méfie, c'est l'absence de suivi une fois Avignon passé. Qu'en sera-t-il à la rentrée ?

propos recueillis le 16 juin 2010

“

La douleur d'être est sans doute l'un des creusets majeurs de l'expressivité artistique. Parfois même cela produit des œuvres drôles, ou d'autres qui renvoient à des blessures personnelles ou collectives qui ont besoin d'être extériorisées et mises en partage.

”

Olivier Bianchi

maire adjoint à la culture de Clermont-Ferrand,

**vice président au développement culturel de Clermont-Communauté,
représentant l'Association des communautés de France (ADCF)**

“

Face à l'emprise croissante du pur divertissement, les élus doivent parler d'autre chose que de plaisir, de fête, d'enthousiasme, comme si la culture, c'était facile... Non, cela se gagne au prix d'un travail, d'un effort. Rien n'est plus dangereux que le nivellement par le bas.

”

La légitimité des collectivités. C'est un fait, déjà ancien, que les collectivités territoriales jouent un très grand rôle dans les politiques culturelles publiques. Ce sont elles qui ont accompagné la décentralisation et mis en musique une politique voulue par le ministère de la Culture. Avec, pour conséquence positive, la possibilité de porter des projets pensés à l'aune des territoires, de manière plus intégrée à leur réalité. Par ailleurs, leur légitimité – expertise et savoir-faire – est un acquis historique. Elles exercent d'ailleurs ces compétences en lien avec les DRAC.

Bien entendu, les artistes nous reprochent bien souvent d'instrumentaliser leur métier. Mais chacun parle de là où il est. Il serait évidemment artificiel d'imposer aux artistes de visiter chaque recoin d'une région ... En revanche, il est légitime qu'un élu veille à l'aménagement culturel de son territoire et prenne en compte des facteurs autres que strictement artistiques : géographiques, sociologiques... Mais les deux logiques ne s'opposent pas forcément. Il existe bien des façons de faire pour faire converger le métier d'artiste et un vrai service aux publics.

Le courage de l'inconnu. Il est vrai, parfois, que les politiques locales manquent de souffle, de vision. C'est toujours possible – quoiqu'un peu facile – de pointer quelques exemples pour étayer ces critiques. Quoi qu'il en soit, c'est ainsi : désormais, et disons pour les trente ans à venir, l'élu local sera le principal interlocuteur des artistes, même s'il faut convenir que cette plus forte prégnance du politique sera moins confortable que les relations avec un ministère somme toute lointain et dont les techniciens sont quasiment les compagnons des artistes. Finalement, on était entre soi.

Aujourd'hui nous devons faire passer le message que l'époque a changé, que nous entrons dans une autre, qui certes a ses défauts – poids plus grands des enjeux électoraux, présence lourde des élus – mais aussi ses qualités, notamment la volonté de nouvelles politiques culturelles adaptées aux territoires. Il faut également faire confiance aux élus, dont la place dans les équipes politiques est un peu particulière, car leur fonction est précisément d'opérer la médiation entre le langage politique et le langage artistique.

Oui, on entre dans l'inconnu...

Cela étant, je déplore le désengagement de l'Etat dont le rôle est irremplaçable, notamment pour la péréquation des territoires et la circulation nationale et internationale des œuvres et des artistes. Si les artistes deviennent des artistes de Bretagne ou d'Auvergne, alors nous aurons collectivement échoué... Mais dépassons cette déploration. Il y a parfois, de la part de certains élus, comme un regret du jacobinisme ministériel. Non, les collectivités sont adultes. Les élus doivent s'émanciper, être plus "souverains"

dans leurs choix (et là, il faut convenir que la réforme des collectivités construit un vrai déni de souveraineté, en particulier du point de vue fiscal). Ce forum d'Avignon est sans doute la première étape vers cet inconnu que nous devons inventer, unis. Pour ma part – et au nom de l'ACDF – je plaide pour des Etats généraux de la culture territoriale. Au lieu de travailler chacun dans sa boîte, nous devons réfléchir ensemble et que les citoyens puissent aussi s'emparer de ces questions.

Pour une nouvelle réflexion. La fonction d'un élu consiste essentiellement à traduire budgétairement des choix politiques. Mais cela ne peut se faire que si, en amont, existe un profond travail intellectuel. Ce que nous "traduisons", ce sont finalement des philosophies, de la réflexion... Il faut recréer du sens et redonner aux élus ce qu'ils doivent mettre en œuvre. Les moyens de pensée sont aussi nécessaires que les moyens financiers.

Ce qui, de fait, exige un renouvellement de notre vocabulaire. C'est vrai que les élus parlent peu d'art et beaucoup de culture. Pour ma part, je ne fais pas de politique artistique mais de la politique culturelle. Et je parle donc avec ces "vieux" mots : publics, politique tarifaire, aménagement du territoire, lien social, etc. Mais je pense aussi que, face à l'emprise croissante du pur divertissement, les élus doivent parler d'autre chose que de plaisir, de fête, d'enthousiasme, comme si la culture, c'était facile... Non, cela se gagne au prix d'un travail, d'un effort. Rien n'est plus dangereux que le nivellement par le bas. Les belles choses sont difficiles, interrogatives. On me traitera peut-être d'élitiste... Mais c'est l'inverse : c'est d'abandonner une grande part de la population au seul divertissement qui crée l'élitisme. C'est de la décérébration... Il faut résister et être capable de dire que la beauté n'est pas simple mais complexe, parfois même douloureuse.

Reconnaissance. Exiger l'effort, c'est reconnaître. Vous parlez de la reconnaissance de chacun dans sa qualité esthétique même... Oui, on invoque beaucoup, et à raison, les

médiations collectives : des quartiers, de publics spécifiques, des adolescents... Or l'expérience esthétique, bien que très corsetée par le social (on a tous lu Bourdieu) propose en même temps un face à face avec soi-même. Je crois qu'il importe aussi d'aborder la culture de manière très individualisée, comme en un travail de dentellière, à l'attention de chacun.

Le bon moment ? Le rôle des associations d'élus consiste à faire prendre conscience à chacun de la portée nationale de ses actes – loin de toute posture régionaliste – et de partager ensemble cette responsabilité globale. Les rencontres, dont ce forum d'Avignon, sont toujours extrêmement importantes. Quant à juger si c'est le bon moment, s'il n'y a pas un trop grand risque de crispation politique frontale, il faut bien voir que nous n'avons que deux solutions :

- soit la discussion s'enferme dans le conflit, et alors, au fond, ce sera notre échec (même si je suis le premier convaincu des mauvais choix du gouvernement),
- soit il s'agira d'une réelle première étape pour penser les conditions de l'élaboration d'une nouvelle politique culturelle pour les trente ans à venir (et ceux qui s'enfermeront dans le "pur politicien" apparaîtront grossiers, surtout si le débat ne prend pas de la hauteur).

J'ajouterais que la teneur des questions abordées ici me séduit beaucoup dans la manière de dépasser les thèmes traditionnels des financements, de désengagement de l'Etat, etc. Ces réflexions sur l'articulation entre les logiques politiques et artistiques, sur la reconnaissance de la valeur esthétique des personnes..., si au départ elles troublent un peu, sont les vraies questions, celles qui mènent aux choses les plus concrètes. Car la politique c'est cela : faire à la fois de la philosophie et de la stratégie.

propos recueillis le 18 juin 2010

Hubert Colas

auteur, metteur en scène, directeur de la Compagnie Diphong/Marseille

Décentralisation et légitimité culturelle des collectivités. En PACA, la plupart de mes interlocuteurs, des chargés de mission au DRAC, sont de bons professionnels, avec une grande connaissance du terrain et un réel intérêt pour la création. Mais ce n'est pas le cas partout ; à bien des endroits, le lien à la culture reste d'une grande légèreté. De manière générale, la décentralisation est une bonne chose à condition qu'elle soit accompagnée par l'Etat. Mais selon quelles modalités ? Je ne sais pas.

La décentralisation culturelle consiste à déléguer des compétences qui doivent s'exercer dans la durée, alors qu'aujourd'hui la plupart des politiques ne s'intéressent qu'au court terme. Vous suggérez que les élus vont prendre conscience de la responsabilité nationale de leurs choix... Ce devrait en effet être leur premier souci ; mais ce n'est pas le cas. Bien au contraire, on a à faire à un incroyable niveau de clientélisme, d'électoratisme... La situation me paraît bien encombrée pour envisager de leur part un vrai discours national.

“
Comment faire
pour que les
politiques
s'intéressent
de nouveau à la
culture. Or, on
dirait que ceux
qu'ils appellent les
“cultureux” ne font
que leur poser des
soucis.

”

La fin de la valeur de l'art. Certains artistes constatent une forte déculturation des élus ou encore l'absence de valeurs que représente la culture pour les classes supérieures et dirigeantes... Ils ont raison. Nous vivons la fin d'une grande période – celle du socialisme au pouvoir, dans les années 80 –, où se menait une vraie bataille politique pour la culture. La culture, dans ce qu'elle a d'artistique, portait alors une réelle puissance d'écoute, de vie. C'était le noyau par lequel se transmettait une certaine idée du futur, une idée civique, relationnelle. L'idée qu'une nation se construit sur sa culture était très prégnante. Aujourd'hui la société a bougé. Elle ne porte plus cela... Les artistes non plus : nous n'arrivons plus à le partager avec les gens. Et cela n'intéresse pas les politiques. Ils ne font plus partie de cette génération pour laquelle l'idée de la France était indissociable de sa culture, avec pour conséquence qu'ils s'entouraient de personnes compétentes, qu'ils avaient l'œil... Le long terme – qui est l'échelle de la culture – n'intéresse plus.

Nouvelle réflexion. Sur le fond, je suis assez d'accord avec cette nécessité d'élargir l'apport de la pensée. Mais comment revivifier l'interrogation sur le sens ? Ce sont tout de même les politiques qui choisissent et décident. Le premier pas serait de trouver comment faire pour que les politiques s'intéressent de nouveau à la culture. Or, on dirait que ceux qu'ils appellent les “cultureux” ne font que leur poser des soucis. On les fait réfléchir, on pose des questions... Et ça les embarrasse. Comment donc faire pour qu'ils retrouvent un discours sur la culture ? Car, sans eux à la tête, je ne vois pas trop comment les philosophes ou les artistes – qu'on regarde de travers – pourraient arriver à s'exprimer... Ici, les responsables des structures portent aussi leur part de responsabilité : ils se contentent de remplir les salles et de travailler à la bêtification des publics. Or si on ne réinterroge pas le désir de la découverte artistique, même les plus beaux discours seront vains.

Le vocabulaire. Est-il fatigué ? Je crois plutôt qu'on en a peur, que les politiques craignent la pensée. Nos nouveaux dirigeants n'ont aucune envie d'être face à des citoyens en capacité de réfléchir, de faire autre chose que de subir les lois du libéralisme. L'individualisation est devenue le seul orbe du désir – donc l'espace culturel n'a plus lieu d'être. Car la culture c'est l'opposé et le bien-être mental qu'elle défend s'avère incompatible avec l'arrivisme individuel. D'où la culpabilisation ambiante de notre travail.

Reconnaissance de la valeur culturelle de chacun. L'art n'est évidemment pas le tout de l'expérience esthétique. Mais c'est une dimension nécessaire, qui touche à la problématique de l'être, de la durée, de la trace laissée. Il faut questionner la place de cette trace, et non le nombre de spectateurs. L'art est un cheminement, une façon de conduire et d'introduire une démarche longue. Cette vision n'existe plus. On en revient à la question de l'individualisme, à la valeur absolue du paraître immédiat et de l'argent. Les politiques sont aussi là-dedans. J'ai du mal à penser qu'une pleine reconnaissance des personnes soit encore possible. En tout cas, en l'état actuel, elle ne l'est pas. La société ne parle plus de la plénitude de l'être.

Cependant – et c'est positif – on remarque que les musées n'ont jamais été aussi fréquentés. Il y a un désir pour ce qui dure et laisse une trace. Je crois beaucoup à la transmission. Marseille 2013, par exemple : que leur ville soit capitale de la culture donne aux gens le sentiment qu'il y a là quelque chose d'important. Et même s'ils ne participent pas, ils transmettent ce sentiment à leurs enfants. Mais ce mouvement est inverse à ce qui s'observe dans la politique dont le court-termisme ignore les enjeux de la transmission. J'ai tendance à penser que le plus positif ne viendra pas du politique. Là, sauf exception bien sûr, on parle sans arrêt de "retour sur investissement" ! Qu'espérer d'une politique culturelle fondée sur un tel principe ? La culture marche sur le long terme, elle marche avec nos morts...

Le bon moment ? Toute initiative pour parler de l'art dans notre société est importante. De celle-ci donc, on voudrait espérer quelque chose. Mais comment espérer quand on n'estime un artiste qu'à l'aune du succès. L'artiste, c'est aussi quelqu'un du petit nombre. Même si son audience reste confidentielle, son travail participe de l'éveil social.

Peut-être aussi ce débat permettra-t-il de mieux comprendre pourquoi le lien à la culture se perd. Mais je suis assez sceptique. Il faut dire que nous sommes constamment confrontés au désengagement, tant de l'Etat que des collectivités territoriales. On nous rabâche l'absence de moyens et on a un sentiment d'étouffement au fur et à mesure que les choses avancent. Donc ce débat, oui. Il faudrait qu'on puisse y croire... Or des débats, on en a vu beaucoup passer sans que rien ne change. C'est un peu fatigant.

La politique est une chose éphémère, qui a peur de la durée de la vie. Sans doute suis-je bien pessimiste... Mais s'il y avait un renouvellement, il faudrait qu'il soit exemplaire, avec un ministre digne de ce nom relayé par des adjoints à la culture dont l'engagement serait fondamental et non assumé bon gré mal gré. Après, il faut aussi dire que, du côté des artistes, l'unité manque aussi. La division est là. De toute façon, les élus ne parlent que de culture, pas d'art...

propos recueillis le 18 juin 2010

“

Le plus positif ne viendra pas du politique. Là, sauf exception bien sûr, on parle sans arrêt de "retour sur investissement" ! Qu'espérer d'une politique culturelle fondée sur un tel principe ? La culture marche sur le long terme, elle marche avec nos morts...

”

Jean-Noël Bruguière

directeur du département des pratiques culturelles aux

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA)

Créés en 1937, les CEMEA sont un mouvement d'éducation nouvelle au carrefour de l'éducation et de la culture. Pour eux, il n'y a pas d'éducation sans culture. Au-delà du seul apprentissage intellectuel, toutes les facultés – du corps, de l'imagination, de la sensibilité – doivent être mobilisées pour l'émancipation des individus.

Une nouvelle réflexion ? Pour les objectifs qui sont les nôtres – la “mise en culture” des populations –, il est évident qu'une renaissance intellectuelle et sensible s'avère indispensable. Il ne suffit pas de mettre à disposition des objets culturels, fussent-ils les meilleurs, pour donner à la culture sa place pour chacun. La vraie question n'est pas de générer seulement de la fréquentation, mais de comprendre en quoi la culture intervient dans la construction de soi. Or, tout à l'inverse, les responsables des politiques culturelles multiplient les événements spectaculaires...

La recentration sur le sens serait donc un élément fort de remobilisation et de transformation des postures culturelles, rejoignant ainsi votre déclaration sur la « *politique poétique* ». Il est nécessaire de repenser la place de la personne et du collectif comme ressources, dans un processus où ils ne sont pas confinés dans un rôle de simple consommateur.

De ce point de vue, le fait que les collectivités territoriales aient pris le relais de l'Etat dans la conduite des politiques culturelles aurait pu être un gage d'avenir. Malheureusement, elles se sont souvent engagées dans un mimétisme de l'action ministérielle, centrée sur la seule accessibilité aux œuvres, certes en recourant à des équipes de médiateurs mais sans véritable réflexion sur leur statut. Organiser un débat avant ou après un spectacle ne sert pas à grand-chose en soi. Changer de stratégie suppose une réelle collaboration de l'ensemble des acteurs, les politiques, les artistes mais aussi tous les espaces sociaux organisés : la mouvance associative est un des outils qui permet d'activer et de réactiver des pratiques tierces entre vie quotidienne et construction culturelle.

Or ces espaces suscitent peu d'intérêt chez les politiques qui préfèrent demander aux équipes artistiques de faire un travail qu'elles ne savent pas toujours faire. Il faut redonner une légitimité – et des moyens – à ces acteurs d'un troisième cercle afin qu'ils puissent accomplir cette mise au travail des populations sur la culture. Car sans un minimum de mobilisation et d'implication personnelle, la rencontre avec les œuvres ne laisse pas les traces qu'elle devrait.

Reconnaissance. Je partage entièrement cette idée de la reconnaissance de la valeur esthétique des personnes. Il faut relégitimer la place du *sujet* et non principalement faciliter son accès à l'objet. Toute la tendance doit être inversée. Mais sans tout confondre, car il n'est pas question de transformer chaque citoyen en artiste. Je crois qu'il est temps de dire des choses simples. L'artiste a une place précise et indispensable dans la société ; c'est lui qui donne une vision du monde qui nous permet de bouger. Par ailleurs chacun peut accéder par l'expérience sensible à une autre compréhension du monde.

Certaines conditions facilitent l'ouverture à l'expérience sensible. Pour cela, il faut entrer de plain-pied dans des stratégies convoquant à la fois la pensée intellectuelle et l'expérience du corps et des sensations, c'est-à-dire précisément tout ce qui est exclu du système éducatif. Là, on s'en tient à la culture des savoirs, celle qui mène certains aux grandes écoles et laisse de côté tous les autres. Il faudrait passer de la culture des savoirs au savoir des cultures pour travailler, avec les mots, avec le corps, à créer les conditions pour que les propositions artistiques aient une réelle efficacité. Les artistes aussi en ont besoin.

La marginalisation de l'éducation populaire. Ici, les responsabilités sont partagées. Si l'éducation populaire est peu présente, cela tient à ce que nous avons abandonné le cœur de nos convictions de transformation sociale pour dériver vers la médiation. Nous avons ainsi contribué à consolider l'emprise de la surconsommation culturelle contre laquelle maintenant nous nous battons. Aujourd'hui, les politiques sont les seuls en mesure d'interpeller cette troisième sphère, les seuls en mesure de clarifier le périmètre de son action. Les collectivités territoriales possèdent la capacité d'élaborer des cahiers des charges délimitant avec précision les fonctions différentes et complémentaires des arts, de l'éducation populaire et de l'école. En somme, la balle est dans leur camp.

J'ajoute que notre reconnaissance passe par l'attribution de moyens financiers. Or, que ce soit de la part de l'Etat, de la Région ou du Département, nous n'obtenons d'aide qu'à condition de tricher sur la nature de nos relations avec les structures artistiques... Ce qui n'aide personne. Les artistes doivent rester ce qu'ils sont, et nous aussi. Quant aux médiateurs... La médiation n'est pas un métier. Ou plutôt chaque métier, à un moment donné, doit

assumer une fonction de médiation. Un professeur de français, par exemple, peut s'engager dans un accompagnement des textes de théâtre en proposant des situations de jeu. L'intervention éventuelle d'un comédien sera d'un autre ordre par la suite. Chacun doit tenir son rôle dans la reconnaissance et la compréhension de la compétence de l'autre. Dans ce domaine, il y a un grand nettoyage à faire.

Le bon moment ? Sans doute. Mais il faut avoir conscience que le plus difficile est de travailler avec les autres. Si les élus locaux pouvaient arriver à ne pas craindre de perdre quelque chose en collaborant entre eux, ce serait formidable ! Car la tentation de garder ce que l'on a poussé à éviter de prendre des risques – et ce qui est exprimé dans les lignes qui précèdent représente une énorme prise de risque.

Je crois qu'on jugera de l'intégrité de l'intérêt des politiques pour la culture au niveau des prises de risque qu'ils seront capables d'assumer. Nous vivons avec une conception très fautive de ce qu'est la vie culturelle, dans une relation qu'il faudrait totalement retourner : passer de la consommation à la responsabilisation. Cette nécessité est limpide. C'est aussi une belle utopie... Mais il n'y a pas de politique sans utopies concrètes.

propos recueillis le 18 juin 2010

“

Il est nécessaire de repenser la place de la personne et du collectif comme ressources, dans un processus où ils ne sont pas confinés dans un rôle de simple consommateur.

”

Frédéric Robbe

directeur de l'Astrolabe, scène de musiques actuelles (SMAC) d'Orléans

“

Nous avons besoin que les politiques prennent position et que les collectivités assument des choix importants. Même si les élus ont intégré la notion de défense de la diversité culturelle, il y a une tendance à s'arrêter aux seuls chiffres, et de répondre assez facilement aux sirènes du vedettariat et de la communication.

”

La légitimité des collectivités territoriales. Les élus locaux sont bien évidemment les mieux placés pour définir les politiques culturelles mises en œuvre sur leurs territoires. Beaucoup de leurs personnels techniques et administratifs ont d'ores et déjà une réelle compétence en matière d'expertise. Mais, pour ce qui est des musiques actuelles, un certain décalage persiste malgré un progrès indéniable. Il faut convenir que le secteur est complexe. Inscrit dans une économie plurielle mêlant le marché, l'intervention publique et le bénévolat, cette complexité des musiques actuelles suppose une prise en compte plus conscientisée par les collectivités territoriales.

La légitimité des musiques actuelles. Les musiques actuelles se sont construites sur les territoires à partir de structures privées à but non lucratif, principalement associatives. Leurs acteurs, engagés dans une mission d'intérêt général ou de service public ne bénéficient pas encore d'une considération pleine et entière dans le vaste monde de la "culture", avec ce qu'il recouvre comme références dominantes à une vision sacralisée de l'art. Il subsiste comme une forme d'inattention assez incompréhensible après plus de vingt ans de développement et de structuration forte. Cela se traduit concrètement par des subventions globalement faibles, avec des emplois plus précaires et des rémunérations inférieures à fonction égale.

C'est pourquoi nous essayons de dégager des pistes de qualifications et de missions telles que "art et essai", que nous retrouvons dans les textes à l'exemple du SOLIMA. Notre travail a vocation à favoriser la découverte, l'innovation et le développement artistique. Cette identification "art et essai" définit assez bien l'expérimentation créative, l'action artistique et culturelle territoriale et le besoin d'assurer une indispensable diversité artistique et culturelle. C'est d'autant plus vrai que nous sommes confrontés à de puissantes machines commerciales de l'*entertainment*. Nous avons besoin que les politiques prennent position et que les collectivités assument des choix importants. Même si les élus ont intégré la notion de défense de la diversité culturelle, il y a une tendance à s'arrêter aux seuls chiffres, et à répondre assez facilement aux sirènes du vedettariat et de la communication.

La reconnaissance. Côté politiques publiques, on en est encore à une vision empreinte d'un universalisme flou dont il faut absolument sortir pour dégager plus de sens. Votre texte en est un bon exemple avec l'expression d'une pensée un peu éthérée de l'art. Il faut innover dans notre rapport à l'art qui se doit d'être plus complexe et plus complet. Aujourd'hui, le numérique a complètement révolutionné les modes de consommation et de production de la musique et de la culture en général. Cela interroge les conditions d'épanouissement des personnes, leur condition humaine, l'expression de leur dignité. De quel épanouissement parle-t-on ? De quelle expression de la dignité ? Au travers de la seule restitution des œuvres ? Par les pratiques ? Avec quels équilibres entre les territoires et les modèles économiques ?

L'entrée développée d'économie créative, me semble intéressante. Elle entre en écho avec l'évolution de l'organisation administrative et politique de notre pays qui pose les conditions de la responsabilité politique dans le contexte européen qui selon les objectifs poursuivis et les idéologies provoquera ou pas de grandes inégalités territoriales, culturelles et sociales.

La mise en avant de la compétitivité, avec une fascination pour le gigantisme ainsi que la priorité donnée à un art qui génère de la propriété immatérielle à haute valeur financière, vont déterminer l'évolution sociale et culturelle des territoires et redéfinir totalement notre rapport à l'art. Comme n'importe quel secteur d'activité, la culture génère de la richesse, mais avec cette particularité de favoriser l'inclusion sociale, la diversité et l'épanouissement personnel, à condition d'y être attentif et convaincu.

Notre travail ne se réduit pas à la diffusion d'œuvres. L'aide à la pratique en est une dimension fondamentale. Et il faut convenir qu'il y a une sorte d'aveuglement, de fascination pour les artistes à l'aura internationale au lieu de se poser la question du fond des choses. Notre logique est beaucoup plus complexe par le simple fait que se référer à la diversité culturelle implique forcément de se positionner sur l'intérêt général et de privilégier le bien commun.

Sens. Cela étant, bon nombre d'élus ont conscience du rôle que peut et doit jouer la culture sur un territoire, même si notre dialogue ne s'équilibre pas toujours, comme si nous n'avions pas le même capital culturel. Par exemple la lecture de votre texte exprime pour l'écu une confirmation de la posture suprême des collectivités publiques et d'un rapport bilatéral avec "l'Artiste" sans imaginer y associer une dynamique plus collective, élargie au-delà du seul artiste. Aucune référence n'est faite aux modèles de production artistique qu'il nous faut créer, aucune vision économique, sociale et sociétale... Il est pourtant fondamental que le politique génère une vision claire et pérenne du développement du secteur culturel. Mais cela doit se faire en concertation avec les opérateurs culturels dans toutes leurs diversités.

L'Etat doit pleinement conserver son rôle de veiller à l'équité territoriale sur l'ensemble du territoire. On ne peut se résigner à voir l'Etat se désengager des politiques publiques de la culture. Or, cette résignation semble acquise.

Pertinence d'un forum des associations d'élus. Pour qu'elles puissent construire une vision globale des politiques culturelles, il est nécessaire de partager les points de vue et d'échanger tant sur le constat sociétal que sur les modalités de coopération, les expérimentations possibles. Nous avons toujours privilégié la co-construction et la concertation à l'exemple du texte signé en 2006 pour les musiques actuelles par les représentations des collectivités territoriales, l'Etat et les représentations professionnelles, puis dernièrement celui du SOLIMA. Ce travail de concertation se met en place aussi à l'échelle des réseaux culturels, qu'ils soient nationaux ou territoriaux. Une vision politique ne peut se construire dans l'unilatéralité. Ce sont aussi et surtout les opérateurs culturels qui donneront du sens à cette vision politique.

Le bon moment ? Une concertation est utile. Si ce forum pouvait contribuer à ce que les collectivités commencent à se forger des éléments de doctrine en matière d'économie de la production artistique et de son impact social, ce serait décisif. Et puis le partage contenu de la réflexion est plus nécessaire que jamais tant les mutations sociales sont fortes.

Beaucoup d'acteurs des musiques actuelles sont réellement engagés dans ces nécessités de mutations, en se revendiquant d'une implication dans l'économie sociale et solidaire qui doit trouver une alliance objective avec le secteur public. C'est ainsi que le développement d'une économie créative comme un processus de transformation durable, et d'innovation dans nos manières de faire, de diffuser, de créer, d'impliquer les populations, ne peut s'envisager que dans une acception de solidarité démocratique.

propos recueillis le 21 juin 2010

Catherine Cullen

maire adjointe de Lille déléguée à la culture, représentant

l'Association des communautés urbaines de France (ACUF)

“

Il est vrai que l'approche que les collectivités ont de la culture peut se centrer sur des préoccupations d'ordre plus territorial que directement artistique. Les artistes ont raison de soulever le problème et de s'en plaindre parfois. C'est un des risques de la territorialisation des politiques et des moyens consacrés à la culture.

”

La légitimité culturelle de collectivités territoriales. Les collectivités ont sans aucun doute acquis une expérience en matière culturelle et sont aujourd'hui à même de conduire leurs politiques culturelles. Et pour ce qui est des communautés urbaines, mêmes si toutes n'ont pas pris la compétence culturelle, un bon nombre d'entre elles mènent dans ce domaine des actions fortes et même innovantes. En revanche, pour ce qui est de l'ACUF, nous n'en sommes qu'au tout début d'un travail en commun sur la culture, et c'est donc surtout en tant qu'observateur que nous souhaitons participer au forum des associations d'élus à Avignon.

Instrumentalisation territoriale des arts ? Il est vrai que l'approche que les collectivités ont de la culture peut se centrer sur des préoccupations d'ordre plus territorial que directement artistique. Les artistes ont raison de soulever le problème et de s'en plaindre parfois. C'est un des risques de la territorialisation des politiques et des moyens consacrés à la culture. Et voilà pourquoi nous avons besoin de la présence de l'Etat sur les territoires, pour qu'il puisse intervenir, en partenariat avec les collectivités, apporter une indispensable distance et jouer pleinement son rôle d'arbitre. C'est aussi l'avantage des financements croisés qui, outre de croiser les subventions, mêlent plusieurs points de vue.

Car de fait certaines collectivités peuvent manquer d'ambition et avoir tendance à se renfermer culturellement. Cela fait dépendre les choix et les arbitrages artistiques de la personnalité et du goût individuel de certains grands élus. Là encore s'impose la nécessité d'un acteur plus neutre. Et quand vous évoquez une sorte de déculturation d'élus trop pris par leurs fonctions, c'est un fait – qui ne concerne en général pas les élus à la culture, heureusement ! Autrefois, en effet, la culture faisait partie de la culture générale et donc de la vie politique des élus. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et c'est inquiétant.

La culture n'est plus l'apanage des élites. C'est en effet une grande mutation. On voit de moins en moins les classes supérieures dans les lieux culturels. Regardez un public d'opéra aujourd'hui ! Il n'a rien à voir avec ce qu'il était il y a vingt-cinq ans. Finalement c'est très positif, car cela donne à la culture une dimension beaucoup plus ouverte. De surcroît, la notion même de culture a changé. Elle s'est énormément élargie et n'est plus réservée aux grandes institutions.

Pour une réflexion élargie. Je partage complètement l'idée que les politiques culturelles doivent se nourrir d'un apport de la pensée beaucoup vaste. Mais le contraire est nécessaire aussi : aujourd'hui, des mouvements nouveaux de réflexion prennent une force croissante, notamment

la démarche de l'Agenda 21 de la culture. Oui, il faut parler avec des économistes, des urbanistes, des philosophes, avec ceux qui travaillent sur le développement durable, mais il faut aussi que les urbanistes, les architectes et les économistes s'ouvrent au domaine culturel... D'ailleurs cela se pratique de plus en plus, mais sans doute faudrait-il aller plus loin. Beaucoup de communautés urbaines, par exemple, mènent des politiques innovantes. Il est temps que nous échangions là-dessus car chacun sait désormais que, pour une grande métropole, la culture constitue un levier de rayonnement, un outil de développement économique et social.

Le vocabulaire ? Peut-être certains termes, en effet, ont vieilli. Mais le vocabulaire se renouvelle naturellement avec l'apparition de nouvelles formes de pratiques artistiques et de politiques culturelles. Cependant, il y a toujours nécessité de trouver les mots pour convaincre de l'importance de la culture. Tous, politiques, artistes et professionnels de la culture, nous en sommes constamment à devoir re-convaincre.

C'est là qu'il y a une vraie usure... Surtout que, dans un monde de plus en plus dur, dans ce monde pour ainsi dire "financiarisé", on se remet à entendre régulièrement la vieille rengaine : "La culture, ça coûte cher et ça ne sert à rien". Et il y a des moments où on ne sait plus trop comment expliquer les choses... Il faut donc de nouvelles approches – par exemple la réflexion sur le rôle de la culture dans le développement durable – pour repenser le vocabulaire et renouveler le discours, notamment en insistant sur l'intégration de la culture dans l'économie, le social et l'environnemental. Car je crois profondément, comme le pose l'Agenda 21 de la culture, que celle-ci est le quatrième pilier du développement durable.

La reconnaissance de la valeur culturelle de chacun. Voilà un thème dont les artistes parlent aujourd'hui souvent – de l'esthétique de la vie quotidienne, de la valeur sensible au-delà des seules réalités proprement artistiques. La spécificité de l'art et des artistes demeure,

et doit demeurer, mais un dialogue actif avec le public, et de nouvelles formes de participation se multiplient. Oui, il est nécessaire d'approcher la réalité esthétique d'une manière plus globale. Aujourd'hui, par exemple, les urbanistes travaillent enfin avec les artistes et ceux qui réfléchissent à l'évolution de la culture.

Politique "poétique"... Vous explicitez cette formule difficile en disant qu'il s'agit d'affirmer la nécessité de développer la dimension simplement "poétique" de l'existence... Il est vrai que nous sommes tout le temps en quête de beauté, et pas seulement à travers l'art. Il faut de fait défendre la culture pour elle-même. Souvent les artistes mettent le doigt là où ça fait mal et nous montrent ce qu'on ne veut pas voir. Mais parfois aussi on invite des artistes juste pour le bonheur, d'être transposés ensemble dans d'autres mondes, d'autres cultures. Il y a tellement de propositions différentes dans les arts ! Défendons cette diversité, aujourd'hui aussi menacée que la biodiversité. Sinon il n'y aura plus que le petit écran...

Le bon moment ? Pour l'ACUF, en tout cas, c'est le moment propice. Nous avons envie et besoin de travailler ensemble. Nous espérons beaucoup apprendre de l'expérience des autres associations en participant à ce forum. Quant aux risques de confrontations politiques entre majorité et opposition, je n'y crois pas. Il n'y a pas de raison. Que ce soit la FNCC, l'ARF, l'ADF..., on voit que cela peut fonctionner dans la pluralité. Nous serons vraiment dans un échange sur une préoccupation transversale dont je suis persuadée que tout le monde va se saisir positivement.

propos recueillis le 22 juin 2010

“

On voit de moins en moins les classes supérieures dans les lieux culturels. Finalement c'est très positif, car cela donne à la culture une dimension beaucoup plus ouverte.

”

Thierry Brault

amateur de théâtre, spectateur engagé et acteur occasionnel

“

Bien sûr, l'activité artistique a de nombreuses "utilités" – à l'école, dans les quartiers, en direction des personnes en difficulté sociale... Mais il importe aussi de considérer l'art pour ce qu'il est en lui-même, dans sa teneur propre. C'est à mon sens la principale légitimité de l'existence du label de centre dramatique national, par exemple.

”

Politique et poétique. Dans votre texte, c'est surtout la locution de « *politique poétique* » qui retient mon attention. L'adjectif "poétique" n'apparaît en effet que très rarement dans les discours des responsables de la culture, lesquels semblent surtout focalisés sur les effets induits des arts du point de vue économique et social. Bien sûr, l'activité artistique a de nombreuses "utilités" – à l'école, dans les quartiers, en direction des personnes en difficulté sociale..., notamment l'expression théâtrale qui permet de dire ce que les seuls mots ne peuvent pas grâce au concours de geste, du jeu. Et tout le monde peut être sensible à ce langage informel. Mais il importe aussi de considérer l'art pour ce qu'il est en lui-même, dans sa teneur propre. C'est à mon sens la principale légitimité de l'existence du label de centre dramatique national, par exemple.

L'attention à ne pas être trop dans l'instrumentalisation comporte également des exigences politiques. Aujourd'hui, alors que l'Etat se désengage de manière croissante, ce souci de l'art doit aussi être assumé par les collectivités territoriales, en particulier par les Régions, qui, de ce point de vue et à l'instar de l'Etat, portent une responsabilité vis-à-vis de tout le monde, des artistes comme de leurs spectateurs. A mon sens, les collectivités ne doivent pas subir le désengagement de l'Etat mais l'anticiper et jouer dès à présent un rôle important.

Parfois, quand on entend les élus on a le sentiment qu'ils vivent leur responsabilité culturelle à la manière d'un devoir, comme celui que représente l'éducation ou encore le souci légitime de l'aménagement du territoire. Il n'y a pas que cette dimension-là ! C'est comme s'ils redoutaient la relation directe à l'artistique et préféreraient s'en tenir à une vision quelque peu utilitaire. On entend toujours dire que la culture coûte cher... Tout d'abord ce n'est pas si vrai et, si on ne la soutient pas, on court le risque de passer à côté de choses essentielles.

Art et douleur. Je veux bien souscrire à l'idée que la douleur est sans aucun doute une des sources de l'art. Mais il faut faire attention. Souvent les gens de culture présentent l'expérience de la vie comme une somme de douleurs – ce qui multiplie les spectacles austères, difficiles, alors que les politiques souhaitent des choses simples, plus accessibles. Il faut bien reconnaître que pour un certain nombre de personnes, la culture est confisquée par ceux qui ont le privilège d'avoir reçu une instruction qui serait la seule porte d'entrée possible pour en bénéficier. Je crois fondamentalement que tout le monde peut être touché par l'art, sans même en être forcément conscient.

Mais n'est-ce pas une sorte de facilité de ne parler que de ce qui ne va pas ? Il n'y a pas de limite à ce que peut exprimer l'art. Le bonheur en fait partie, même si les mots manquent pour le dire. Et c'est précisément ce

manque qui fait que je chante, que j'écris une pièce de théâtre ou que je vais au cinéma. Pour traduire quelque chose qui relève du bonheur (ou de son inverse). Il y a là, dans l'ouverture infinie de ce manque, quelque chose à creuser, à explorer. Car il y a des malentendus, des clivages inutiles, comme entre le théâtre privé où il ne s'agirait que de comédies, de rires, de "rigolades" et le théâtre subventionné de tragédies, de pleurs, de drames, de violences ... Pour ma part, le comique comme le tragique me "distraient" également, au sens étymologique du terme ; l'un et l'autre m'apportent une distance et me font voir les choses autrement.

La reconnaissance. Ce mot aussi m'a frappé dans votre texte. La reconnaissance de la valeur culturelle de chacun ? S'agit-il de démocratisation ? Il est vrai que dans les grandes villes – j'habite Paris –, on perçoit mal l'attention que les élus portent aux gens. Parmi mes interlocuteurs, il n'y a aucun représentant des pouvoirs publics. Il semblerait que ceux-ci n'aient pas auprès d'eux de personnes portant une vraie réflexion sur l'art. Il faut qu'on entende des choses qui puissent toucher le cœur... Peut-être faudrait-il qu'il y ait davantage d'artistes engagés à leurs côtés... Encore une fois, je parle seulement des grandes villes. Dans les petites agglomérations ou dans le monde rural, je sais que c'est bien différent. Quoi qu'il en soit, la reconnaissance passe par la connaissance, et donc par celle de la teneur "poétique" de chacun ainsi que par celle du rôle majeur de l'artiste dans la cité. L'art est une chance, une chance à laquelle chacun doit pouvoir avoir accès, que chacun doit pouvoir vivre par lui-même aussi.

La parole au public. C'est la question de l'intermédiation. On a besoin de gens pour ainsi dire à double profil, à l'image des codirecteurs du festival d'Avignon : l'une est plus gestionnaire, l'autre plus sur les questions de culture, mais chacun partage aussi les compétences de l'autre. C'est pour cette raison que ce festival fonctionne bien. Quant à donner directement la parole au public, je ne sais pas si cela doit se formaliser. Pour ma

part, je trouve énormément de contacts qui m'aident dans ma propre approche théâtrale. Que ce soit à Avignon ou à Aubervilliers, par exemple, les possibilités sont nombreuses de s'exprimer en tant que public lors d'échanges avec des auteurs, des metteurs en scène.

Cela étant, sans doute pourrait-on développer davantage ces dialogues (sans pour autant prétendre peser sur les choix de programmation, même si on en a parfois très envie...). Il est vrai que le public a des choses à dire. Mais c'est à lui d'aller à la rencontre des artistes, car quand cela se produit, ceux-ci sont toujours très intéressés par l'échange. Encore une fois, pour moi, cela ne pose pas de problème. Mais c'est vrai qu'il y a des gens qui n'osent pas, qui ne se sentent pas autorisés... Oui, sans doute y a-t-il là bien des choses à inventer.

Le bon moment ? Cette initiative commune des associations de collectivités territoriales m'apparaît très intéressante. Surtout – et cela semble être le cas – si ce n'est pas une commande de l'Etat mais le fruit d'une volonté autonome d'engagement des pouvoirs locaux en faveur de la culture. Sans pour autant le faire contre l'Etat ni le stigmatiser systématiquement. Je pense qu'il faut se placer sur un autre registre et ne pas s'adresser aux gens comme cela se fait habituellement, c'est-à-dire électoralement. Ni vouloir constituer un groupe de pression. A ces conditions, ce forum donnera sans aucun doute aux collectivités plus de crédibilité et l'obligation d'être plus attentifs à la dimension sensible de la vie sociale.

propos recueillis le 24 juin 2010

“

**Il faut qu'on entende des choses qui puissent toucher le cœur...
L'art est une chance, une chance à laquelle chacun doit pouvoir avoir accès, que chacun doit pouvoir vivre par lui-même aussi.**

”

Farida Boudaoud

vice présidente du Conseil régional Rhône-Alpes,

**déléguée à la culture et à la lutte contre les discriminations,
représentant l'Association de Régions de France (ARF)**

“

La compétence des grandes collectivités est un fait. Cela étant, il serait exagéré de parler d'autonomie complète. Et ce ne serait pas souhaitable. Sur le champ culturel, un partenariat de fond avec l'Etat reste nécessaire, peut-être même faut-il le réinventer.

”

La légitimité culturelle des collectivités territoriale ? Je reviens d'un colloque de préparation du tricentenaire de Jean-Jacques Rousseau. Il sera célébré en 2012. Pour cette grande manifestation qui, par son caractère national, aurait naturellement vocation à être organisée par le ministère de la Culture, c'est la Région Rhône-Alpes qui est à la manœuvre. La compétence des grandes collectivités est un fait. Cela étant, il serait exagéré de parler d'autonomie complète. Et ce ne serait pas souhaitable. Sur le champ culturel, un partenariat de fond avec l'Etat reste nécessaire, peut-être même faut-il le réinventer, ne serait-ce que pour partager l'effort. L'Etat doit être présent, complètement engagé, plus que jamais.

Quant au manque d'ambition que certains artistes reprochent aux collectivités territoriales, il faut quand même considérer qu'elles portent les deux tiers de la dépense culturelle publique. Pour une compétence qui n'est souvent pas obligatoire, je trouve cela assez ambitieux...

Une instrumentalisation de la culture ? Vous dites que les artistes ressentent une certaine "utilisation territoriale" de leur métier par les collectivités... Non, je ne crois pas. Bien sûr, la question du territoire est fondamentale. Mais cela n'empêche pas pour autant une politique réellement culturelle. Il est possible de construire des dispositifs très variés en faveur de l'art et de la culture. En Rhône-Alpes, par exemple, nous proposons des "contrats territoriaux" qui comportent à chaque fois un volet culturel. Par là, la dimension culturelle est directement portée par les collectivités signataires.

Quiproquo artistes/élus ? Les artistes peuvent en effet avoir le sentiment que l'argent public pour la culture est trop absorbé par les collectivités de proximité et les régions. Il est vrai que les collectivités territoriales font un travail de partenariat important pour le développement de la culture. Et c'est certain que la multiplicité des interlocuteurs ne facilite pas toujours le dialogue, ni ne simplifie le portage des dossiers. Mais le pire, c'est quand les financements ne proviennent que d'une seule collectivité. Car alors, il suffit que la majorité change pour que la culture soit mise en danger – ce qui s'est passé dans les communes gagnées par le Front national. En revanche, si l'Etat, la Région, le Département, l'intercommunalité et la ville cofinancent, une forme de pluralisme s'installe, qui permet une meilleure expression de la diversité culturelle.

Vocabulaire et “politique poétique”. Cet adjectif fait du symbolique une dimension pleine et entière de l’existence. C’est vrai qu’on vit la culture sous des formes diverses et variées. Ce foisonnement renvoie au mouvement, au dialogue. J’adhère entièrement à cette notion de “politique poétique”.

Quant à la nécessité de renouveler le vocabulaire des politiques culturelles, je ne sais pas si la période s’y prête... Mais peut-être. Peut-être va-t-il falloir parler différemment de la culture pour mieux expliquer aux Français ce qu’elle est : ce n’est pas seulement une représentation théâtrale, mais des métiers, des emplois ainsi qu’un secteur économique et marchand très important. Je crois qu’on ne le dit pas assez. Or il faudra bien pouvoir justifier les choix si des baisses de budget sont nécessaires... Expliquer, en particulier, que certains secteurs sont plus fragiles que d’autres. Après, de ce point de vue, je ne suis pas certaine que cet effort de vocabulaire doive être d’ordre poétique...

La reconnaissance de la valeur culturelle des personnes. Si la reconnaissance, c’est dire qu’on peut créer du dialogue, du lien social à travers une œuvre, alors oui, l’approche est intéressante. Mais si c’est dire que tout individu, par sa seule diversité, est un artiste, non. La reconnaissance ne peut pas être tout et n’importe quoi.

Portée nationale des choix de politique locale. Une décentralisation complémentaire, qui irait du “bas” vers le “haut” ? Il est certain qu’on ne peut pas parler d’exporter la culture

française si on ne considère pas les choix politiques locaux comme porteurs d’une identité française. La culture n’a de sens qu’à l’échelle nationale, puis européenne ou mondiale.

Opportunité du forum des associations d’élus. L’idée d’un tel forum est très bonne. L’union fait la force. Plus on est rassemblé autour des mêmes objectifs, plus on a des chances d’arriver à les atteindre. J’attends beaucoup de ce forum. Pour ce qui est du risque qu’il génère un conflit frontal entre sensibilités politiques, s’il se produit, il faudra l’assumer. On ne peut pas critiquer un certain nombre de choix politiques et éviter d’en parler... Mais je crois qu’il existe de vrais sujets capables de rassembler des personnes de toutes sensibilités politiques. Je suis donc assez optimiste.

Enfin, quant à savoir si et comment ce travail concerté pourrait se poursuivre, il faut bien voir qu’il y aura un *avant* Avignon, un *à* Avignon, et un *après*. Pour imaginer la suite, attendons l’après... On verra. Les uns et les autres ont des pistes. Et puis il faudra prendre en compte les demandes des professionnels.

propos recueillis le 29 juin 2010

“

Peut-être va-t-il falloir parler différemment de la culture pour mieux expliquer aux Français ce qu’elle est : ce n’est pas seulement une représentation théâtrale, mais des métiers, des emplois ainsi qu’un secteur économique et marchand très important. Je crois qu’on ne le dit pas assez.

”

SYNTHÈSE

LA RECONNAISSANCE. Lors de la préparation du forum des associations d'élus du 16 juillet, dont ces présents entretiens préalables ont charge de nourrir les débats, un titre avait été suggéré : "Vers une République culturelle : *les chemins de la reconnaissance...*" Estimé insuffisamment explicite, ce titre n'a finalement pas été retenu. Mais au moment de clore ces entretiens, on s'aperçoit que c'est bien *des chemins multiples de la reconnaissance* dont il a été principalement question.

D'abord la reconnaissance des acteurs :

- de la maturité des collectivités territoriales pour concevoir et mener les politiques culturelles, à la fois par l'Etat et par les artistes,
- de la fonction indispensable des artistes dans notre société, reconnaissance à la fois par l'Etat et par les collectivités,
- de la densité culturelle de chacun, à la fois par l'Etat, par les artistes et par les collectivités.

Puis reconnaissance de la nécessité des logiques combinées :

- celle de l'action de l'Etat, comme garant de l'égalité des territoires mais aussi de l'autonomie de la création,
- celle des arts dans leur quête propre, insoucieuse des territoires mais indispensable aux territoires,
- celle de l'action politique territoriale, non soumise aux seuls impératifs de la création mais les encadrant et les accompagnant,
- celle de la portée nationale des politiques locales, sans nier leurs spécificités légitimes,
- celle du travail des professionnels de la culture pour faire bénéficier chacun de l'apport des arts et de faire bénéficier les arts de l'apport sensible de chacun,
- celle des publics qui souhaitent certes rêver mais non forcément se taire.

La reconnaissance, c'est cela : pointer l'ensemble des lieux de *dissensus* qui, de sources de malentendus, doivent se muer en autant d'occasions de nécessaire confrontation des valeurs. La reconnaissance n'implique aucun consensus, mais la coexistence rude et bienveillante de différences complémentaires.

Plusieurs personnes interviewées ont signalé que la *connaissance* doit précéder la *reconnaissance*. Ceci n'est pas certain. Car la reconnaissance est une attitude d'ouverture et de confiance en l'Autre qui en rend possible une connaissance profonde. On peut connaître et ne pas reconnaître, com-

prendre sans accepter. En revanche, l'inverse est impossible : on ne peut pas reconnaître sans avoir envie de connaître, on ne peut pas accepter l'autre sans s'engager à vouloir le comprendre. La reconnaissance relève de l'ordre du devoir, non du savoir. Plus précisément, c'est le devoir de savoir.

Pour reprendre un terme emprunté au philosophe Adorno à plusieurs reprises évoqué au cours de ces entretiens, la reconnaissance mène au "réconcilié". Pour le philosophe, il s'agit de la réconciliation entre la logique de la pensée rationnelle et celle de la matière. Ce qui, pour lui, est la raison même d'être de la sensibilité esthétique : « *L'art complète la connaissance de ce qui en est exclu.* » Le mode d'une telle connaissance de l'inconnaissable, n'est-ce pas la reconnaissance, ce qu'Hannah Arendt appelait "la compréhension" ?

Dans le contexte abordé ici, ce sera la réconciliation de l'intelligence avec la sensibilité, de la raison politique avec l'intuition artistique, de la mesure quantitative de l'apport social de l'art et de la culture avec leur teneur qualitative d'inquiétude d'être, tantôt gouffre sombre, tantôt aspiration lumineuse, parfois fête collective, souvent bouleversement intime. « *L'art est la promesse d'un bonheur qui se brise* », écrit Adorno (*Théorie esthétique*). C'est-à-dire qu'il trace la perspective d'un bonheur à venir, certes insaisissable, mais dont l'horizon s'avère nécessaire – et cet horizon est celui de l'action politique.

L'art donne au politique son horizon et le politique la voile pour (tenter de) l'atteindre. C'est finalement à la reconnaissance de leur fonction commune de promesse d'avenir que doivent œuvrer ensemble, sans se confondre ni s'exclure, les artistes et les politiques.

La richesse au service de la culture ou la culture au service de la richesse ? L'art au service des élus ou les élus au service de l'art ?

Cette synthèse, bien subjective, ne prétend aucunement résumer les propos très riches, tenus par des personnalités aux métiers bien différents et aux responsabilités très diverses, ni "lisser" la singularité des voix pour tenter de les faire artificiellement converger. Seule, peut-être, une inquiétude profonde les traverse toutes : inquiétude pour les conditions politiques du soutien aux arts, inquiétude pour l'autonomie et la liberté des expressions artistiques, inquiétude devant une rupture de civilisation qui persiste à poursuivre un rêve hollywoodien de convergence naturelle entre profit et invention, inquiétude devant la montée des malentendus entre artistes et élus. Et sur cette trame, tissée de souci pour l'avenir, chacun brode à sa manière le motif commun de l'urgence d'une réponse collective.

Plus que de déceler des unanimités qui ne seraient que de façade, l'intérêt majeur du collectage d'une trentaine d'entretiens menés auprès d'élus, de professionnels, d'artistes et de représentants des publics apparaît plutôt "en creux" : permettre d'identifier un certain nombre de "lieux" de mécompréhension, d'absence de dialogue, de craintes incomprises, d'attentes non partagées. Et donc d'indiquer quelques voies que pourrait – devrait – prendre une concertation renouvelée.

Ce texte s'engage ainsi dans une simple mission de reconnaissance, au double sens de repérage (comme avant un tournage) et de compréhension. Le terme de "reconnaissance" en est d'ailleurs le maître mot, un mot dont l'aller-retour implicite n'acquiert sa teneur qu'indéfiniment diffractée : reconnaissance des collectivités par l'Etat et inversement, des artistes par les collectivités et inversement,

des publics par les responsables, de la qualité créative de chaque citoyen et du travail singulier et indispensable des artistes...

Territorial et national

L'ETAT IRREMPLAÇABLE. Ces entretiens ont été menés sous la double pression d'une violente crise économique, qui semble devoir réduire tout le monde à une attitude à la fois de résignation et de résistance et d'une profonde incertitude, liée à la réforme territoriale, quant à la capacité financière des collectivités à exercer une compétence culturelle reconnue in extremis par les parlementaires, ce 8 juin. Autant dire que la question de l'argent est omniprésente.

Dans ce contexte – et selon les termes mêmes de plusieurs élus – “la crise oblige” : à la solidarité entre les pouvoirs locaux, à la réflexion de l'ensemble des acteurs du champ de la culture, à la mutualisation des moyens et à une redéfinition ou une réécriture des politiques publiques de la culture. Elle oblige également à ne pas oublier l'importance du rôle de l'Etat, car la crainte de son retrait en révèle la nécessité. Certes, il doit être désormais plus partenaire que “prescripteur”. Mais il reste un partenaire indispensable. S'il venait à quitter la table, la partie risquerait de s'achever...

L'Etat est unanimement appelé à assumer ses responsabilités régaliennes – notamment de péréquation entre territoires, d'éducation artistique et culturelle à l'école ou encore de soutien à la création, à la naissance d'expressions qui n'ont pas encore trouvé ou n'ont pas vocation à trouver un large public.

Il est ainsi implicitement reconnu que l'Etat, seul, est en mesure d'utiliser l'argent public pour la culture sans devoir se justifier par

ses effets induits économiques ou sociaux. L'Etat doit reconnaître l'art et la culture pour ce qu'ils sont. Et c'est après que les collectivités interviennent selon leurs logiques propres, territoriales.

PORTER COLLECTIVEMENT LA RESPONSABILITÉ NATIONALE. Si les collectivités ne revendiquent généralement pas le soutien aux arts pour eux-mêmes – d'où une tendance à une “instrumentalisation” politiquement légitime mais mal comprise par les artistes et souvent assumée un peu à contrecœur par les professionnels –, le fait qu'elles se réunissent toutes ensemble pour affirmer leur conviction quant au caractère indispensable de l'engagement public local en faveur de la culture, fait apparaître comme la nécessité d'un dépassement de la perspective d'une “territorialisation” des politiques culturelles.

C'est ensemble, et non séparément, que les collectivités ont conscience de porter, aux côtés de l'Etat, une responsabilité nationale. Ce qui s'exprime clairement dans la défense générale des financements croisés. Car ce qui est ainsi “croisé”, outre l'argent, c'est le sens : un cofinancement local pour un objectif commun, donc national.

Paradoxalement, cette solidarité au nom de l'intérêt “méta-territorial” de l'art est le fruit de la crise – vertige à l'idée d'une société dont l'imaginaire serait devenu un sous-ensemble de la vie économique et la culture un sous-ensemble de l'attractivité des territoires –, ainsi que d'un évident enthousiasme (tempéré par un réalisme politique plus ou moins pessimiste selon les uns ou les autres) au fait d'affirmer concrètement une responsabilité commune laissée trop longtemps inexprimée.

Du point de vue des artistes, relativement confiants (car tous ont expérimenté des rela-

tions très fructueuses avec des responsables politiques locaux), ce mouvement est urgent. Ils souhaitent fortement que les élus agissent avec une ambition nationale pour l'art même et non pour ses vertus adjacentes.

Cette relation convergente entre les logiques artistiques et territoriales reste largement à inventer. Les mains sont les unes vers les autres tendues mais elles n'arrivent pas à se saisir... Les artistes sont prêts à reconnaître que compter sur les effets induits de l'activité artistique est "de bonne guerre" de la part des élus, mais le sentiment d'être mésestimés, voire méprisés, persiste.

DIALOGUE ARTISTES/ÉLUS : LE CHARME ROMPU.

Tout au long de ces pages, les artistes ont exprimé désarroi et colère. Mais aussi une profonde désillusion tant les occasions de s'entendre semblent avoir été systématiquement manquées. Dès lors, au-delà de ses argumentaires précis et construits, le souhait d'une loi d'orientation pour la culture puise sa nécessité dans sa capacité à fonder une certaine indépendance tant vis-à-vis de l'Etat que des collectivités territoriales. Trop d'attentes ont été déçues. Certains se réjouissent même que le charme qui régnait entre artistes et élus, il n'y a pas si longtemps, se soit dissipé et qu'ils puissent, pour ainsi dire, travailler plus "tranquillement"...

Cela étant, les artistes portent pleinement leur rôle de citoyen. Ils reconnaissent les difficultés financières des collectivités et sont prêts à assumer leur part dans l'effort collectif. Ils se réjouissent aussi que leur activité puisse contribuer à ceci ou cela qui ne concerne pas directement leur profession. Mais ils croient fermement que c'est dans une effectuation concentrée et libre de leur activité que les effets "externalisés" de leur travail sera le plus efficace.

Pour la première fois de notre histoire, le goût pour les arts et la culture ne sont plus une qualité indispensable des classes les plus hautes (et dirigeantes) de notre société, mais une richesse des classes intermédiaires.

Le manque de mots

Les artistes auraient tendance à penser comme Flaubert, que « *le superflu est le premier des besoins* ». Ils souhaiteraient, et à bon droit, que le politique reconnaisse l'indispensable "inutilité" des arts. On voit évidemment, dans cette formule paradoxale – plus philosophiquement, Kant parlait de « *finalité sans fin* » –, combien les mots manquent pour signifier cela positivement.

RENOUVELER LE VOCABULAIRE ? Outre que la notion de "reconnaissance", puisée chez le philosophe Axel Honneth – la revendication d'une complète "visibilité" de chacun aux yeux des autres dans sa personne même et notamment dans sa qualité esthétique – est quasiment plébiscitée, plusieurs mots inhabituels étaient proposés dans le texte prétexte à ces entretiens ou dans les questions posées : "politique poétique", intelligence sensible, créativité esthétique de chacun... Cela en lien avec la perspective de nourrir la pensée culturelle d'un apport plus important des sciences humaines : philosophie, anthropologie, histoire...

Etonnamment, à la proposition consistant à dire : nous n'avons qu'un mot – celui d'art – pour qualifier l'émotion du beau alors qu'au vue de la diversité des sensations, il en

faudrait autant qu'en ont les Esquimaux pour dire les divers états de la neige, la réponse a été presque invariablement que c'est une évidence. Avec des exceptions notables, car plusieurs n'ont pas estimé que cette idée de la nécessité d'un renouvellement du vocabulaire corresponde à quoi que ce soit : l'heure politique serait trop grave pour un débat sémantique. Les commentaires qui suivent ne concernent donc qu'une partie (mais majeure) des propos recueillis.

LE SENSIBLE. Aux adjectifs “culturel” (trop vaste, trop imprécis) et “artistique” (trop étroit, trop professionnel), se sont volontiers ajoutés deux autres : “sensible” et “esthétique”. L'un comme l'autre font référence aux sens et non aux arts. Leur effet majeur donc est de faire de l'art un sous-ensemble d'une dimension d'émotivité infiniment plus vaste. Mais cela a-t-il une conséquence politique ? C'est-à-dire, est-ce que de tels questionnements ont leur place dans un débat d'élus, d'artistes et de professionnels de l'action culturelle ?

La vie esthétique n'est pas que le fait des artistes et des politiques : elle appartient à tout un chacun. L'objectif des artistes comme des politiques ne peut dès lors qu'être de proposer (pour les premiers) et de veiller à ce que puisse être proposé (pour les seconds) des moments aussi divers que possibles de partage esthétique.

QUELQUES PISTES (PEUT-ÊTRE). Par rapport à la conception des politiques culturelles héritée de Malraux, qui pose l'art comme l'aboutissement absolu de l'émotion esthétique, l'intérêt pour ces termes signale avec persistance le sentiment de se sentir quelque peu prisonnier d'un vocabulaire inadapté aux réalités de vie et de pensée actuelles. Il est bien évident que mettre en valeur – rien qu'en les faisant exister dans le langage – des réalités esthétiques extra-artistiques peut faire craindre une sorte de dérive “populiste” où tout le monde serait artiste et n'importe quoi art. Et l'on sait combien, peut-être surtout en France, ce rejet de tout “relativisme culturel” est puissant, tant nous sommes attachés à la foi en l'universalité de la valeur de l'art.

Pour autant, si tout le monde ne se saisit pas de ces termes, personne ne semble s'offusquer de leur emploi. Nombre d'artistes, bien au contraire, conviennent qu'il est nécessaire de contester un certain apanage de la maîtrise du beau par l'art.

Certes, les conséquences de cette “révolution sémantique” sont encore très largement à venir – cependant, la reconnaissance encore récente des formes artistiques autrefois considérées comme mineures, tel le cirque, les arts de la rue, la vidéo, la BD ou encore les musiques actuelles donnent à ce mouvement sémantique une certaine existence –, mais déjà une sorte de “paix esthétique” semble s'instaurer.

LA NÉCESSAIRE DISTINCTION ENTRE ART ET CULTURE. Par ailleurs, le fait d'identifier l'expérience artistique comme un sous-ensemble de la vie esthétique comporte un avantage majeur, celui de dépasser le discours trop flou qui confond indûment art et culture. Réintégré dans le *continuum* du sensible en tant que l'un de ses éléments parmi une infinité

d'autres, l'art apparaît dès lors comme une activité bien précise, toute particulière, dont il importe de se saisir politiquement pour elle-même – ce qui n'est possible que si le vocabulaire est assez fin pour bien délimiter les diverses réalités de l'émotion esthétique.

Or quelque chose échappe toujours, d'où l'envie de dépasser l'habituel recours à la sociologie statistique pour prendre en compte un apport intellectuel plus large et plus diversifié. Ce qui s'apparente à un véritable défi, car cela exige de remettre en question la pertinence des outils anciens et donc, par bien des aspects, celle des politiques culturelles traditionnelles : les résidences d'artistes, l'éducation artistique et culturelle, le soutien aux pratiques en amateur, les opérations événementielles... Tous ces éléments gardent leur légitimité, mais sous le signe d'une ré-interrogation liée au fait d'avoir perçu la limite de la démocratisation et en articulant cet objectif avec celui du soutien à la diversité culturelle – un concept désormais inscrit par l'Unesco au cœur de l'action culturelle politique.

L'ART, "MARQUEUR" DES CLASSES MOYENNES.

L'autre source d'interrogation sur le vocabulaire est d'ordre plus sociologique. Pour la première fois de notre histoire, le goût pour les arts et la culture n'est plus une faculté indispensable des classes les plus hautes (et dirigeantes) de notre société, mais une richesse des classes intermédiaires. La puissance de cette mutation de société est impressionnante car désormais les mots d'art, de beauté, de sensibilité, voire d'intellectualité, sont des données "moyennes". Leur valeur sociale a changé : il faut donc dire et penser les choses tout autrement.

Autre conséquence : le sommet du pouvoir n'est plus le protecteur naturel des arts. D'où

Manifestement, le mot "territoire" n'a pas le même sens pour un artiste ou un élu, "lien social" non plus, etc. Et même dans le mot "art", il y a ce sentiment, en effet, que les élus défendent les arts mais ne parlent pas vraiment des arts.

la vivacité de l'appel des artistes aux pouvoirs locaux et la demande unanime que le forum des associations d'élus du 16 juillet soit poursuivi par d'autres travaux, plus concrets, entre collectivités et avec l'ensemble des acteurs du champ artistique et culturel.

DE LA FÊTE AU PARTAGE DE LA DOULEUR. Dans le cadre d'une réécriture moins hiérarchisée des valeurs, certains souhaitent des mots très simples : épanouissement personnel, émotions partagées. D'autres préfèrent une terminologie plus complexe : intelligence sensible, conditions de réception, etc. Aucun lexique ne s'impose. Mais s'impose un mouvement vers autre chose...

Politiquement, l'une des tâches les plus exigeantes des collectivités territoriales sera de s'engager auprès des professionnels, des artistes et des publics dans un dialogue renouvelé, loin d'une langue codée dont plus personne ne sait trop ce qu'elle dit – manifestement, "territoire" n'a pas le même sens pour un artiste ou un élu, "lien social" non plus, etc. Et même dans le mot "art", il y a ce sentiment, en effet, que les élus défendent les arts mais ne parlent pas vraiment des arts.

A plusieurs reprises en effet, et même si ce n'est que de loin en loin, des quiproquos profonds sont pointés : parlant de l'art, les uns entendent "fête", les autres "partage de la

douleur”, les uns pensent à l’animation, les autres à l’intimité, les uns envisagent la sérénité, les autres la révolte...

Quoi qu’il en soit, le besoin manifeste d’exprimer de manière peut-être plus fragile les multiples battements du sens de la vie esthétique augurent mieux qu’une univocité de façade inapte à dire la complexité de notre société.

La reconnaissance

L’idée de reconnaissance a été très largement saluée pour sa pertinence, laquelle est liée aux multiples acceptions de ce terme. Tout d’abord, ce terme porte une idée de bienveillance, d’ouverture. Un monde de la reconnaissance est, finalement, un monde qui est à l’opposé du nôtre. C’est un monde qui n’a que faire de la compétition, s’inquiète des hiérarchies, des spécialistes, de leur condescendance et se méfie du seul critère de l’excellence. Dans un tel monde, les savoirs et les sensations de chacun, pour singuliers qu’ils soient, ont la même légitimité et méritent la même visibilité.

“COMPOSER” SA VIE SENSIBLE AVEC L’ART...

Artistiquement, la reconnaissance recouvre une réalité complexe qu’un metteur en scène a identifiée comme la capacité de combiner, de “composer” les différentes sensations esthétiques. Reconnaisant la créativité propre de chacun, l’artiste propose son œuvre en pleine conscience que sa proposition sera agrégée à d’autres, par exemple quotidiennes et non artistiques, pour que chacun puisse construire sa vie sensible singulière mais nourrie des multiples formes du partage esthétique. C’est ici la reconnaissance décisive de la transversalité de l’émotion sensible.

... MAIS AU-DELÀ DES “GRANDES ŒUVRES”.

Enfin, la reconnaissance, c’est également accepter la valeur créative de chacun. Que

serait un art qui ignorerait les inventions quotidiennes ? Que serait une politique qui ignorerait la légitimité des aspirations de chacun ? Ici, un représentant des publics propose une parole simple mais dont les conséquences sont profondes. Jusqu’à présent, le public n’a droit qu’à l’œuvre, pas à la parole. Or l’émotion esthétique est constitutive de la vie, et non une succession d’instantanés séparés plus ou moins vifs. La vie esthétique n’est pas faite que d’art et de culture. Cette vie-là, ce ne sont ni les artistes ni les élus qui la construisent : elle appartient à tout un chacun (mais notre enquête n’est pas allée jusque là).

L’objectif des artistes comme des politiques ne peut dès lors qu’être de proposer (pour les premiers) et de veiller à ce que puisse être proposé (pour les seconds) des moments aussi divers que possibles de partage esthétique. Sans doute est-on ici plus loin que jamais de la notion d’accès aux grandes œuvres de l’humanité...

Pour conclure

UN FORUM AU MOMENT OPPORTUN... L’incertitude liée à la crise et à la réforme des collectivités territoriales a agi comme un révélateur de l’attachement du politique aux arts et à la culture. Mais dans le même temps elle a aussi montré que cet attachement était immergé dans un profond quiproquo avec les artistes – les professionnels ici tenant le rôle bien difficile de traducteur. Sans doute est-ce le terme d’attractivité des territoires qui porte le plus de malentendu. Or il signifie simplement qu’on se préoccupe de la “beauté” du territoire, ce qui, de fait, le rendra attirant. Mais la fin et les moyens se confondent. Par exemple, construire une cathédrale crée des emplois. Mais est-ce pour créer des emplois qu’on a construit des cathédrales ? Serions-nous condamnés à travailler pour produire

du travail ? A faire des œuvres d'art pour créer des publics ? Peut-être la finalité du forum pourrait-elle être de débrouiller cet écheveau. Mais les conditions politiques et économiques le permettent-elles ? Ce forum tombe-t-il au bon moment ?

L'accord est unanime. Pour une élue interrogée, c'est le bon moment parce que quelque chose d'inacceptable est en vue : la barbarie d'un monde entièrement voué à la consommation. Pour beaucoup, c'est parce qu'une société incapable de produire de la beauté serait invivable. Enfin, et plus politiquement, des bouleversements importants sont en cours. Il faut prendre la main.

Ainsi, l'engagement solidaire des collectivités en faveur de la culture et de l'art s'exprime au bon moment pour indiquer les chemins nécessaires vers :

- une prise en compte de la responsabilité nationale de toutes les "natures" de collectivités,
- une réaffirmation de la centralité du rôle de l'Etat,
- une prise en compte de l'indispensable caractère désintéressé des politiques vis-à-vis de l'art,
- une conviction que l'invention de l'avenir se construit par la double logique des artistes et des politiques,
- une reconnaissance du bien-fondé de la diversité culturelle, de celle des arts et des artistes jusqu'à celle de chaque citoyen.

... MAIS QUI DOIT DISTINGUER ENTRE POLITIQUES ARTISTIQUES ET CULTURELLES. Aux deux questions posées en titre de cette synthèse – La richesse doit-elle être au service de la culture ou la culture au service de la richesse ? L'art

Les politiques s'engagent, les professionnels réfléchissent, les milieux associatifs s'accrochent cependant que les artistes déplorent un monde dont ils ont le sentiment qu'il semble avoir oublié qu'il a toujours besoin d'eux.

doit-il être au service des élus ou les élus au service de l'art ? – ces entretiens répondent que c'est précisément de cela qu'il faut débattre, avec l'Etat, les élus, les artistes, les professionnels et les publics. Les conditions de possibilité de ce débat restent encore à construire. Et elles ne seront pas aisées à réunir. Car une confusion de fond pèse : pour les artistes, c'est d'une politique artistique des collectivités dont il est besoin. Et pour les élus, c'est d'une politique culturelle. Or, à toujours joindre, sans trop y penser, le mot "art" et le mot "culture", l'articulation sereine des logiques du politique et de celles de la création paraît, pour le moment du moins, difficilement accessible.

Certes, les bonnes volontés et les bonnes intentions sont réelles, des deux côtés. Mais le lieu de leur rencontre – ce lieu du "*partage du sensible*" (Jacques Rancière) où se croiseraient fénellement art et culture, autonomie de l'invention et développement des territoires – peine à être identifié. Pour le moment, force est de constater que les paroles d'artistes ponctuent ces entretiens d'une puissante tristesse oscillant entre résignation et colère. Les politiques s'engagent, les professionnels réfléchissent, les milieux associatifs s'accrochent, cependant que les artistes déplorent un monde dont ils ont le sentiment qu'il semble avoir oublié qu'il a toujours besoin d'eux.

Vincent Rouillon

AVIGNON 2010

Quelle place pour l'art et la culture dans notre civilisation ?

Entretiens avec :

*Georges Buisson, Annie Genevard,
Madeleine Fève-Chobaut, Laurent
Le Bon, André Laignel, Chantal Emoult,
Corinne Sonnier, Nadine Varoutsikos,
Christophe Blandin-Estoumet, Frédéric
Néraud, Vanik Berberian, Vincent Eblé,
Jean-Pierre Vincent, Benoît Lambert,
Alain Maldonado, Rémi Rebeyrotte,
Norbert Métairie, Etienne Ollagnier,
Marie-Agnès Sevestre, Olivier Bianchi,
Hubert Colas, Jean-Noël Bruguière,
Frédéric Robbe, Catherine Cullen,
Thierry Brault, Farida Boudaoud.*